

LE
RÉGIME ÉCONOMIQUE
DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 10 Juin 1936, à 14 heures.

PAR

ROGER AUMAGE

Président : M. ALLIX, professeur

Suffragants : MM. J. BARTHÉLEMY, professeur
MESTRE, professeur

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1936

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE

DE L'ALCOOL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE
RÉGIME ÉCONOMIQUE
DE L'ALCOOL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 10 Juin 1936, à 14 heures.

PAR

ROGER AUMAGE

Président : M. ALLIX, professeur

Suffragants : MM. J. BARTHÉLEMY, professeur
MESTRE, professeur

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1936



LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE L'ALCOOL

INTRODUCTION

Les alcools. — L'alcool éthylique, ses diverses sources. — Importance de l'alcool dans l'économie rurale de la France. — Alcools naturels et alcools d'industrie.

En abordant une étude sur l'alcool, il n'est pas sans intérêt de rappeler ce qu'il faut entendre exactement par ce terme. Chimiquement, les alcools sont des corps neutres non azotés formés de carbone, d'hydrogène et d'oxygène, s'unissant directement aux acides et les neutralisant en formant des éthers avec élimination d'eau. Ils peuvent être considérés comme dérivant de la substitution dans les carbures d'hydrogène d'un oxhydrile OH à un atome d'hydrogène.

Les alcools, qui sont très nombreux, sont classés en alcools primaires, secondaires ou tertiaires suivant que la substitution de l'oxhydrile à l'hydrogène se fait dans le groupe CH^3 , CH^2 ou CH . Les alcools primaires sont répartis en six familles suivant leur nombre de fonctions alcool. Le premier de ces groupes est celui des alcools monoatomiques lui-même divisé en séries au nombre desquelles se trouve la série grasse dérivant des carbures saturés de formule $\text{C}^n \text{H}^{3n+2}$. Les premiers termes de cette série sont : l'alcool méthylique $\text{CH}^3 \text{OH}$, l'alcool éthylique $\text{C}^2 \text{H}^5 \text{OH}$, l'alcool propylique $\text{C}^3 \text{H}^7 \text{OH}$, l'alcool butylique $\text{C}^4 \text{H}^9 \text{OH}$, l'alcool amy-

lique $C^5 H^{11} OH$. Dans le langage courant le mot alcool désigne le deuxième corps de cette série : l'alcool éthylique $C^2 H^5 OH$.

La production de l'alcool s'effectue naturellement par l'action des levures sur les sucres fermentescibles, fournis en abondance par un grand nombre de végétaux. On les rencontre dans des fruits (raisins, figues, etc.), des racines (betteraves, carottes, etc.), des tiges (cannes à sucre, agave), des fleurs (les abeilles en élaborent le miel). D'autre part, l'industrie de l'homme transforme l'amidon de bien d'autres végétaux en sucre fermentescible par l'emploi du malt ou des acides. C'est ainsi que par un traitement convenable on peut extraire de l'alcool des graines de céréales (riz, blé, maïs, etc.), ou de légumineuses (haricots, lentilles, etc.), des tubercules de la pomme de terre, des racines de manioc, des châtaignes ou des glands. L'alcool peut même être obtenu en partant de la cellulose (sciure de bois, tourbe). Enfin, dès 1864, BERTHELOT réussissait à faire la synthèse de l'alcool éthylique. L'alcool synthétique est obtenu aujourd'hui industriellement et en quantités importantes, soit à partir des gaz de hauts fournaux (Société Kuhlmann-Courrières), soit à partir du carbure de calcium et de l'acétylène (Badische Anilin und Soda Fabrik).

Les modes de production de l'alcool éthylique sont donc extrêmement nombreux, mais aucun ne le fournit à l'état pur, ni même à l'état d'un mélange d'alcool pur et d'eau. Il est naturellement associé aux autres alcools de la série grasse, à des aldéhydes et à des éthers. C'est ainsi que la fermentation des marcs de raisins donne, avec l'alcool éthylique, une certaine quantité d'alcool propylique, tandis que l'alcool butyrique et l'alcool amylique naissent dans la mise en œuvre des jus de betterave et des pommes de terre. Il y a donc lieu, pour obtenir de l'alcool éthylique pur d'éliminer

ces produits. C'est l'objet de la rectification, basée sur la différence des points d'ébullition de ces différents corps dont les uns sont plus volatils (produits de tête) et les autres moins volatils (produits de queue) que l'alcool éthylique. Le produit ainsi obtenu est un mélange d'eau et d'alcool éthylique pur n'ayant l'odeur et la saveur que de ce dernier corps sans aucun bouquet accessoire, aussi dit-on qu'il est neutre.

Mais quel que soit le soin avec lequel on l'effectue, l'opération ne peut fournir un produit titrant plus de 97 degrés, sans pouvoir produire un alcool absolument pur et anhydre. Cela tient à ce que l'alcool est un corps extrêmement avide d'eau. Or, un emploi devenu de nos jours très fréquent exige un alcool rigoureusement exempt d'eau. Il s'agit de son incorporation à l'essence en vue d'alimenter les moteurs à explosion. L'alcool est miscible à l'essence en toutes proportions, mais, la présence de l'eau compromet irrémédiablement la stabilité du mélange. C'est ainsi que l'on a été conduit à mettre au point des procédés industriels de déshydratation de l'alcool, tels que les procédés LORLETTE, URBAIN et surtout les procédés basés sur l'utilisation des mélanges aéztropiques (Usines de Melle) ou de la poudre de plâtre (I. G. Farbenindustrie).

Dans la pratique commerciale et fiscale, tous les calculs sont basés sur la quantité d'alcool pur contenu dans les dilutions qui, sauf le cas de l'alcool déshydraté (encore ce dernier ne titre-t-il jamais plus de 99°7), sont les seules formes sous lesquelles se rencontre l'alcool. Cette quantité, déterminée suivant les règles de l'alcoométrie, s'exprime en quantité d'alcool pur à la température de 15 degrés centigrades. Dans le cours de cette étude, sauf indication contraire, l'unité dans laquelle sont comptées les quantités, et à

laquelle s'appliquent les prix indiqués, est l'hectolitre d'alcool pur compté à cette température.

Économiquement, l'alcool est un corps extrêmement important. Nous ne reprendrons pas la polémique qui depuis longtemps déjà oppose ceux qui considèrent l'alcool comme un aliment (expériences d'Atwater et de Benedict) et ceux qui ne voient en lui qu'un poison sous-produit de fermentations douteuses. Les ennemis de l'alcool les plus acharnés ont dû reconnaître que sous forme de dilutions alcooliques ou de boissons fermentées, il tient désormais une place importante dans l'alimentation d'une bonne partie de la population européenne (D^r LEGRAIN).

L'alcool est appelé à jouer dans la défense nationale un rôle qui ne pourra que s'accroître avec les implacables perfectionnements de la guerre chimique. Pendant la Grande Guerre, il fut consommé en quantités considérables pour des emplois pharmaceutiques, pour la fabrication de l'ypérite (obtenu par l'action de l'alcool sur un bloc de magnésie chauffée à blanc), et surtout pour la fabrication de l'éther, lui-même employé en pharmacie et pour le séchage du coton-poudre.

Mais l'importance particulière que revêt en France la production de l'alcool provient de ce qu'elle est intimement liée à une série de grandes productions nationales : betteraves, vin, pommes et poires.

La culture de la betterave est concentrée en France dans les régions du Nord et dans certains départements du Centre (Côte-d'Or). Elle représente pour les producteurs, plus qu'un profit direct, la condition nécessaire d'une bonne exploitation. C'est une plante améliorante, elle exige une préparation du sol complète et soignée, une fumure copieuse, des sarclages fréquents. Par là elle fournit un assolement incom-

parable dans la culture des céréales. Poussant après elle, le blé donne des rendements notablement plus élevés. Enfin, ses feuilles sont utilisées comme engrais verts et le traitement industriel des betteraves laisse des résidus (pulpes) très propres à la nourriture du bétail. Des techniciens ont pu démontrer que par la culture de la betterave, une exploitation donnée pouvait accroître de 42 p. 100 sa production en blé, et de 100 p. 100 le nombre de têtes de bétail qu'elle pouvait nourrir.

Mais l'intérêt qu'il y a à encourager cette culture, se heurte à la difficulté de lui assurer une rémunération suffisante. On ne peut pas compter sur la sucrerie pour absorber des quantités de betteraves massives et croissantes. Le marché intérieur du sucre n'offre que des débouchés limités et l'exportation est impossible à cause de l'abondance sur le marché mondial, de sucre de canne à prix de revient très bas. Une autre solution s'offre aux producteurs de betteraves : la distillation des jus sucrés après fermentation. C'est à elle que l'on a du s'adresser pour leur assurer une rémunération honorable. Le problème de l'alcool conditionne donc tous les avantages que l'économie du pays peut retirer de l'extension de la culture betteravière. Aussi M. le Sénateur Tournan dans son quatrième rapport déposé le 17 juin 1930 au nom la Commission Sénatoriale de l'alcool (annexe Sénat n° 353) affirmait-il que « *la distillation de la betterave est une condition du pain, de la viande et du lait bon marché.* »

L'alcool tiré directement des racines n'est pas le seul que fournisse l'industrie de la betterave. Les mélasses, de sucrerie ou de raffinerie contiennent encore une quantité importante de sucre (44 p. 100 environ) que l'on peut transformer en alcool. Les sommes ainsi récupérées permettent d'abaisser sensiblement les frais de fabrication, donc le prix

de revient du sucre tout en rémunérant plus largement les producteurs de betteraves.

Il n'est pas sans intérêt de citer ici quelques chiffres : un hectare de betteraves, dans un rendement moyen donne : en distillerie 25 hectolitres d'alcool, en sucrerie 35 quintaux de sucre, 12 quintaux de mélasse, qui à leur tour, à raison de 27 litres d'alcool aux 100 kilogrammes (pour une teneur en sucre de 44 p. 100), donnent 3 hectol. 24 d'alcool.

Dans certaines régions, la vigne est cultivée directement en vue de l'obtention des alcools les plus réputés (Cognacs et Armagnacs), mais normalement l'alcool constitue un accessoire de la production du vin, du cidre et du poiré. — Il est déjà à ce titre un élément important de la prospérité des pays producteurs de vin et de pommes. En année de forte production, l'intérêt présenté par la distillation s'accroît considérablement. Elle permet en quelque sorte de mettre en conserve des productions agricoles périssables et volumineuses : l'alcool obtenu, inaltérable et facilement logé pourra être revendu à bon compte dans une année déficitaire, donc de faible production alcoolique et de prix élevés.

Mais quand la surproduction persistante, avilissant d'une façon durable le cours du vin et des pommes fait craindre la ruine d'une grande partie de la population rurale, le problème de la production et de l'écoulement de l'alcool devient d'une importance capitale. La distillation, pratiquée sur une large échelle, constitue une soupape de sûreté extrêmement efficace. En débarrassant le marché des excédents qui l'encombrent, elle assure une vente facile et des cours rémunérateurs aux vins et cidres laissés à la consommation. Mais il ne saurait être question pour les produc-

teurs de mettre cet alcool en réserve pour le revendre en année de pénurie, puisque nous avons supposé que la surproduction était à la fois massive et durable. Jetées sur le marché, ces énormes quantités d'alcool en entraîneraient l'effondrement total, qui ne manquerait pas de se répercuter sur les cours des matières alcooligènes.

Si l'on veut que les producteurs traversent avec le moindre mal une période de mévente, le premier soin sera donc de favoriser la disparition de ces stocks d'alcool. Momentanément invendables, ils risquent plus tard de peser sur les marchés et de retarder leur assainissement. On peut même penser qu'en favorisant le fonctionnement de cette soupape de sûreté, en prescrivant et en coordonnant la distillation des excédents, on pourra déterminer une exacte adaptation des disponibilités aux besoins de la consommation : c'est là un moyen d'amener les cours des matières alcooligènes à un niveau mieux en rapport avec leur prix de revient.

L'alcool reste donc normalement un sous-produit dans l'économie rurale de la France. Mais, il n'en constitue pas moins une importante richesse nationale par ses emplois alimentaires et industriels. Par le surcroît de revenus qu'il apporte à la quasi-totalité de la population paysanne française, il exerce son influence sur la vie économique de la nation tout entière. Enfin, de la facilité plus ou moins grande de son écoulement dépend l'orientation de ces productions essentielles que sont le sucre, le blé, le bétail, le vin et les pommes.

Il faudrait donc vivement encourager la production de l'alcool, surtout en période de surproduction générale et de dépression économique. Mais ses emplois bien qu'importants, ne sont pas très extensibles. Dans l'industrie, comme

solvant ou comme carburant, il rencontre la concurrence de produits volatils ou combustibles qui jouissent de prix de revient beaucoup moins élevés que les siens, et on n'a pas coutume de voir un pays se féliciter de ce que ses habitants boivent davantage d'alcool.

La question des débouchés de l'alcool devait se poser avec une acuité d'autant plus grande que la production agricole était plus exubérante. Dès le début du ^{xx}^e siècle, elle allait provoquer la distinction fondamentale entre alcools naturels et alcools d'industrie, introduite par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903. Ce texte, modifiant l'article 8 de la loi du 2 août 1872 créait deux sortes de titres de mouvement : les titres blancs et les titres roses. Les premiers ne pourraient être attribués qu'aux seuls alcools qu'il qualifiait de « naturels », auxquels on opposa les alcools « d'industrie ». La distinction se basait surtout sur les différences qui existaient entre les procédés de fabrication, les alcools d'industrie étant « produits en quantités importantes, par des procédés techniques développés, avec le concours d'appareils perfectionnés, d'une façon industrielle, impersonnelle si on peut dire » (M. SARRAUT).

C'était viser spécialement les alcools produits par la mise en œuvre des grains, des betteraves et de leurs dérivés. Scientifiquement cette distinction entre « *eaux-de-vie* » et « *eaux-de-mort* » a été souvent combattue. Si l'alcool éthylique est un corps chimiquement défini et constant quelle qu'en soit l'origine, il se trouve naturellement associé à divers autres produits. Or, les alcools supérieurs et les produits toxiques naissent dans la fermentation des jus de betteraves ou des amidons saccharifiés avec une abondance plus grande que dans celle des jus de fruits. Mais l'odeur désagréable, empyreumatique, de ces produits, rebuterait le consommateur et

elle exige que les alcools « *d'industrie* » soient soigneusement rectifiés avant tout emploi alimentaire. Au contraire, les alcools de fruits (raisin, pommes, mirabelles, etc...) sont naturellement accompagnés d'éthers qui, pour être agréables à l'odorat n'en sont pas moins toxiques, comme l'ont montré des expériences célèbres sur le produit qui donne son bouquet au cognac. On en a conclu que la consommation d'alcools industriels, qui par la force des choses se rapprochaient davantage de la composition $C^2H^5OH + H^2O$ était moins nocive que celle de bien des eaux-de-vie.

Économiquement, les bases sur lesquelles repose la division des alcools en deux catégories sont beaucoup plus solides, et l'accord de Béziers de 1922 a consacré le triomphe du principe qui a gouverné jusqu'au 1^{er} octobre 1935 le régime de l'alcool en France : les seuls alcools naturels énumérés limitativement par la loi peuvent alimenter la consommation de bouche.

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE L'ALCOOL AVANT LA RÉFORME DE 1935.

CHAPITRE PREMIER

Le régime provisoire de l'alcool. — Alcools libres, Alcools réservés à l'État. — Alcools de betteraves : le principe de l'achat à la parité des cours du sucre, et la limitation de la loi du 31 mai 1933. — Autres achats du Service des Alcools. — Ventes du Service. — L'alcool carburant : critiques matérielles et financières. — Equilibre du Service des Alcools.

Le régime économique de l'alcool qui a pris fin le 30 septembre 1935, trouvait son fondement dans l'article 4 de la loi du 30 juin 1916, lequel réservait à l'État « *qui ne pouvait les rétrocéder que pour l'exportation, ou pour certains usages industriels ou commerciaux, les alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais, ainsi que les genièvres produits dans les conditions prévues par l'article 15 de la loi du 30 mars 1902* ». Bien que déterminé par les nécessités du temps de guerre, ce texte, comme les propositions Barthe du 3 juillet 1914, et Brousse de 1915, appliquait le principe fondamental de la séparation des alcools posé dans la loi de 1903. Les alcools d'industrie, c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas compris dans son énumération limitative, se voyaient radicalement exclus de la consommation de bouche.

Pendant les hostilités, les alcools réservés trouvèrent des débouchés trop largement assurés ; à la fin de la guerre, il fallut songer à mettre sur pied un statut définitif de la production alcoolique. Le deuxième rapport supplémentaire déposé par M. TOURNAN, alors député, le 1^{er} mars 1918 (Doc. Parl. Chambre annexe 4.387) proposait pour régler la question, un projet en cinq titres, dont le premier seulement instituant un monopole de l'alcool industriel fut adopté par la Chambre le 6 août 1919. Le Sénat ne la suivit pas. La Chambre invita alors le Gouvernement à régler la question par décret. C'est ainsi qu'un décret du 13 août 1919 charge le Ministre des Finances de procéder à l'achat et à la vente des alcools réservés à l'État et à toutes les opérations s'y rapportant. Ce texte devait s'appliquer seulement jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après la cessation des hostilités, c'est-à-dire jusqu'au 24 avril 1920. Mais il fut prorogé une première fois par l'article 31 de la loi de Finances du 31 juillet 1920, puis ultérieurement, par divers textes qui le modifièrent sur des points de détail. Enfin, l'article 7 de la loi du 28 février 1926, décide qu' « est prorogé jusqu'à la mise en application de la loi établissant un régime définitif des alcools d'industrie, le régime provisoire des alcools d'industrie tel qu'il est fixé par les dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920, modifié par l'article 12 de la loi de Finances du 30 avril 1921, par l'article 15 de la loi du 30 juin 1922, et par les articles 21 et 22 de la loi du 1^{er} août 1924 ».

L'État se voyait réserver toute la production d'alcools autres que ceux que l'article 4 de la loi du 30 juin 1916 avait limitativement énumérés. Restaient donc libres la production et le commerce des alcools de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais. Quant aux genièvres, qui sont les produits

de la distillation simple du seigle, du blé, de l'orge et de l'avoine, susceptibles d'être livrés sans coupage à la consommation, ils étaient soumis par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1920 à un régime rigoureux. Leur fabrication avait totalement périclité pendant la guerre, car elle s'exerçait surtout dans les départements dévastés, et, d'autre part, des textes avaient durant cette période prohibé la distillation des grains. Quand, à la paix, elle commença à se reconstituer, la loi de 1920 vint limiter son extension, qui pouvait gêner les intérêts des autres producteurs d'alcools libres. La fabrication des genièvres n'est permise que pour les fabricants établis avant la guerre, et à concurrence des quantités moyennes produites annuellement dans la période 1910 à 1913. Le contingent global de production est de 26.884 hectolitres et cette limite ne fut jamais atteinte. D'ailleurs, l'article 12 de la loi du 30 avril 1931 frappe les genièvres d'une surtaxe égale à la différence entre leur prix de vente moyen à Lille et le prix moyen de l'alcool de vin sur les marchés méridionaux. Cette industrie est en régression sensible (voir tableau de la production des alcools).

Pour être complet, il faut ajouter que la loi du 27 décembre 1927 rangeait dans la catégorie des alcools libres les alcools provenant de la distillation des hydromels. Cette mesure avait été déterminée par la qualité défectueuse des miels de la récolte 1927. Mais la production d'alcools de miel fut tout à fait exceptionnelle. Elle est depuis restée à peu près nulle.

Tous les alcools réservés sont obligatoirement acquis par l'État. Ces opérations sont confiées à un organisme administratif spécial : le Service des Alcools, créé le 25 août 1915, dépendant de la Direction des Poudres, au ministère de la

Guerre. Cette liaison avait été déterminée à l'époque de la création du Service, par le rôle important que l'alcool jouait dans la Défense Nationale. En fait, après la guerre, le Service se trouva beaucoup plus lié à l'Administration des Contributions indirectes, qui tient en main la production, le commerce et la circulation des alcools qu'à la Direction des Poudres. Les écritures du Service des Alcools furent tenues de façon tout à fait rudimentaire jusqu'au décret du 31 mai 1931 qui dota le Service d'une autonomie de fait et lui nomma un contrôleur financier. La loi du 1^{er} octobre 1931, créant un poste d'agent comptable du Service, prescrivit la tenue d'une comptabilité régulière dont les détails firent l'objet de la note de service n° 531 du 18 janvier 1932. Le chef du Service établissait un compte administratif pour la campagne, qui commence le 1^{er} octobre et finit le 20 septembre¹. Le compte de gestion de l'agent comptable, repris dans les écritures des Receveurs principaux des Contributions indirectes, était présenté en deux parties : 1^{er} janvier-30 septembre; 1^{er} octobre-31 décembre. Le compte du Service des Alcools présentait ce trait particulier d'être un compte occulte, qui ne figurait pas dans la série des comptes hors budget.

Les alcools achetés par le Service étaient d'origine très variée. Les matières alcooligènes sont d'espèces très diverses et la loi avait seulement fourni une énumération

1. La date du 1^{er} octobre correspond avec une exactitude assez grande au moment où l'on commence à mettre en œuvre les betteraves de la nouvelle récolte. Cette date est également adoptée pour l'ouverture des campagnes de distillation des alcools naturels, bien que dans les régions méridionales, et surtout en Algérie, la distillation des produits de la nouvelle récolte commence généralement beaucoup plus tôt. En ce qui concerne les bouilleurs de cru, qui peuvent avoir à distiller des fruits de récolte beaucoup plus précocé, la campagne de distillation s'ouvre légalement le 1^{er} août pour se terminer le 31 juillet de l'année suivante.

des alcools libres. Aucun texte n'interdit la fabrication de l'alcool à partir de substances déterminées, les prohibitions du temps de guerre ayant toutes été levées. Cependant, la distillation de toute matière première importée de l'étranger, des Colonies françaises ou des pays de protectorat, reste interdite par l'article 7, alinéa 2, du Code des Contributions indirectes¹.

La partie la plus importante des alcools réservés était constituée par les alcools de betteraves. La guerre, en dévastant des régions grosses productrices de betteraves, amena un effondrement de cette production. L'effort admirable des paysans français la porta de nouveau en 1929-1930 à des chiffres supérieurs à ceux qu'avaient atteints les meilleures récoltes d'avant-guerre (8 millions de tonnes). Parallèlement, la production de l'alcool de betteraves remonta. Mais ici entre en jeu un facteur d'une importance considérable.

La loi du 1^{er} août 1924, afin d'encourager la reconstitution de la culture betteravière, posa dans son article 22 cette règle que l'alcool obtenu par la distillation d'une quantité donnée de betteraves doit être payée sur la même base que le sucre qu'on en aurait pu tirer. Autrement dit, la sucrerie et la distillerie paieront au même prix la tonne de betteraves que leur offrira la culture, et les bénéfices des industriels seront proportionnels aux dépenses engagées. En appelant : B le prix payé aux cultivateurs pour une tonne de betteraves, F les frais que nécessite son traitement, S, M et P le produit de la vente des quantités de sucre, de mélasse et de pulpes qu'on en retire en sucrerie, le bénéfice du sucrier est représenté par $(S + M + P) - (B + F)$. En appelant A et P' le

1. Nous désignerons désormais par les initiales C. C. I. ce décret de codification du 26 décembre 1934.

produit de la vente de l'alcool et des pulpes retirés d'une tonne de betteraves, et F' les frais de distillation pour cette quantité, le bénéfice du distillateur est : $(A + P') - (B + F')$. On doit donc avoir :

$$\frac{(S + M + P) - (B + F)}{B + F} = \frac{(A + P') - (B + F')}{B + F'}$$

d'où on déduit :

$$A = \frac{(S + M + P) \times (B + F')}{B + F} - P'$$

Les prix du sucre, des mélasses, des pulpes étant connus, il importe de déterminer, pour avoir la valeur de A , les frais de fabrication et les rendements en distillerie et en sucrerie d'une tonne de betteraves. Cette délicate détermination est effectuée par la Commission tripartite instituée par l'arrêté du 4 octobre 1924. Le prix du sucre, élément très important est donné par la moyenne des cours pendant les mois d'octobre à juin inclus. L'arrêté, pris sur la proposition de la Commission Tripartite, intervient généralement au mois d'août pour la campagne qui va finir (ex. 11 août 1931 pour la campagne 1930-1931). Depuis 1917, le rapport entre le prix d'achat d'un hectolitre d'alcool et celui des 100 kilogrammes de sucre a varié entre 1,34 et 1,38¹.

La conséquence évidente du principe de la parité est que le producteur n'a pratiquement aucun intérêt à envoyer ses betteraves à la sucrerie plutôt qu'à la distillerie. Or, la production et le marché du sucre sont en France aux mains d'entreprises peu nombreuses et puissantes qui, à l'abri d'une politique douanière constamment protectionniste, ont pu s'unir pour la défense de leurs intérêts. En vue d'empêcher l'avalissement des cours du sucre, qui déchaînerait les

1. Cf. thèse MARBEAU, p. 208.

concurrences et réduirait les marges bénéficiaires, les producteurs de sucre se sont limités à un chiffre voisin de celui de la consommation, déduction faite des importations de sucres coloniaux. Il s'ensuit que, si la production de betteraves s'accroît, les productions supplémentaires à partir d'un certain chiffre vont être intégralement transformées en alcool, sans qu'il en résulte aucune perte pour les producteurs. D'où l'enchaînement si vivement reproché au principe de parité : moins les fabricants de sucre achèteront de betteraves, plus le sucre sera rare et cher, plus l'alcool sera abondant et plus il sera payé cher, puisque son prix d'achat par le Service est calculé sur celui du sucre.

Dans ces conditions, la production des alcools de betteraves se développa rapidement : elle atteignit en 1912, 1.600.000 hectolitres ; tombée à 475.000 hectolitres en 1920, elle dépasse 1 million d'hectolitres en 1929, 1 million 5 pour la campagne 1931-1932, 2 millions d'hectolitres pour la campagne 1932-1933, et atteint presque 2.900.000 d'hectolitre pour la campagne 1934-1935. Les difficultés du marché du blé n'ont pas été étrangères à cette surproduction. La baisse de la céréale incita beaucoup de propriétaires à rompre l'équilibre de l'assolement normal en faveur de la plantation des betteraves.

Le législateur, malgré la sollicitude dont il entoure cette culture et cette industrie, ne pouvait pas ne pas s'inquiéter de cette alarmante progression. La loi du 1^{er} août 1924, en posant le principe de la parité, avait fixé à 750.000 hectolitres la quantité d'alcool de betteraves qui pouvait en bénéficier, mais cette disposition ne valait que pour la campagne 1924-1925. Après consultation des associations professionnelles, l'article 6 de la loi du 31 mars 1933 restreignit l'achat au prix de parité à la quantité de 2.300.000 hectolitres par

campagne, le surplus de la production devant être acheté à un prix correspondant au prix de vente des alcools du Service à la carburation. Pour la campagne 1933-1934, le contingent ne fut pas couvert. Pour la campagne 1934-1935, qui fournit une récolte de betteraves exceptionnelle, les prix des alcools hors contingent furent fixés de la façon suivante par l'arrêté du 9 janvier 1935 : alcools rectifiés 95 francs ; flegmes titrant plus de 90 degrés : 88 francs ; flegmes titrant moins de 90 degrés : 80 francs.

Ce texte, codifié dans l'article 3 du décret du 26 décembre 1934, semblait donc porter remède à l'un des aspects les plus critiqués du régime provisoire.

Après les alcools de betteraves, les acquisitions les plus importantes du Service des alcools étaient effectuées en alcools de mélasse. Mais la production de mélasses est fonction de la quantité de betteraves introduite en sucrerie : il en résulte que, la production sucrière étant stabilisée, nous n'aurons pas pour la production des alcools de mélasses la même progression que pour les alcools de betteraves. De 609.690 hectolitres en 1912, la production, tombée à 56.147 hectolitres en 1920, dépasse 400.000 hectolitres en 1928 et marque en 1930-1931 avec 904.860 hectolitres un record qui ne sera battu que par la campagne 1934-1935 avec 1.069.622 hectolitres.

Ces chiffres cependant étaient assez importants et assez rapidement croissants. Les prix d'achat, en effet, étaient fixés par le Ministre des finances, d'une façon discrétionnaire et, depuis 1924-1925, ils avaient été assez élevés afin que des mélasses payées à un prix honorable pussent abaisser notablement le prix de revient du sucre. Il en résulta qu'à plusieurs reprises les fabricants d'aliments mélassés

pour le bétail durent importer des mélasses étrangères. Il devenait nécessaire, d'une part, de limiter, à l'exemple des alcools de betteraves, les quantités devant être acquises par le Service à un prix bénéficiaire pour les industriels ; de l'autre, à fixer pour chaque campagne une quantité déterminée de mélasses à réserver pour l'alimentation des bestiaux.

En comparaison de ces deux sources, qui trouvent une commune origine dans la culture de la betterave, les quantités d'alcool d'autres provenances, acquises par le Service, paraissent bien peu considérables. Elles figurent, dans les statistiques, sous les rubriques « Alcools provenant de substances farineuses » et « Alcools provenant d'autres substances ». Dans la première catégorie se rangent les alcools obtenus en partant des substances amylacées (pommes de terre, céréales, riz, manioc, sorgho) et la seconde se trouve composée pour la plus grande partie d'alcool de synthèse (Béthune, Courrières). La distillation des grains (genièvres exceptés) n'a jamais été très active depuis que les levures sont obtenues à partir des mélasses et que l'alcool de grains est payé au même prix que l'alcool de mélasses (1923-1924).

Si nous réunissons les chiffres correspondant à ces deux catégories, on remarquera qu'ils sont extrêmement faibles par rapport aux millions d'hectolitres d'alcool de betteraves et de mélasses, et qu'ils ne semblent pas tendre à l'augmentation :

Campagne : 1929-1930.	Production : 49.338 hectolitres.
— 1930-1931.	— 17.179 —
— 1931-1932.	— 14.155 —
— 1932-1933.	— 13.867 —
— 1933-1934.	— 22.431 —
— 1934-1935.	— 19.413 —

Le Service des alcools absorbait donc des quantités d'alcool considérables qui, dès 1922 avoisinaient le chiffre de 1 million d'hectolitres par campagne et qui, depuis 1927, s'étaient accrues d'une façon extrêmement rapide, jusqu'à approcher 4 millions d'hectolitres pour la campagne 1934-1935.

Les importations d'alcools d'origine ou de provenance étrangère réservés à l'État par la loi du 25 juin 1920, n'ont jamais été importantes, abstraction faite des importations d'alcool allemand effectuées en 1925-1926-1927 au titre des prestations. Avec la surproduction en France, elles ont tendu vers un minimum incompressible de produits alcooliques consommables en l'état. Il faut remarquer que si les chiffres accusés dans les statistiques mensuelles du Service des alcools sous la rubrique « *Importations* » peuvent sembler élevés, c'est qu'ils comprennent les importations d'alcool en provenance de l'Algérie et de la Tunisie.

L'article 4 de la loi du 30 juin 1916 (Art. 2, C. C. I.) prévoyait que les alcools réservés à l'État ne pourraient être rétrocédés que pour des usages industriels ou médicaux. En conséquence, le Service des Alcools pouvait consentir des cessions à des industries dites privilégiées. Ces industriels, qui devaient satisfaire à certaines conditions étaient privilégiés en ce sens que les prix qu'ils payaient au Service et qui étaient fixés par arrêtés du Ministre des finances (décret du 13 août 1919 et loi du 1^{er} août 1924) étaient inférieurs aux prix du marché libre. Ainsi, le Service pouvait fournir l'alcool utilisé pour le chauffage et l'éclairage, la fabrication des vernis, les travaux et essais de laboratoire, la fabrication des produits chimiques et pharmaceutiques, la vinai-gerie, la parfumerie et l'exportation. Parmi les emplois privilégiés, figuraient aussi les mutages (addition d'alcool

à des moûts non fermentés pour empêcher le départ de la fermentation en vue d'obtenir une mistelle), les vinages (addition d'alcool à un vin déjà terminé, pour obtenir, par exemple, un vermouth), et la conservation des fruits frais et sucres de fruits¹. Ces trois derniers emplois intéressent beaucoup plus directement la consommation de bouche. Ils furent toujours frappés de prix de cession élevés.

Mais le chiffre global de ces débouchés restait bien inférieur à celui des achats que devait effectuer le Service. Ils variaient annuellement entre 1.100.000 et 1.300.000 hectolitres. Chose plus grave, ils ne possédaient pas l'élasticité nécessaire à l'écoulement de quantités d'alcool sans cesse croissantes.

Or, l'alcool est un excellent combustible liquide que l'on peut mélanger à l'essence, du moins quand il est pur. Sur cette remarque repose l'important édifice de l'alcool carburant.

Cet emploi avait été envisagé dès la naissance de l'industrie automobile. Depuis 1916, il faisait l'objet d'études attentives. Les articles 104 et 105 de la loi du 25 juin 1920, l'article 3 de la loi du 9 juillet 1924, marquent le désir du législateur de favoriser cette utilisation.

En 1922, au Comice agricole de Béziers, il fut prouvé que pour l'alimentation des moteurs à explosion, un mélange essence-alcool pur, même à forte teneur en alcool, avait les mêmes qualités que l'essence pure. Un débouché pratiquement illimité s'ouvrait aux alcools d'industrie. Ainsi était

1. L'article 89 de la loi du 25 juin 1920 autorise les cessions pour cet emploi dans la limite de 40.000 hectolitres par an. Le maximum atteint dans la campagne 1927-1928 ne fut que de 10.368 hectolitres. Les cessions furent nulles pour les campagnes 1931-1932 à 1934-1935, car le prix élevé fixé par l'arrêté du 13 mars 1930 (1.375 fr.) était bien supérieur au prix des alcools libres.

levée la difficulté qui gênait l'attribution exclusive aux alcools dits naturels du marché de la consommation de bouche. Ce résultat fut consacré par l'accord de Béziers signé le 8 avril 1922 entre les représentants de la production des alcools naturels et de celle des alcools d'industrie. La loi du 28 février 1923 décide que les importateurs d'essences de pétrole et autres devront acquérir chaque mois une quantité d'alcool égale à 10 p. 100 de leurs importations de pétrole et de benzol pendant le mois précédent. Pour compenser les pertes que causaient au Service des Alcools ces cessions à des prix forcément inférieurs aux prix d'achat des alcools d'industrie, le même texte attribua au Service des Alcools la surtaxe de 5 francs par hectolitre que la loi du 9 juillet 1921 avait créée au profit du Trésor sur les importations de combustibles liquides. Pour accroître l'élasticité de cette solution, la loi prévoyait que des décrets rendus sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et du Ministre des Finances pourraient fixer les modalités d'application de ces dispositions, et notamment le pourcentage minimum d'alcool à acquérir, la formule de dénaturation et le prix de cession des alcools. Ce texte est toujours en vigueur (C. C. I., art. 6, al. 4).

Dans la suite, l'accroissement des quantités à écouler à la carburation nécessita un relèvement du prix de cession correspondant. La loi du 19 avril 1930 décida qu'il ne pourrait être inférieur à 70 p. 100 du prix d'acquisition des alcools par le Service. Les importateurs d'essence protestèrent jusqu'à ce que l'article 9 de la loi du 4 juillet 1931 eût relevé à 10 fr. 40 la surtaxe d'importation de 5 francs perçue au profit du Service. Grâce à la recette supplémentaire et aux accords intervenus avec le vote de la loi, les alcools purent désormais être rétrocédés aux importateurs

à un prix égal à celui de l'essence avec un abattement destiné à couvrir les frais spéciaux aux mélanges et déterminé par une formule due à M. Pineau, directeur de l'O. N. C. L. (cette baisse fut marquée par le décret du 11 novembre 1931). De cette origine, la taxe de 10 fr. 40 garde le nom de « Sur-taxe de péréquation ».

Le but cherché était atteint. Malgré les offres massives que le Service dut absorber, ses stocks ne prirent jamais des proportions inquiétantes, et il arriva même à certains moments qu'il parvint difficilement à faire face aux demandes des importateurs de combustibles liquides (Rapport Le Trocquer du 31 mai 1934, doc. parl. Sénat, annexe n° 323).

Les nécessités de la Défense Nationale elles-mêmes se trouvaient satisfaites, puisque, en partie au moins, l'alcool carburant libérait la France du tribut qu'elle doit chaque année payer à l'étranger pour ses pétroles et de la crainte qu'en cas de conflit les combustibles vinssent à manquer. Aussi le mélange d'alcool et d'essence fut-il appelé « Carburant National » et vendu sous des cocardes tricolores.

De graves critiques se sont cependant élevées contre lui.

En premier lieu, il ne semble pas que, techniquement, le mélange alcool-essence ait toujours donné satisfaction aux automobilistes. L'alcool, pour former avec l'essence un mélange stable, doit être absolument pur (99°4 minimum). La déshydratation, quoique effectuée industriellement, reste délicate, coûteuse et nécessite des frais de transports importants. L'alcool absolu, très hygrométrique, est lui-même difficile à conserver à l'état anhydre. La loi de 1923 prévoyait que le Carburant National contiendrait 50 p. 100 d'alcool et 50 p. 100 d'essence. Les usagers lui reprochèrent des départs difficiles en hiver, la corrosion des sou-

papes, des dégâts aux carrosseries et aussi son instabilité devant des traces d'humidité dans les récipients ou les réservoirs. L'article 9 de la loi du 4 juillet 1931 abandonne cette formule et décide que seront ajoutés 25 litres au moins et 35 litres au plus d'alcool par 100 litres d'essence à toutes les quantités d'essence importées, à l'exception d'essence tourisme, des white spirits et autres produits non destinés à la force motrice. Les détails d'application et les pourcentages d'incorporation sont fixés par décrets (C. C. I. art. 6, al. 5). Le mélange qui est fait actuellement dans la proportion de 25 litres d'alcool pour 75 litres d'essence est vendu sous le nom de « *carburant poids lourd* » (on a considéré que l'appellation « *Carburant National* » et les cocardes étaient discréditées). Vendu beaucoup moins cher que le mélange tourisme, à cause des exonérations fiscales dont il jouit, il est avantageusement employé pour les moteurs peu délicats.

L'article 9 de la loi du 4 juillet 1931 codifié (C. C. I., art. 6, al. 7) contient une disposition importante : « *Dans le cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi, en totalité, à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences tourisme par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et du Ministre des Finances* ». Dès le 23 mars 1933, un arrêté ministériel autorisait l'incorporation, à 100 volumes d'essence « *tourisme* », de 11 à 20 volumes d'alcool, soit de 9,90 à 16,66 p. 100. Ce maximum dut d'ailleurs être abaissé à 13,04 p. 100 par arrêté du 25 juillet 1933. Mais certains importateurs-distributeurs, mieux placés pour écouler l'alcool qu'ils avaient à acheter, se mirent à vendre une « *essence tourisme garantie sans alcool* », et leurs postes virent affluer la clientèle des nom-

breux automobilistes qui, à tort ou à raison, se méfiaient des mélanges alcoolisés. Aussi le 28 mars 1935, le Gouvernement déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi (N° 5,139) tendant à interdire ces inscriptions. Un décret-loi du 8 août 1935 a mis en vigueur cette prohibition.

Il fallut, d'autre part, écouler le Carburant National ou poids lourd, à des prix inférieurs à ceux de l'essence tourisme, au début pour le faire connaître, ensuite, pour continuer à en vendre. Ce fut le but de diverses exonérations fiscales. La loi du 25 juin 1920, article 104 et 105, codifiés aux articles 460 et 467 C. C. I., exonérait du droit intérieur les essences, benzols et autres produits imposables « *mélangés à l'alcool dans des proportions déterminées par arrêté du Ministre des Finances et aux conditions fixées par ces arrêtés* ». Ce droit est fixé à 32 francs par hectolitre pour les essences (art. 458) et à 62 francs par hectolitre pour les benzols et produits analogues (art. 467, C. C. I.). L'arrêté du 5 juillet 1932 détermina ces exonérations de taxe intérieure de la façon suivante :

1° Mélange essence-alcool. Exonération d'un volume d'essence égal au volume d'alcool pur incorporé dans le mélange sans que l'exonération puisse porter sur une quantité supérieure à 30 litres d'essence pour 100 litres de mélange.

2° Mélange essence-benzol-alcool. Même règle que pour le mélange essence-alcool.

3° Mélange benzol-alcool. Exonération d'un volume de benzol égal à la moitié du volume de l'alcool pur incorporé dans le mélange.

L'alcool contenu dans le mélange n'étant pas soumis au droit, chaque hectolitre d'alcool mélangé à l'essence comme

carburant faisait perdre au Budget $32 \times 2 = 64$ francs. Il y avait là une source importante de moins-values budgétaires.

De plus, l'alcool carburant produit en France évite la perception du droit de douane sur une quantité égale d'essence (48 fr. 85 par hectolitre au tarif minimum) et la taxe unique sur les huiles minérales (fixées à 8 p. 100 par l'article 64 du Code du chiffre d'affaires). On ne peut ici parler de moins-values budgétaires qu'en considérant le droit de douane comme un complément de taxe sur les combustibles liquides. Tel, d'ailleurs, paraît bien être son caractère.

M. de Chappedelaine déclarait dans un rapport du 10 décembre 1934 (doc. parl. Chambre annexe n° 4.258 que pour chaque hectolitre d'alcool incorporé à l'essence le budget perdait $64 + 48,85 +$ la taxe de 8 p. 100, soit au total 122 francs environ.

Enfin, l'article 20 de la loi du 23 décembre 1933, modifié et complété par les décrets-lois des 24 et 30 juillet 1934, (C. C. I., art. 469) remplace les droits sur les automobiles par une taxe de 50 francs par hectolitre sur les combustibles liquides. Il crée pour le carburant poids-lourd, dont la composition était fixée par l'article 6, C. C. I., un nouvel avantage fiscal en prévoyant qu'il pourra être exonéré de la nouvelle taxe dans une proportion qui sera déterminée par décret. Le même bénéfice est accordé à d'autres carburants à désigner par décret. En conséquence, le décret du 27 septembre 1934, modifiant le régime fiscal des combustibles liquides, établit un tarif réduit de 25 francs pour :

1° Le carburant poids lourd.

2° Le carburant poids lourd benzolé.

3° Le carburant à base d'huile de houille, de benzol et d'alcool répondant aux conditions fixées par arrêté (pris le 19 janvier 1935).

De toute façon, les carburants exonérés doivent renfermer au moins 25 p. 100 d'alcool.

Le Service des Alcools réalisait des bénéfices sur ses ventes pour le vinage et le mutage, la vinaigrerie, la parfumerie, les produits chimiques et pharmaceutiques, la conservation des fruits. D'autres cessions se faisaient à des prix légèrement inférieurs à ses prix d'achat (exportation, chauffage et éclairage). Avec l'aide du produit important de la surtaxe de 5 francs devenu depuis 1931 la surtaxe de péréquation de 10 fr. 40, et celui de la surtaxe établie par l'article 2 de la loi du 8 juillet 1933 sur les importations des vins de liqueur étrangers (art. 7, C. C. I.), le Service des Alcools devait faire face aux pertes importantes qu'entraînait l'envoi à la carburation de grandes quantités d'alcool. M. de CHAPPEDELAINE, dans un rapport déjà cité, établissait qu'avec les prix de cession tels qu'ils étaient fixés à la fin de 1934 (112 francs pour la fabrication du carburant poids lourd, 155 francs pour celle du carburant tourisme), et compte tenu de 30 à 35 francs de frais pour le stockage et la déshydratation, le service recueillait en moyenne 103 fr. 50 par hectolitre d'alcool vendu pour la carburation. Comme il payait en même temps ses alcools 256 francs (prix moyen de la campagne 1933-1934), on peut se représenter les pertes que lui occasionnaient les cessions d'alcool carburant, qui portaient sur des quantités très importantes. En relation avec l'accroissement de la production des alcools d'industrie, elles passent en effet de 300.000 hectolitres pour la campagne 1928-1929, à plus de 2 millions d'hectolitres par campagne dès 1932-1933.

Cependant le Services des Alcools parvint toujours à équilibrer ses comptes. Il constitua même des réserves qui s'élevaient au 30 septembre 1931, à plus de 900 millions et sur

lesquelles la loi du 31 mars 1932 préleva 700 millions en vue d'équilibrer le Budget général. En contre-partie, le Trésor était autorisé, le cas échéant, à faire des avances au Service.

Au 30 septembre 1935, date à laquelle prit fin l'ancien régime, les écritures du Service des Alcools faisaient ressortir, pour son compte propre, un solde créditeur de 231.895.000 francs. Le Service possédait par ailleurs un stock de 1.741.466 hectolitres.

Mais la crise agricole vint compromettre gravement son fonctionnement et son équilibre.

CHAPITRE II

La crise viticole. — Le compte spécial de la loi du 19 avril 1930. — La distillation obligatoire. — Avilissement des cours des alcools libres. — Restriction des débouchés bénéficiaires du Service des Alcools. — Nécessité d'une réforme.

L'examen des chiffres atteints par les récoltes de vin de ces dernières années révèle une tendance incontestable à l'accroissement, surtout en ce qui concerne la récolte algérienne, ainsi que le montrent les chiffres du tableau suivant (en milliers d'hectolitres).

	FRANCE	ALGÉRIE
Récolte 1925.	62.411	12.366
— 1926.	40.564	8.379
— 1927.	48.899	8.031
— 1928.	57.890	13.667
— 1929.	62.901	12.832
— 1930.	42.011	13.561
— 1931.	57.457	15.856
— 1932.	47.634	17.315
— 1933.	49.690	16.730
— 1934.	75.143	22.092
— 1935.	73.037	18.910

Par delà les circonstances atmosphériques auxquelles la vigne est très sensible, l'augmentation des superficies plantées en vignes est un fait incontestable et inquiétant, particulièrement en ce qui concerne l'Algérie. Entre 1928 et 1935, elles passent de 1.394.774 hectares à 1.504.954 hectares dans la métropole (accroissement 7 p. 100), et de

221.756 hectares à 399.512 hectares en Algérie (accroissement 80 p. 100). En face d'une production nettement croissante, la consommation n'offre qu'une faible élasticité. La consommation taxée de vin qui atteignit en 1926 le chiffre record de 53 millions d'hectolitres, s'est élevée en 1934 à 49.135.201 hectolitres et en 1935 à 50.257 309 hectolitres.

La surproduction, qui avait été conjurée en 1930 et 1932 par l'effet des maladies cryptogamiques, est devenue une réalité à partir de 1933. Les récoltes 1934 et 1935 ont donné des chiffres de disponibilités (récolte et stocks à la propriété) supérieurs à 100 millions d'hectolitres. Même en comptant sur une consommation en franchise très élevée aux environs de 25 millions d'hectolitres, et des emplois divers (distillation libre, concentration, exportation) de l'ordre de 5 millions d'hectolitres, le stock restant en fin de campagne risque, vu le caractère périssable du vin et l'étroitesse de son marché, de maintenir les cours à un niveau désastreux pour les producteurs. Aussi, la viticulture, dès les premiers symptômes d'engorgement, exigea-t-elle l'arrêt de la chute des prix par la résorption d'une certaine quantité de vin, puis, quand la surproduction eut pris un caractère permanent, elle demanda et obtint la résorption préventive des excédents, tels que les fait connaître la déclaration de récolte, par rapport aux prévisions de consommation.

« Le Conseil Général de l'Hérault considère que la première mesure qui s'impose est de retirer du marché, dès que la récolte sera connue, tous les excédents, afin de ne laisser pour les besoins du commerce, que la stricte quantité qui lui est nécessaire pour les besoins de la campagne¹. »

1. Vœu du 8 novembre 1935. Il est vrai qu'un peu plus loin, le Conseil Général insiste sur « la nécessité absolue de faire jouer à tout moment de la campagne, la loi de l'offre et de la demande qui ne doit pas être faussée ».

En dehors de la consommation ou de la destruction pure et simple, le seul moyen de faire disparaître des quantités massives de vin est de les distiller. Mais que faire de l'alcool ainsi obtenu ?

Nous citerons pour mémoire l'idée défendue depuis longtemps par M. Roger ROUVIÈRE, président de la Confédération des vignerons du Sud-Est. Pour éviter que l'achat de l'alcool grève le budget de l'État, et pour assurer l'élimination automatique des vins inférieurs, M. ROUVIÈRE préconise la liberté de distillation et le vinage à la cuve. M. de RAMEL a, dans ce sens, déposé le 4 décembre 1934 un projet de loi (Doc. Parl. Chambre, annexe n° 4217), qui n'avait, pensons-nous, aucune chance d'aboutir. Il faut considérer que la pratique du vinage, génératrice infaillible du mouillage, a été condamnée définitivement par la loi du 24 juillet 1894¹.

On demandera donc à l'État d'acquérir les alcools ainsi produits. Il s'en débarrassera du mieux qu'il pourra, généralement en les envoyant à la carburation, puisqu'il doit déjà demander à ce débouché d'absorber une grande partie des alcools que lui apporte l'activité normale du Service des Alcools.

Cependant, la loi du 19 avril 1930, qui obligea pour la première fois l'État à acheter des alcools de vin², prévoyait

1. M. de RAMEL semble avoir abandonné ce point de vue. Sa proposition de loi déposée le 25 juin 1935 (Doc. Parl. Chambre, annexe n° 5506), prévoyait la création d'une Caisse autonome qui devait, chaque année, acheter la production d'alcools de vin excédant 600.000 hectolitres au prix minimum de 500 francs l'hectolitre. L'alcool ainsi acquis aurait été revendu pour la carburation. Les pertes étaient comblées par le produit de la surtaxe sur les vins et les cidres.

2. A concurrence d'une somme de 250 millions à avancer par la Trésorerie. Le Service des Alcools jouait seulement un rôle d'intermédiaire et les opérations furent suivies au compte spécial du Trésor.

que l'alcool pris en charge serait cédé par le ministre des Finances aux utilisateurs d'alcool naturel pour la consommation de bouche, à des prix fixés sur la proposition des ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture (art. 3). Les décrets des 10 juillet 1930, 16 septembre 1930 et 23 août 1932 autorisèrent la cession d'une quantité globale de 80.000 hectolitres aux prix de 1.200 et 1.225 francs l'hectolitre. L'engorgement qui se développa par la suite sur le marché des alcools de bouche rendit impossibles de nouvelles cessions qui eussent enfoncé les cours, et, au 30 septembre 1935, le Service des Alcools détenait encore un stock de 221.493 hectolitres d'alcool de vin provenant des achats effectués en vertu de cette loi. Devant l'importance persistante des récoltes, l'idée d'un volant régulateur du marché des alcools libres devait donc être abandonnée.

D'autre part, les acquisitions de la loi du 19 avril 1930 avaient eu à l'origine un caractère amiable. Quand sous la double influence des achats eux-mêmes et des premières attaques de mildiou, les cours du vin se furent orientés vers la hausse, l'État ne trouva plus de vendeurs et la loi se trouvait avoir bénéficié aux producteurs les plus spéculateurs. L'article 4 du décret du 20 juin 1930, pour parer à ces conséquences pose pour la première fois le principe de la livraison obligatoire à l'État d'une quantité d'alcool variant avec l'importance de la récolte de chaque producteur et le rendement obtenu. Il y a là un aspect particulier de la réquisition.

Cette idée fut reprise et perfectionnée par le célèbre article 10 de la loi du 4 juillet 1931, dit « *Amendement Mallarmé* » établissant la distillation obligatoire. Ce texte

prévoyait que l'alcool serait acquis par le Service au prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au Carburant national. Ce prix relativement bas (200 à 250 francs l'hectolitre suivant qualité) ne devait pas motiver de plaintes de la part des viticulteurs, puisqu'ils seraient dédommagés, et au delà, par la valorisation du restant de leurs récoltes. Le Service achetait ces alcools sur ses propres ressources sans qu'il y eut ouverture d'un compte spécial. La rétrocession pour des emplois de bouche n'étant pas obligatoire, les alcools perdaient leur origine au sein du Service et pouvaient aller à la carburation au même titre que les alcools d'industrie.

Ces dispositions furent modifiées, complétées et codifiées par la loi du 8 juillet 1933. Repoussant toutes les dispositions tendant à charger spécialement l'Algérie, le législateur décidait que la distillation d'une partie de la récolte serait obligatoire quand les disponibilités (récolte et stocks à la propriété) dépasseraient 72 millions d'hectolitres. Un décret fixerait :

Le délai extrême de distillation ;

Le barème des prestations d'alcool en fonction du rendement et de la récolte dans chaque exploitation ;

Le prix payé, sans qu'il pût dépasser les $\frac{3}{5}$ du prix de cession de l'alcool pour les vinages et les mutages.

Cette modalité constituait un avantage très sensible pour les viticulteurs soumis aux prestations : Le prix payé pour leurs alcools était détaché du prix des alcools d'industrie et le décret d'application pouvait l'élever jusqu'à 600 francs (le prix de cession pour les vinages et mutages était alors fixé à 1.000 francs). Elle aggravait singulièrement les charges du Service des Alcools. L'article 2 de la loi du 8 juillet 1933,

appliquant les suggestions de M. Édouard Barthe¹, fournit une contre-partie à ces pertes supplémentaires, en décidant qu' « à compter du 1^{er} août 1933, les vinages et mutages pour la consommation intérieure seront obligatoirement effectués avec des alcools rétrocédés par l'État qui livre à cet effet, dans la limite de ses disponibilités, des alcools de vin à concurrence des trois quarts des quantités nécessaires pour cet emploi » (C. C. I., ancien art. 2, al. 3).

Précisons la portée de cette disposition. Les ventes pour le vinage et mutage constituaient le débouché le plus bénéficiaire du Service des Alcools. Mais il n'existait aucune obligation pour les industries privilégiées de se fournir au Service. De sorte que les vigneurs et muteurs se servaient d'alcools libres quand les cours du marché libre se trouvaient au-dessous du prix de cession qui leur était appliqué. La forte baisse des alcools libres, qui se développa pendant les six premiers mois de 1933 (voir tableau 3) rendait impossible le maintien du prix hautement bénéficiaire que l'arrêté du 14 décembre 1929 avait fixé pour les cessions d'alcool en vue des vinages et mutages. L'article 2 de la loi du 8 juillet 1933 eut pour effet d'attribuer au Service des Alcools, le monopole de la fourniture à ces catégories d'emplois et de lui garantir ainsi des bénéfices relativement copieux qui allégeraient quelque peu ses nouvelles charges. Comme conséquence « une surtaxe de compensation rétablissant l'équilibre légitime entre le prix d'achat de l'alcool et le prix mondial de l'alcool sera imposée aux importateurs de vins de liqueur étrangers et versée au compte du Service des Alcools. Le taux de cette surtaxe sera égal à la différence entre les prix d'achat et de vente de l'alcool de vin destiné

1. Doc Parl. Chambre 1932. Proposition de la loi n° 6.681, reprise sous le n° 264 le 17 mars 1932.

au mutage et au vinage » (C. C. I., art. 8, al. 3). Ainsi, pendant un an encore, le Service des Alcools put, malgré la baisse profonde des alcools libres, maintenir à 1.000 francs son prix de cession pour les vinages et les mutages. L'arrêté du 14 août 1934 l'abaissa à 800 francs. Nous verrons que les difficultés récentes du Service des Alcools sont nées de causes analogues et que le remède qui leur a été apporté n'est qu'une extension de l'idée de monopole de vente appliquée dans la loi de 1933.

La disposition qui oblige le Service des Alcools à rétrocéder, pour ces emplois, au moins trois quarts d'alcool de vin (dans la limite de ses disponibilités) montre que le législateur, tout en assurant l'écoulement des alcools de distillation obligatoire, cherchait à sauvegarder du mieux possible la prééminence des alcools naturels.

La loi du 4 juillet 1931, ainsi modifiée, devait s'appliquer pour toutes les récoltes à venir, et paraissait assez élastique pour parer à toutes les éventualités. L'abondance, que l'on voulut croire exceptionnelle, de la récolte 1934, nécessita bientôt de nouvelles dispositions. Ce fut l'objet de la loi du 24 décembre 1934 dont l'article premier, en modifiant les deux premiers alinéas de la loi du 4 juillet 1931, codifiée, devait permettre, avec l'abaissement du minimum exonéré, et le barème très dur du décret du 2 janvier 1935, de retirer du marché les 14 millions d'hectolitres de vin jugés indésirables. D'autre part, en vue de décongestionner le marché des alcools libres, l'article 2 de la loi prescrit l'achat par le Service des Alcools de 125.000 hectolitres d'alcools libres provenant, de préférence, de la distillation des poires ou des pommes.

Mais la loi spécifie dans son article 3 que les alcools

provenant de ces achats amiables, ou de la distillation obligatoire *« ne pourront en aucun cas être utilisés à d'autres usages que ceux de la carburation et du vinage, ou du mutage, dans les conditions prévues à l'article 2 de la loi du 8 juillet 1933 »*. Les 125.000 hectolitres devaient être payés à raison de 400 francs l'hectolitre (avec abattements pour les livraisons titrant moins de 94°), et le prix d'achat moyen des 1.300.000 hectolitres à provenir de la distillation obligatoire ressortait à 375 francs l'hectolitre (rapport de M. de Chappedelaine précité). Le Service des Alcools ne pouvait pas placer plus de 120.000 hectolitres aux cessions d'alcools de vin pour le vinage et le mutage, et les cessions pour la carburation ne lui apportaient, on l'a vu, qu'une recette de 103 fr. 50 par hectolitre. Il était absolument impossible de lui faire supporter une charge aussi lourde. Son déficit se fut chiffré par des centaines de millions. Le législateur adopta l'idée d'un compte spécial de Trésorerie organisé de la façon suivante par l'article 4 de la loi :

« Les achats d'alcool ou de vins (il s'agit de livraisons aux troupes à titre de ration supplémentaire et payées sur la base de la distillation) prévus aux articles 1 et 2 de la présente loi, et la revente des alcools par l'État font l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor. A ce compte figurent :

« 1°. — AU DÉBIT :

« a. — Les paiements correspondant aux achats, frais de transport, de stockage, de rectification et de déshydratation et, en général, tous les frais entraînés par la réception des marchandises, leur traitement, leur conservation et leur vente, les frais de service ainsi que les frais de contrôle visés à l'avant dernier alinéa du présent article.

« b. — *Le versement au Budget Général et au compte du Service des Alcools des sommes représentant la diminution de recettes entraînée sous forme de droit intérieur et de taxe de 10 fr. 40 par hectolitre, par l'apport supplémentaire d'alcool à la carburation résultant des articles 1 et 2 ci-dessus.*

« 2°. — AU CRÉDIT :

« a. — *Le produit de la vente des alcools, soit pour les vinages et mutages, au cours de la campagne 1934-1935, soit pour la carburation.*

« b. — *Le produit d'une majoration du droit de circulation fixée à 5 francs par hectolitres pour les vins et à 2 fr. 50 pour les cidres et poirés. Cette majoration cessera d'être perçue au moment où les recettes portées au crédit du compte spécial seront suffisantes pour compenser les dépenses inscrites au débit du même compte.*

Sur le produit de la majoration de tarif visée à l'alinéa précédent, le Ministre des Finances est autorisé à prélever, dans une proportion qui ne pourra dépasser 5 p. 100 des sommes encaissées, les frais de contrôle nécessités par l'application des lois sur la viticulture.

« *Une commission nommée par le Ministre des Finances, composée de représentants de la production et du commerce des vins et des cidres, sera tenue au courant du compte spécial prévu par l'alinéa premier du présent article* ».

Les achats d'alcool effectués sur ce compte se sont élevés à 1.241.833 hectolitres se décomposant ainsi :

Alcool de vin libre	12.471
Alcool de cidre libre	62.187
Distillation obligatoire	1.167.175

On remarquera que les 125.000 hectolitres prévus pour

les acquisitions amiables n'ont pas été atteints. Dès le mois de mai, les achats effectués avaient assez relevé les cours du marché libre pour que des transactions à 400 francs y fussent devenues impossibles.

En ajoutant au compte 311.311 hectolitres d'alcools de vin achetés au titre du décret du 25 juin 1935 (voir p. 66), conformément à l'article 14 du décret-loi du 30 juillet 1935, il présentait au 30 septembre 1935, un solde débiteur total de 302.952.000 francs. Aucun stock ne vient en déduction de ce déficit, les quantités vendues (vinages et mutages : 92.688 hectolitres ; carburation : 1.460.456 hectolitres) balançant exactement les achats¹.

La loi du 24 décembre 1934 avait limité à la campagne 1934-1935 l'existence du compte spécial. Ces résultats montraient la nécessité qu'il y avait à séparer définitivement les opérations normales du Service des Alcools de celles qu'entraînait la résorption des excédents des récoltes viticoles.

Mais la baisse des prix déclanchée par la surproduction menaçait d'une façon plus directe le fonctionnement du Service des Alcools.

On a vu comment la chute des cours des alcools libres avait déjà compromis le débouché que le Service trouvait dans les cessions pour les vinages et les mutages, et quel remède avait été apporté à cette situation. L'arrêté du 30 décembre 1933 avait fixé le prix des cessions pour les vinaigres à 500 francs,

1. La surtaxe sur les vins et les cidres ayant rapporté quelque 200 millions pour les neuf premiers mois de 1935, la résorption des excédents de vins et d'alcools de la campagne 1934-1935 a donc coûté plus de 500 millions. Encore faudrait-il augmenter cette somme des bénéfices procurés par les cessions d'alcools de vins aux vinages et mutages au prix de 800 francs. Le compte spécial a fourni les trois quarts des quantités nécessaires à cet emploi soit 92.688 hectolitres, conformément à la loi du 8 juillet 1933.

et à 525 francs pour les parfums, les produits chimiques et pharmaceutiques. Ces débouchés importants et bénéficiaires représentaient pour le Service le placement annuel d'environ 170.000 hectolitres. Or, au mois de mars 1934, les alcools libres tombaient à Paris au-dessous de 525 francs, et à la fin du mois de juin, ils abandonnaient le cours de 500 francs pour arriver à la fin de 1934 aux environs de 300 francs. L'obligation de se fournir au Service n'existant que pour les vigneurs et muteurs (depuis la loi du 4 juillet 1933), les industriels privilégiés des catégories mentionnées plus haut s'adressèrent bientôt au marché libre, et leurs acquisitions au Service évoluèrent de la façon suivante :

Campagne 1931-1932.	157.283 hectolitres.	
— 1932-1933.	163.392	—
— 1933-1934.	117.229	—
— 1934-1935.	28.702	—

Les cessions pour la conservations des fruits étaient nulles depuis plusieurs campagnes à cause du prix élevé (1.375 fr.) qu'on leur avait fixé. Le Service des Alcools ne conservait donc plus que ses débouchés déficitaires, à l'exception du quart des quantités nécessaires pour les vinaiges et les mutages. L'écoulement des alcools industriels eux-mêmes était donc gravement compromis.

Une solution s'offrait, qui avait été déjà retenue pour les vinaiges et les mutages : Obliger les rétrocessionnaires à se fournir au Service. Le monopole d'achat des alcools d'industrie se serait ainsi complété par un monopole de vente. Les producteurs d'alcools naturels purent cette fois estimer qu'une telle extension leur serait néfaste en ce qu'elle leur ferait perdre définitivement et sans contre-partie des débouchés dont les événements démontraient l'importance.

Par ailleurs, malgré ce surcroît de clientèle, la situation du marché des alcools libres n'était pas brillante comme le prouvent les cours de la fin de 1934. Les producteurs de pommes et de vin réclamaient des mesures propres à sauvegarder leurs intérêts. Non seulement l'alcool est souvent pour eux une source importante de revenus, mais son prix exerce sur le cours des pommes une influence directe par les quantités importantes qu'en peuvent acheter des distilleries organisées en grande industrie, au moment même de la récolte. Son influence sur le prix du vin est moins immédiate, mais l'assurance, pour les distillateurs, de débouchés importants, et de prix élevés, ne pouvait que favoriser grandement les tentatives de valorisation en amplifiant les effets de la distillation obligatoire.

C'est ainsi que les producteurs d'alcools naturels et les producteurs d'alcools d'industrie, solidaires dans la crise, s'efforcèrent de dégager une solution susceptible de donner satisfaction à tout le monde.

Ils furent amenés à envisager l'extension des catégories d'alcools réservés et un élargissement corrélatif des débouchés dont disposait le Service des Alcools, ces débouchés, étant rendus fixes et certainement bénéficiaires par l'institution d'un monopole de la fourniture aux industries utilisatrices.

Le système se complétait à merveille. Les producteurs se verraient acheter à des prix rémunérateurs leurs alcools qui seraient ensuite revendus à des prix de monopole aux utilisateurs, lesquels d'ailleurs n'auraient pas pu se servir sur un marché libre supprimé. Les bénéfices assureraient l'envoi à la carburation des excédents des achats sur les ventes.

CHAPITRE III

Les projets de réforme. — Projet Tournan. — Projet des Associations agricoles. — Projet du Syndicat des Courtiers en marchandises. — Le décret-loi du 30 juillet 1935.

L'idée d'un monopole de l'alcool est déjà ancienne. Nous ne nous attarderons pas, cependant, à exposer les divers projets qui furent présentés avant guerre par **ALGLAVE**, **Louis MARTIN**, **MAUJAN**, **JAURÈS**. Tous s'inspiraient de motifs d'hygiène sociale, tous échouèrent. Déjà avec les propositions **ASTIER** (1903) et **BARTHE** (1914), nous voyons apparaître des préoccupations économiques : il s'agissait alors de protéger les alcools naturels contre la concurrence des alcools d'industrie. Ces aspirations furent satisfaites par l'organisation du régime provisoire.

L'idée d'une extension des attributions du Service des Alcools dans le domaine des alcools libres se précise dans le projet de statut définitif de l'alcool accompagnant le quatrième rapport de **M. le sénateur TOURNAN**, déposé sur le bureau du Sénat le 17 juin 1930, et complété par un cinquième rapport, déposé le 11 juin 1931, au nom de la Commission Sénatoriale dite « de l'Alcool ». Ce projet présentait une solution aux problèmes soulevés par l'accroissement de la production d'alcools naturels, en la conciliant avec l'achat obligatoire des alcools d'industrie. Il visait à régulariser le marché libre, et à procurer à l'Office de l'Alcool, qu'il

instituait, des ressources financières suffisantes. Pour cela, il prévoyait, chez tous les producteurs d'alcools naturels (bouilleurs de cru exceptés) un prélèvement proportionnel à l'accroissement de leur production. Ces alcools, payés au prix des alcools de betteraves, seraient revendus avec bénéfice pour la consommation de bouche, en cas d'insuffisance de la production. Une surtaxe sur les rhums et tafias rétablissait l'équilibre entre les alcools naturels.

Le projet **TOURNAN** n'instaurait donc nullement un monopole et visait surtout à adjoindre au régime existant un aspect de volant régulateur du marché libre.

Après les explications préliminaires de M. le rapporteur **TOURNAN**, le Sénat, dans sa séance du 15 mars 1932, interdit les critiques opposées par les représentants des intérêts cidricoles (**M. BOIVIN-CHAMPEAUX**, **M. CHÉRON**) et la discussion, écartée de l'ordre du jour à la deuxième séance du 23 mars 1932, ne fut jamais reprise.

M. Robert-G. WEILL avait clairement montré dans sa thèse (1932) les insuffisances de l'économie du projet **TOURNAN** et les répercussions qu'aurait sur le Service des Alcools une baisse des alcools libres. Il prévoyait très justement que le résultat serait l'institution d'un monopole des alcools non consommables en l'état, mais avec une surtaxe compensatrice sur les eaux-de-vie.

Au début de l'année 1935, les cours très bas du marché libre firent apparaître l'extrême urgence d'une solution. Le 25 mars 1935, **M. ACHARD** et **M. RAIMOND**, représentant la culture betteravière, se mirent en rapport, à Narbonne, avec les représentants de la viticulture. Les 17 et 18 mai, les délégués de la viticulture métropolitaine et algérienne, de la culture betteravière et des producteurs de cidre, se réunirent

à Paris, et, dès le 22, on aboutissait à la rédaction d'une déclaration qui servit de base à l'accord définitif, signé le 21 juin et comportant un projet de réforme. (Ce projet fut appelé dans le Midi et en Algérie : projet CHEVALLIER du nom du délégué qui l'avait signé pour la viticulture.)

Il prévoyait l'institution d'une « *Régie Interprofessionnelle des Alcools* », gérée par les Associations professionnelles intéressées. Sur les vingt-quatre membres du Conseil d'Administration, six seulement devaient être des fonctionnaires, les autres représentant les producteurs d'alcools naturels et d'industrie et les distillateurs. Ce n'était donc nullement un « *Office de l'Alcool* », puisque les auteurs du projet s'étaient efforcés de réduire au minimum le rôle de l'État.

Cet organisme devait représenter l'État dans toutes les opérations qu'il pourrait avoir à faire sur l'alcool en vertu des dispositions légales ou réglementaires. Il reprenait donc les attributions de l'ancien Service des Alcools et, administrativement et financièrement autonome, allait étendre son activité sur un domaine bien plus vaste. Lui étaient réservés les alcools d'industrie et toute la production des alcools naturels, à l'exception des alcools bénéficiant de l'acquit jaune-d'or, des rhums et tafias, et des alcools naturels consommables en l'état, ne titrant pas plus de 70° G. L., et n'ayant subi qu'une seule distillation.

Les alcools, naturels ou d'industrie, sont classés suivant leur origine. A chaque classe est attribué un contingent annuel que la Régie paiera aux producteurs sur la base du prix d'achat de l'alcool de betteraves du contingent affecté d'un coefficient déterminé pour chaque classe d'alcool et variant de 0,66 pour les alcools de synthèse, à 2,40 pour les alcools de vins et cidres. Le prix d'achat de l'alcool

de betteraves du contingent, reste lui-même fixé, suivant l'ancien principe, à la parité du prix du sucre.

Le Service revend ses alcools à des prix que des arrêtés fixent de façon à permettre l'achat des contingents, le paiement des frais généraux et des charges du Service, et le versement d'une somme de 125 millions à une Caisse annexe chargée de la résorption des excédents de récoltes de vin. Cette caisse annexe devait assurer l'achat et l'écoulement des alcools de distillation obligatoire. La Régie ne pouvait jamais être en déficit, car si les comptes d'une année venaient à faire apparaître un bénéfice ou une perte, on diminuerait ou on majorerait d'autant les charges de l'année suivante (sauf spécialité dans l'emploi des reliquats provenant de contingents non épuisés). La Régie est complètement autonome. Au moyen d'un emprunt, elle acquerra de l'État les stocks et le matériel constitués par l'ancien Service des Alcools. Un projet de budget, basé sur des chiffres approximatifs, venait appuyer ces propositions et faisait ressortir un excédent de recettes de 34 millions.

Au projet des producteurs, le Syndicat des Courtiers en marchandises, que lésait gravement l'extention des attributions du Service, opposa un projet d' « *Association Interprofessionnelle pour l'Assainissement du marché des Vins et des Alcools*¹ ». S'opposant à l'établissement du monopole qui soutenait le projet des producteurs, le Syndicat conservait pour les alcools d'industrie le régime provisoire, et ne faisait porter les achats de l'Association que sur les alcools de distillation obligatoire et sur un certain pourcentage à

1. *Revue des Boissons*, 27 juillet 1935.

prélever sur les alcools libres. Ces alcools seraient payés au prix de la carburation (115 fr. d'après le projet), et revendus à des prix élevés aux utilisateurs qui d'ailleurs gardaient la faculté de s'approvisionner au marché libre tant qu'ils y trouvaient leur intérêt.

En fin de campagne, les bénéfices seraient répartis entre les prestataires d'alcools. Le projet chiffré donnait 450 francs comme prix final payé aux prestataires dans le cas d'une récolte de 97 millions d'hectolitres.

Ce projet appelait des objections sur trois points :

1° Il postulait que le commerce, impressionné par l'importance des excédents résorbés, procéderait dès le début de la campagne à des achats suffisants pour porter les prix du marché libre à des niveaux tels que les utilisateurs (parfumeurs, vinaigriers, vigneurs et muteurs, liquoristes) eussent intérêt à se servir à l'Association.

L'étude des mesures prises sur le marché des vins montre que les effets de la résorption ne sont pas toujours décisifs.

2° Si le marché libre perd sa clientèle d'utilisateurs, on ne voit plus sur quels alcools il portera, en dehors des eaux-de-vie consommables en l'état. Encore ici, le monopole de fait aurait été établi au profit d'une association professionnelle.

3° Bien que prétendant à un strict équilibre financier, il nécessitait tout de même une augmentation des droits de consommation sur l'alcool de 200 francs par hectolitre, et n'abandonnait aucune des ressources fiscales de l'ancien Service des Alcools et du compte spécial de la distillation obligatoire.

Cependant, les associations de producteurs présentaient leur projet à la Commission Interministérielle de la viticul-

ture, le 29 juin, et, le 13 juillet, leurs délégués pressaient M. Pierre LAVAL de le faire aboutir¹.

Les pouvoirs donnés au Gouvernement par la loi du 8 juin 1935 permirent de réaliser immédiatement une réforme qui, en temps normal, eut nécessité de longs débats parlementaires, à supposer qu'elle ait jamais été adoptée. Elle mettait en effet en jeu des intérêts également puissants, respectables et divergents.

Il fallait assurer aux producteurs, une juste rémunération et, en même temps, éviter un renchérissement des matières alcooligènes, ou une aggravation sensible des charges fiscales déjà très élevées qui grèvent la consommation de l'alcool. Il fallait, d'autre part, assurer au Service des éléments permanents d'équilibre financier, malgré la quantité considérable d'alcools qu'il aurait à absorber. Si la situation du marché des alcools réclamait une ferme coordination que seule la puissance publique pouvait assurer, les intérêts du commerce étaient aussi respectables. Enfin, on ne pouvait englober dans les alcools réservés la masse considérable des eaux-de-vie et rhums consommés en nature. Ici, en effet, interviennent des questions de qualité souvent primordiales, dans le détail desquelles le Service des Alcools ne pouvait pas s'engager.

En faisant remarquer que la coordination des activités économiques est, pour un pays frappé par la crise une condition nécessaire du rétablissement de sa prospérité, donc de l'assainissement de ses finances, le Gouvernement LAVAL put

1. Le discours prononcé par M. BARTHE à la première séance du Conseil Supérieur des Alcools, le 21 janvier 1936, contient un exposé de l'évolution subie par le problème de l'alcool depuis 1900. Il fournit des détails particulièrement précieux sur les négociations qui ont précédé le décret-loi du 30 juillet. (Discours cité par M. ENTRAYGUES dans le *Journal des Contributions Indirectes* du 15 février 1936.)

s'appuyer sur l'article unique de la loi du 8 juin 1935 pour prendre le décret-loi du 30 juillet 1935 consacré à la « *Défense du Marchés des Vins et au Régime Économique de l'Alcool.* »

Le chapitre premier apporte certaines modifications à la loi du 4 juillet 1931 codifiée par la loi du 8 juillet 1933. C'est ainsi que le blocage et la distillation seront étendus aux récoltes comprises entre 300 et 400 hectolitres, quand les disponibilités dépasseront 78 millions d'hectolitres — aux récoltes comprises entre 200 et 400 hectolitres quand elles dépasseront 84 millions d'hectolitres. Une partie des prestations, variable suivant la région, pourra être effectuée en alcool vinique (alcool de marc par exemple) et sera payée à raison de 60 p. 100 du prix de l'alcool de marc du contingent acheté par la Régie des Alcools. (Ce pourcentage fut relevé à 75 p. 100 par un décret-loi du 29 septembre 1935.) La loi du 4 juillet 1931 ainsi modifiée sera désormais appliquée lors de chaque récolte.

A la fin du chapitre premier se trouve le célèbre article 8, qui autorise le Gouvernement à fixer par décret l'échelonnement d'après lequel les vins pourront être enlevés de la propriété, quand les cours feront apparaître que « *les vins sont vendus à un prix notablement inférieur au prix de revient* ». C'est donc une arme puissante pour forcer la hausse des cours et régulariser les effets de la distillation obligatoire.

Le chapitre II prohibe la distillation des marcs de raisins trop pauvres. L'article 14 prononce l'inscription au débit du compte spécial du Trésor créé par la loi du 24 décembre 1934, des sommes dépensées pour les achats d'alcool réalisés suivant le décret du 25 juin 1935 (voir p. 66).

Le chapitre III est consacré à la protection des appellations d'origine.

L'organisation de l'arrachage des vignes fait l'objet du chapitre iv.

Enfin, le chapitre v du décret-loi du 30 juillet 1935, complété ou modifié par le décret-loi du 28 septembre 1935, le décret du 29 septembre 1935, le décret-loi du 30 octobre 1935, organise le nouveau régime économique de l'alcool suivant un triple principe :

1° Institution, au profit de l'État, d'un monopole d'achat et de vente des alcools éthyliques, à l'exception des alcools consommables en nature.

2° Ce monopole est géré par une « *Régie commerciale* » autonome qui succède à l'ancien Service des Alcools et qui en garde le nom. Les associations professionnelles prennent part à son administration.

3° La résorption des excédents viticoles est confiée au nouvel organisme, mais reste absolument séparée de ses opérations normales.

DEUXIÈME PARTIE

ALCOOLS RÉSERVÉS A L'ÉTAT. LE SERVICE DES ALCOOLS

CHAPITRE PREMIER

Achats du Service des Alcools.

SECTION PREMIÈRE

DISPOSITIONS PERMANENTES. — ALCOOLS RÉSERVÉS. — LE SYSTÈME DES CONTINGENTS : FIXATION DES PRIX D'ACHAT D'APRÈS LE PRIX DE L'ALCOOL DE BETTERAVES. — LES DIVERS CONTINGENTS. — PRIX FIXÉS POUR LA CAMPAGNE 1935-36.

« Est réservée à l'État représenté par le Service des Alcools la production des alcools éthyliques autres que :

« 1° Les eaux-de-vie ayant droit à l'appellation d'origine Cognac ou Armagnac.

« 2° Les eaux-de-vie ne titrant pas plus de 70 degrés Gay-Lussac à la température de 15 degrés C., et provenant de la distillation non suivie de rectification des vins, cidres, poirés, marcs non séchés, lies fraîches, hydromels et fruits frais. »
(Art. 41 du décret du 30 juillet 1935, modifiant l'art. premier, al. 1^{er}, C. C. I.)

Les genièvres restent soumis au régime spécial déterminé par l'article 4, C. C. I., décrit page 8.

Ces dispositions, comme d'ailleurs l'ensemble du nouveau régime économique de l'alcool, réglé par les articles 41 à 47 et 50 du décret-loi du 30 juillet 1935, sont applicables à partir du 1^{er} octobre 1935 *« tant en Algérie que dans la*

métropole, y compris les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. » (Art. 47, al. 1^{er}).

Sont donc réservés à l'État :

1° Tous les alcools d'industrie (betterave, mélasses, grains, synthèse, etc...)

2° Toutes les eaux-de-vie, même non rectifiées, titrant plus de 70 degrés, autres que les eaux-de-vie ayant droit aux appellations Cognac et Armagnac.

3° Tous les alcools naturels rectifiés titrant plus ou moins de 70 degrés.

4° Tous les alcools produits en Algérie par la distillation à l'état frais des figues, dattes ou caroubes.

5° Les alcools produits dans la métropole et en Algérie par la distillation des marcs séchés, lies sèches, fruits secs, même s'ils ne sont pas rectifiés ou s'ils titrent moins de 70 degrés.

La circulaire 674 du 11 décembre 1935 précise ce qu'il faut entendre par rectification. *« Elle ne suppose pas nécessairement l'emploi d'appareils spécialement agencés. Elle peut être obtenue par d'autres moyens que l'usage de l'alambic et, en particulier, par l'épuration à l'aide du charbon activé. Par alcool rectifié, il faut, en réalité, entendre les alcools neutres que l'on a débarrassés des principes volatils qui donnent à chaque catégorie d'eau-de-vie ses caractères spécifiques ».*

La situation des alcools autres que l'alcool éthylique pouvait prêter à discussions. La loi du 16 décembre 1897, article 5, avait décidé, devant les progrès de la distillation, que les alcools méthyliques ou autres propres à la consommation (en nature ou après mélange) seraient assimilés à l'alcool éthylique. L'article 91 de la loi du 31 mai 1933 assimile à l'alcool éthylique tous les corps de la famille des alcools ou possédant une fonction chimique alcool suscep-

tibles de remplacer l'alcool éthylique (C. C. I., art. 12, al. 2 et 3). En vertu de ce texte, une décision ministérielle du 23 novembre 1933 a assimilé fiscalement à l'alcool éthylique les alcools propylique et isopropylique.

Mais l'assimilation, qui subsiste fiscalement, ne s'étend pas dans le domaine économique : la circulaire précitée, par une interprétation stricte, décide, en effet, que les alcools méthylique, propylique et isopropylique, restent libres, de même que les résidus de rectification ou huiles essentielles ne titrant pas plus de 6 p. 100 d'alcool.

Les alcools réservés seront achetés par le Service à des prix calculés par application au prix payé pour l'alcool de betteraves du contingent (lequel est basé sur le prix du sucre) de coefficients de détermination, variant de 0,68 (alcools de mélasses) à 2,55 (alcools de vin ou de cidre), selon l'origine des alcools (art. 43).

Au début de chaque campagne, des arrêtés du Ministre des Finances fixent, pour les divers contingents, les prix d'achat, tels qu'ils résulteront de la multiplication, par ces coefficients, du prix adopté pour les alcools de betteraves.

Ces prix eux-mêmes ne sont pas accordés pour des quantités illimitées. L'article 44 du décret-loi du 30 juillet, modifiant l'ancien article 3 C. C. I., généralise le système institué par la loi du 31 mars 1931 pour les alcools de betteraves et détermine pour chaque production le chiffre du contingent annuel à acheter par le Service.

Cette institution prétend satisfaire à une double préoccupation. D'une part, elle découragera toute augmentation de la production que risquerait de provoquer l'existence de débouchés illimités à des prix rémunérateurs, sans que les producteurs se trouvent freinés par le mécanisme régulateur

des prix, conséquence de la loi de l'offre et de la demande.

Par ailleurs, en permettant au Service de connaître à l'avance les quantités maxima qu'il sera tenu d'acheter à un prix fixé pour toute la durée de la campagne, elle place son fonctionnement sur des bases beaucoup plus solides. Son seul débouché extensible réside dans les cessions pour la carburation, qui, on l'a vu, se font à perte et l'obligation d'acheter sans limite aux prix déterminés par les coefficients, poserait à nouveau les problèmes qu'avait soulevés le développement brutal de la production des alcools d'industrie.

Mais en accordant ainsi pour chaque catégorie d'alcools un contingent absolument fixé, le décret-loi du 30 juillet 1933 devait prévoir les fluctuations qui sont profondes et inévitables dans une production aussi liée à l'abondance des récoltes que celle des alcools, surtout naturels.

C'est pourquoi le nouvel article 3 C. C. I. décide que « *Les quantités non utilisées... sur chacun des contingents... sont reportés sur les campagnes suivantes* ». Aucune limitation n'est prévue dans la suite de ces reports.

Si, au contraire, le Service des Alcools a reçu de la part des producteurs, des offres¹ dont le total dépasse le chiffre du contingent alloué pour cette catégorie, « *des réductions seront fixées par des décrets rendus sur la proposition des Ministres des Finances et de l'Agriculture, après avis d'une Commission spéciale comprenant notamment des représentants des récoltants et des producteurs d'alcool* » (art. 42).

1. Les producteurs doivent signifier au Service leurs offres pour la campagne tout entière avant des dates variables suivant chaque catégorie (pour la campagne 1935-1936, voir tableau des acquisitions à effectuer par le Service). Dans la pratique, ces dates-limites n'ont pas été observées, au moins en ce qui concerne les alcools naturels.

Si, pour une catégorie d'alcools réservés, la production dépasse le chiffre du contingent qui leur est alloué, la sanction est identique à celle que la loi du 31 mars 1933 a prévu pour les alcools de betteraves. Les alcools hors contingent, de quelque source qu'ils proviennent « *seront acquis sur la base du prix de cession de l'alcool à la carburation* » (art. 43). Ces alcools, en effet, ne peuvent aller qu'à la carburation, car déjà cet emploi doit assurer la disparition d'une grande quantité d'alcools compris dans les contingents. Le Service les écoulera donc, théoriquement du moins, sans bénéfice, ni perte, mais les achètera à un prix extrêmement bas, puisque deux arrêtés du 30 septembre 1935 ont fixé de la façon suivante les prix des alcools hors contingents produits pendant la campagne 1935-1936 :

Alcools réservés, bon et mauvais goût	88 francs.
Flegmes titrant plus de 90°	83 — *
Flegmes titrant moins de 90°	80 —

l'hectolitre d'alcool pur dans les conditions normales, sur wagon départ.

Avant de passer en revue les divers contingents d'alcools réservés que devra acheter annuellement le Service, il faut noter qu'ils « *ne comprennent pas les alcools provenant de la distillation prévue par l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931* », lesquels font l'objet de dispositions spéciales qui seront étudiées plus loin.

I. — ALCOOLS DE BETTERAVES

Devant l'accroissement rapide de la production d'alcool de betteraves, l'article 6 de la loi du 31 mars 1933 avait fixé à 2.300.000 hectolitres, le contingent annuel susceptible d'être acheté à la parité des prix du sucre. Ce texte a également

indiqué les conditions dans lesquelles doit être faite la répartition de ce contingent et l'ensemble de cette réglementation a formé l'article 3 C. C. I., complété par les décrets du 11 mai 1933 et du 10 février 1936.

Sans entrer dans les détails de cette répartition, il faut cependant indiquer qu'elle visait à maintenir la situation des usines anciennes en ne réservant qu'une très faible partie du contingent à celles qui travailleraient à partir de la campagne 1933-1934 (al. 4 b.). Elle imposait aux distillateurs eux-mêmes de répartir leurs achats de betteraves proportionnellement au tonnage que leur avaient livré les planteurs au cours des trois dernières années. Elle prévoyait la création d'une commission tripartite (4 fonctionnaires, 4 représentants des planteurs, 4 représentants des industriels travaillant les betteraves) chargée de répartir le contingent au prix de parité¹ et de concilier les différends éventuels entre planteurs et distillateurs. Si, le différend persiste, les décisions de cette commission sont sanctionnées par des arrêtés du Ministre des Finances qui peut réduire de 30 p. 100 au maximum, la part de contingent des distillateurs récalcitrants, la réduction pouvant servir à augmenter le contingent d'une autre usine choisie par les planteurs.

Sous la forme de modifications à l'article 3 C. C. I., le décret-loi du 30 juillet 1935 (art. 52) a apporté quelques retouches au chiffre global et à la répartition du contingent. Les quantités attribuées conformément aux alinéas 3 et 4a de l'article 3 C. C. I., sont réduites de 1 p. 100. Elles se trouvent donc respectivement ramenées à 2.049 300 et 113.830 hectolitres. D'autre part, l'alinéa 4b prévoyait la répartition du solde, soit 5 p. 100 du contingent global aux

1. Les arrêtés de répartition sont pris, conformément à ses décisions, par les Ministres de l'Agriculture et des Finances.

nouvelles usines ou à d'anciennes usines désignées par les planteurs. Le nouveau texte fixe forfaitairement le solde disponible à 120.800 hectolitres. Sur cette quantité, 113.850 hectolitres seront attribués dans les conditions prévues à l'alinéa 4 de l'article, aux usines qui n'auraient pas été comprises dans la répartition des alinéas 3 et 4a de l'article 3, et à celles dont les fondations auront été commencées et le matériel commandé avant la promulgation du décret-loi. Le solde de 6.950 hectolitres *« sera ajouté aux quantités rendues disponibles par application du premier alinéa du présent article pour attribuer un contingent supplémentaire :*

« 1° Aux usines visées par cet article au cas où la répartition précédente serait insuffisante pour leur permettre de travailler les ensemencements normaux de leurs planteurs ;

« 2° Aux usines susceptibles de travailler dans des conditions normales les betteraves de cultivateurs des communes de la zone rouge, lorsque la preuve aura été apportée que ces dernières se sont trouvées dans l'impossibilité de reconstituer une culture de betteraves normale, soit au cours des années ayant servi de base à la répartition du contingent, soit au cours des années ultérieures. » Il faut sans doute voir dans cette disposition la possibilité d'apporter un correctif aux anomalies qui avaient fait l'objet d'une question écrite de M. le Député APPOURCHAUX (n° 7.365, 6 février 1934). Elles provenaient de ce que les abattements que les distilleries font subir à leurs achats de betteraves pour satisfaire au contingentement sont invariables, quelles que soient les variations qui puissent se produire dans la récolte des divers planteurs.

Le contingent global à absorber annuellement par le Ser-

vice des Alcools au prix de parité s'établit désormais de la façon suivante :

90 p. 100 du contingent primitif	
réduit de 1 p. 100	2.049.300 hectolitres.
5 p. 100 du contingent réduit. . . .	113.850 —
Allocation remplaçant l'alinéa 4b. .	120.800 —
Quantité rendue disponible par le	
prélèvement de 1 p. 100	21.850 —
	2.305.800 hectolitres.

Déjà le décret du 30 juillet ne prévoit l'attribution d'aucun contingent aux usines qui seraient créées après sa promulgation.

Un décret-loi du 8 août 1935, organisant le régime économique de la betterave, interdit la création de nouvelles usines traitant cette racine ou ses sous-produits, sauf autorisation préalable des Ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Finances, et de la Guerre, après avis favorable de la commission tripartite, sous peine de dommages-intérêts et de l'application des quadruples droits si l'arrêté préfectoral prononçant la cessation des opérations n'est pas observé. Les détails de cette réglementation ont fait l'objet de la lettre autographiée n° 2.001 du 20 août 1935.

Même en tenant compte de ces mesures, la production d'alcool de betteraves semble devoir dépasser le contingent qui lui est attribué. On avait présenté comme exceptionnels les résultats de la campagne 1934-1935 (2.889.215 hectol.), en insistant sur ce que le chiffre de 2.300.000 hectolitres n'avait été dépassé que pour la campagne 1932-1933 (2.446.892 hectol.). Or, au 31 janvier 1936, la production d'alcool de betteraves pour la campagne 1935-1936 atteignait 2.674.862 hectolitres contre 2.855.138 hectolitres pour la période correspondante de la campagne 1934-1935. Il con-

vient à ce propos de noter que la distillation des betteraves ne s'effectue pratiquement pas au delà du mois de janvier et que les distilleries restent inactives du début du mois de février à la fin du mois de septembre.

Le prix d'achat de l'alcool de betteraves du contingent demeure fixé suivant la formule de parité par un arrêté pris sur avis de la commission instituée par arrêté du 4 octobre 1924. Mais, désormais, ce prix va revêtir une importance considérable du fait que, suivant l'article 43 du décret du 30 juillet 1935, il détermine le prix d'achat de tous les autres contingents d'alcools achetés par le Service.

Ici surgit une difficulté : l'élément mobile le plus important dans la formule de parité est le prix du sucre pendant la même campagne que celle de la production de l'alcool de betteraves acheté. Dans la pratique, on prend comme prix du sucre la moyenne des prix du 1^{er} octobre au 30 juin et l'arrêté, qui est pris en général au début d'août, fixe le prix des alcools pour la campagne qui va finir le 30 septembre.

Pour une catégorie d'alcools, l'inconvénient qu'il y a à déterminer le prix pour une campagne à la fin seulement de celle-ci, paraît faible et se résume dans le retard des règlements définitifs jusqu'à la parution de l'arrêté. Il n'en est plus de même quand la fixation de ce prix intéresse des catégories de producteurs aussi nombreuses et aussi diverses que celles que nous allons examiner. Ils auraient pu répugner à livrer leurs alcools à un prix à déterminer ultérieurement par un mécanisme aussi délicat. Au surplus, le lien établi entre le prix des alcools de betteraves, et celui du sucre, comporte en lui-même un caractère de stricte équité qui ne s'impose plus de la même manière quand on envisage les alcools d'autres provenances.

Enfin, il est inutile d'insister sur les avantages que devait présenter, pour l'établissement de l'équilibre financier du nouveau Service des Alcools la fixation de prix valables pour toute la campagne 1935-1936 dès avant son ouverture.

Le décret du 30 juillet 1935, dans son article 43, al. 2, tranche la question en décidant que, pour la campagne 1935-1936, « *tous les prix d'achat sont basés sur la parité d'un cours du sucre de 176 francs* ».

Cette fixation ne préjuge en rien des cours du sucre ou du prix de l'alcool de betteraves du contingent pour la campagne 1935-1936. Le cours moyen du sucre pendant la campagne 1934-1935 s'était établi autour de 182 francs et on aurait pu penser que le Gouvernement avait choisi un prix bas afin de provoquer une baisse du prix du sucre (qu'il recherchait par ailleurs en diminuant la marge attribuée aux raffineurs). Une note du Ministre de l'Agriculture repoussa formellement cette interprétation. D'ailleurs, à la fin du mois de juillet 1935, le prix du sucre était déjà tombé à 167 francs.

Le prix de l'alcool de betteraves du contingent de la campagne 1935-1936 sera fixé en juillet ou août 1936 en prenant pour base les cours du sucre d'octobre 1935 à juin 1936 inclus, il sera sans doute différent de 176 francs. Dès maintenant, on peut remarquer que depuis le 1^{er} septembre 1935, les cours du sucre ont oscillé entre 162 et 170 francs.

L'application dans la formule de parité du prix de 176 francs pour le sucre donne comme prix de l'alcool de betteraves, aux 100 degrés d'alcool rectifié : 222 fr. 64, chiffre sensiblement inférieur à celui de la campagne 1934-1935 (230 fr. 256). En multipliant ce chiffre par les coefficients de l'article 43, on obtiendra les prix d'achat de tous les autres contingents. Des arrêtés du 28 septembre 1935 ont déterminé ces chiffres.

II. — ALCOOLS DE MÉLASSES

Le Service des Alcools devra acheter annuellement 600.000 hectolitres d'alcools de mélasses, le surplus ne devant être acquis que sur la base des prix de cession à la carburation. Ce contingent paraît devoir rester bien inférieur à la production d'alcools de mélasses dont la moyenne pour les cinq dernières campagnes (1929-1930, 1930-1935 inclus) s'est élevée à 852.556 hectolitres, ayant oscillé entre 615.254 hectolitres (1931-1932) et 1.069.622 hectolitres (1934-1935). Les mélasses devront donc être détournées vers des emplois autres que la distillerie, comme le sucragage ou l'alimentation du bétail.

Le décret du 30 juillet entend bien d'ailleurs encourager ce dernier emploi puisqu'il dispose que, de toute façon, « *il devra être réservé sur la production indigène des mélasses de sucrerie ou de raffinerie, et dans la limite des 100.000 tonnes par campagne, les quantités nécessaires aux éleveurs et préparateurs d'aliments mélassés, pour la nourriture des animaux. Le prix de ces mélasses sera fixé par arrêté des Ministres des Finances et de l'Agriculture, compte tenu du prix des céréales secondaires, sans pouvoir être inférieur à celui qui correspond aux prix des alcools hors contingent* ».

L'industrie des produits mélassés avait en effet éprouvé des difficultés à s'approvisionner et avait dû recourir à des importations de mélasses étrangères, contingentées dans les dernières années.

Le régime économique des mélasses a été réorganisé par l'arrêté du 30 septembre 1935, suivi des arrêtés d'application du Ministre de l'Agriculture des 16 octobre et 5 novembre 1935. Ces textes résultent des dispositions du décret-loi du 30 juil-

let 1935 et de celui du 8 août 1935 sur le régime économique de la betterave.

La mélasse étant un sous-produit de sucre, le prix payé pour cette catégorie d'alcool sera nécessairement moins élevé que celui des alcools de betteraves. Mais il ne sera plus fixé discrétionnairement par le Ministre des Finances. Le décret du 30 juillet le fixe aux 68 centièmes de celui de l'alcool de betteraves du contingent. Ce prix ayant été fictivement fixé à 222 fr. 64, c'est à raison de 151 fr. 40 l'hectolitre que le Service achètera les alcools de mélasses rectifiés, pendant la campagne 1935-36.

Ce prix permet de calculer le prix des mélasses destinées à la levurerie et aux usages autres que la distillation et l'alimentation du bétail, livrées exclusivement aux utilisateurs par les sucreries et éventuellement, les raffineries. L'article 46 du décret du 30 juillet pose en effet que leur prix sera fonction du prix de l'alcool de mélasses du contingent.

III. — ALCOOLS DE SYNTHÈSE

Leur contingent annuel est fixé à 28.000 hectolitres. Il paraît largement calculé puisque la production de ces alcools, en y ajoutant ceux qui sont extraits des substances farineuses, n'a pas dépassé 22.431 hectolitres, chiffre atteint pour la campagne 1933-1934.

Depuis la campagne 1923-1924, les prix d'achat étaient fixés au même taux pour les alcools de grains et pour les alcools de mélasses, avec une distinction entre les alcools produits dans les trois premiers mois de la campagne et les autres. Pour la campagne 1934-1935, l'arrêté du 11 octobre 1934 les fixait ainsi :

Alcools rectifiés produits entre le 1 ^{er} octobre et le 31 décembre 1934.	160 francs.
Alcools rectifiés produits entre le 1 ^{er} janvier et le 30 septembre 1935	165 —

L'article 43 du décret-loi du 30 juillet fixe le prix d'achat des alcools de synthèse et de grains aux 60 centièmes du prix des alcools de betteraves. En conséquence, un arrêté du 28 septembre 1935 l'a fixé à 133 fr. 58 pour la campagne 1935-1936.

Ce prix est donc très bas et il ne semble pas qu'il doive encourager la distillation des grains, qui d'ailleurs n'a jamais été bien active depuis que l'industrie, pour l'obtention des levures a abandonné la mise en œuvre des grains et s'est adressée aux mélasses.

IV. — ALCOOLS DE VINS

Le Service devra en acquérir chaque année un contingent de 325.000 hectolitres. Nous rappelons que, seuls les alcools n'ayant pas droit à l'appellation d'eau-de-vie, ou titrant plus de 70 degrés sont réservés à l'État. L'arrêté du 28 septembre 1935 exige que ces alcools aient été « *produits sous le contrôle des Contributions Indirectes ou des Contributions diverses. Dans tous les cas, ils ne pourront provenir que de la distillation des vins libres de tout blocage autre que celui basé sur l'importance de la récolte et le rendement à l'hectare, à l'exclusion absolue des piquettes, marcs, lies, et, en général, de tous les sous-produits du vin.* »

Le contingent ainsi fixé paraît déjà large si on le compare aux chiffres atteints par la production d'alcool de vin dans les dernières années (en tenant compte de ce que la distillation obligatoire a majoré anormalement le chiffre de la

campagne 1934-1935, tel que le donne le tableau de la production des alcools).

Mais dans ces chiffres eux-mêmes figure une importante quantité d'eaux-de-vie consommées en nature. Un rapport déposé au nom de la Commission des Boissons par M. Gaston SIMOUNET (doc. parl., Chambre, 1934, annexe 3.539) l'évaluait à 100.000 hectolitres par an. On peut donc affirmer que, normalement, la production d'alcools de vin neutres (distillation obligatoire exceptée) restera très inférieure au contingent qui lui est attribué. Cependant, dans une période de surproduction telle que celle que nous traversons, le cours des vins libres peut être assez bas pour que la distillerie puisse en acheter de grandes quantités et couvrir ainsi le contingent annuel. Ainsi, les offres que le Service pourra recevoir en alcools de vin dépendront des cours du vin.

Les alcools de vin du contingent sont payés à raison des 255 centièmes du prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves du contingent. « *Ce coefficient sera porté à 2,70 quand le prix de cession pour la fabrication des liqueurs fixés pour la campagne 1935-1936 sera majoré de 100 francs.* » art. 43, al. 2.

Pour la campagne 1935-1936, les alcools rectifiés extra neutres seront payés à raison de 567 fr. 75.

Ce prix a permis à la distillerie d'acheter de grandes quantités de vins libres jusqu'aux environs de 5 francs le degré, cours qu'ils étaient loin d'atteindre en août et septembre 1935. La fixation du contingent d'alcools de vin à un chiffre élevé aura permis de soutenir efficacement le marché des vins au moment où les excédents qu'apportait la nouvelle récolte risquaient d'y amener un effondrement.

V. — ALCOOLS DE MARCS DE RAISINS

Leur contingent s'élève, pour chaque campagne, à 300.000 hectolitres. L'alcool pourra avoir été produit avec des marcs dilués ou non, mais, de toute façon, l'article 11 du décret du 30 juillet 1935, complétant l'article 31, C. C. I., interdit la distillation des marcs transformés ou non en dilutions, ne renfermant pas par 100 kilogrammes :

4 l. 60 d'alcool pur dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 10 degrés.

3 l. 75 d'alcool pur dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 8° au moins.

3 litres d'alcool pur dans les autres régions.

Cette disposition semble avoir pour but d'empêcher que le surpressurage des marcs ne vienne accroître la quantité de vin par l'adjonction des vins de qualité inférieure dits « *vins de pressoir* ». Il sera difficile, en pratique, de la faire respecter, surtout si l'on veut faire coexister un bas prix pour l'alcool de marc et un prix élevé pour les vins.

Le contingent de 300.000 hectolitres se compare avec la moyenne de 294.167 hectolitres atteinte par cette production pendant les cinq dernières campagnes. Le nouvel article 3, C. C. I., prévoit d'ailleurs que « *les contingents d'alcools de marcs de raisins peuvent, à la demande des intéressés, être transformés pour leur valeur d'achat, en alcools de vin* ». A la séance de la Commission Interministérielle de la viticulture du 20 décembre 1935, M. Edouard BARTHE a clairement exposé que, dès la campagne 1935-1936, cette faculté serait mise à profit, les viticulteurs ayant tout intérêt à livrer leurs alcools viniques (dont l'alcool de marcs) pour la distillation obligatoire, sur la partie des prestations payée

267 francs, et, à offrir au Service des alcools de vin, payés relativement beaucoup plus cher que les alcools de marcs du contingent.

Le décret du 30 juillet fixe en effet le prix de ces derniers aux 160 centièmes du prix de l'alcool de betteraves, c'est-à-dire, pour la campagne 1935-1936, à 356 fr. 22 pour les alcools rectifiés.

VI. — ALCOOLS DE CIDRE OU DE POIRÉ

Le contingent annuel est ici fixé à 25.000 hectolitres d'alcool pur. Comme pour les alcools de vin, le prix de cet alcool est fixé aux 255 centièmes du prix de l'alcool de betteraves du contingent. En conséquence, pour la campagne 1935-1936, il est égal à 567 fr. 75 (alcools rectifiés extra-neutres).

VII. — ALCOOLS DE POMMES OU DE POIRES

Contingent de 300.000 hectolitres par campagne à acquérir par le Service à un prix égal aux 220 centièmes du prix des alcools de betteraves, soit, pour la campagne 1935-1936 : 489 fr. 80 les 100 degrés pour les alcools rectifiés extra-neutres.

De même que pour les vins, il est difficile d'apprécier l'importance des contingents alloués par rapport à la production réelle d'alcools neutres. La distillation des cidres fournit une quantité importante d'eaux-de-vie qui restent libres. Le rapport SIMOUNET précisé, l'évaluait à 125.000 hectolitres (quantités allouées en franchise aux bouilleurs de cru non comprises). Cela explique la faiblesse du contingent accordé aux alcools de cidre ou de poiré, par rapport à celui qu'obtient la distillation des pommes et des poires

organisée en grande industrie et produisant des alcools rectifiés.

D'ailleurs, les statistiques du Service des Alcools réunissent la production des alcools de cidre, de poiré, de pommes et de poires. Les fluctuations dans les récoltes de ces fruits ont été profondes comme le montrent les chiffres suivants :

Récoltes de pommes et poires à cidre

(en milliers de quintaux).

1913	51.268
1925	11.120
1926	17.617
1927	40.008
1928	18.738
1929	28.935
1930	11.204
1931	25.327
1932	21.387
1933	28.935
1934	37.617
1935	15.100

En conséquence, la production des alcools dérivés de ces fruits a varié entre 218.405 hectolitres (1930-1931) et 541.184 hectolitres (1929-1930), la moyenne des trois dernières campagnes étant d'environ de 458.000 hectolitres.

Compte tenu des observations que nous avons présentées plus haut, il semble que les contingents qui lui sont attribuées satisfassent à la production de ces alcools, et qu'en particulier, la situation privilégiée que les alcools de pommes et de poires avaient acquise sous le régime provisoire soit consolidée, malgré la légère réduction de prix qu'ils subissent par rapport aux alcools de cidre du contingent.

SECTION II

MESURES D'ASSAINISSEMENT. — ACHATS D'ALCOOLS DE VIN (DÉCRET DU 25 JUIN 1935). — ACHATS DE RHUMS, ET D'ALCOOLS TUNISIENS. — OUVERTURE D'UN COMPTE SPÉCIAL, DANS LES ÉCRITURES DU SERVICE DES ALCOOLS, EN VUE DE LA RÉSORPTION DES EXCÉDENTS DE RÉCOLTES VITICOLES.

Vers le milieu de l'année 1935, la situation des marchés des vins et de rhums contraignit le Gouvernement à prendre des mesures exceptionnelles d'assainissement.

Le décret du 2 janvier 1935 pris en exécution de la loi du 24 décembre 1934 devait conduire à la distillation de 15 millions d'hectolitres de vin, soit 1.400.000 hectolitres d'alcool environ. Les achats du Service des Alcools atteignirent à ce titre le chiffre de 1.167.175 hectolitres. Mais les opérations de distillation ne s'étaient pas poursuivies avec régularité, de sorte qu'en juin 1935 on put craindre que les derniers mois de la campagne, devant la perspective d'une récolte surabondante, ne fussent marqués par un effondrement total. Les cours du vin glissèrent au-dessous de 4 francs le degré.

Le Gouvernement, se basant sur l'article 10 de la loi du 4 juillet 1931, codifiée, modifiée par l'article premier de la loi du 24 décembre 1934, et le décret d'application du 1^{er} août 1931, prit le 25 juin 1935 un décret décidant que « *en vue de satisfaire aux besoins des vinages et mutages, l'État représenté par la Direction des Poudres (Services des Alcools) se porte acheteur en France et en Algérie, et jusqu'au 30 septembre 1935 d'alcools de vin titrant au moins 60 degrés. Sauf si les alcools résultent de la mise en œuvre de vins prélevés sur la récolte personnelle des vendeurs, les vins qui auront servi à les fabriquer devront avoir été : 1° reconnus loyaux et marchands ; 2° achetés postérieurement à la date de promulgation du décret ; 3° payés aux viticulteurs à un*

prix égal ou supérieur à 4 francs le degré-hectolitre..... Les prix d'achat des alcools sont fixés comme suit..... alcools rectifiés extra-neutres : 480 francs..... »

Les besoins des vinages et des mutages étaient cependant couverts pour longtemps aussi bien grâce aux 220.000 hectolitres d'alcools de vin que le Service des Alcools détenait au nom du compte spécial de la loi du 19 avril 1930, que par les centaines de milliers d'hectolitres que fournissait la distillation obligatoire au compte de la loi du 24 décembre 1934.

En réalité, l'État, en se portant acheteur sans limitation de quantité, fixait pour les vins un prix minimum de 4 francs le degré-hectolitre. La mesure réussit pleinement, et les achats au titre du décret du 25 juin 1935 atteignirent 344.344 hectolitres d'alcool. L'article 14 du décret-loi du 30 juillet 1935 décide que les sommes employées à ces achats « *seront inscrites au débit du compte spécial institué par l'article 14 de la loi du 24 décembre 1934* ». Elles sont donc comprises dans le solde débiteur de ce compte qui, au 30 septembre 1935 s'élevait à 302.952.000 francs.

Trois décrets-lois pris en vertu de l'article unique de la loi du 8 juin 1935, obligèrent par la suite le Service des Alcools à se porter acheteur :

1° En vertu du décret-loi du 21 septembre 1935, de 50.000 hectolitres en alcool pur de rhums et de tafias, à acheter à la Guadeloupe et à la Martinique, au prix fixé par l'article 2 de la loi du 24 décembre 1934, soit 400 francs l'hectolitre d'alcool pur, rendu sur le quai d'un port de la métropole. Cela afin de diminuer les stocks qui pesaient sur le marché français du produit et qui s'étaient constitués entre 1926 et 1930 à la suite d'importations hors contingent,

rendues profitables par les hauts prix de l'alcool et l'insuffisance de la surtaxe de compensation. En contre-partie, les contingents de rhums à importer en 1935 et 1936 par ces colonies sont réduits d'une quantité égale.

Les frais de l'opération seront couverts par le produit d'une surtaxe de 60 francs par hectolitre d'alcool pur qui sera perçue sur les rhums entrant dans la métropole ou en Algérie, et versée au Service des Alcools sous déduction de 5 p. 100 pour frais de perception.

2° En vertu du décret-loi du 23 octobre 1935, de 10.000 hectolitres en alcool pur de rhums et tafias à acheter aux planteurs de la Réunion. Ces achats sont financés par la surtaxe instituée par le décret du 21 septembre 1935. Mais ici :

Ils portent sur des alcools non contingentés et n'entraînent donc pas de réduction équivalente du contingent accordé à la Réunion.

Les alcools livrés doivent être rectifiés et titrer plus de 94 degrés. Ils sont payés à raison de 300 francs l'hectolitre d'alcool pur rendu dans un port de la métropole.

3° En vertu du décret-loi du 2 août 1935, de la quantité d'alcool équivalant à 200.000 hectolitres de vin à 12 degrés, à acheter à l'État tunisien avant le 10 septembre 1935, à raison de 400 francs l'hectolitre d'alcool pur. Cette faveur avait pour but de faire bénéficier la Tunisie, dès la campagne 1934-1935, de l'augmentation de 200.000 hectolitres que le décret précité lui accorde pour son contingent de vins à importer en franchise.

Ces achats étaient destinés à parer à des difficultés momentanées. Des préoccupations plus graves étaient causées par l'évacuation des alcools de vin provenant de la dis-

tillation obligatoire. Nous avons vu comment la question avait été résolue pour la campagne 1934-35 par la loi du 24 décembre 1934.

A la séance de la Commission interministérielle de la Viticulture, le 20 décembre 1935, M. Dubois, administrateur des Contributions indirectes, fit connaître les disponibilités pour la campagne 1935-36. Elles s'élevaient à 102.200.911 hectolitres de vin (stock à la propriété et récolte). Dans sa résolution du même jour, la Commission interministérielle évaluait à 20 millions d'hectolitres, la quantité de vin excédentaire à éliminer par la distillation obligatoire, ce qui représente au minimum 1.700.000 hectolitres d'alcool, en tenant compte des vins livrés à ce titre à l'Intendance ou à des Établissements d'assistance publique pour être distribués au titre de rations supplémentaires (Loi du 24 décembre 1934, article 4 ; — décret-loi du 30 juillet 1935, art. 13 ; — décret-loi du 30 octobre 1935 ; — décret du 9 décembre 1935 ; — L. A. n° 2049 du 17 décembre 1935).

Pour obtenir ce résultat, le décret du 20 décembre 1935 aggrave considérablement le barème qui avait été en vigueur pendant la campagne 1934-1935. Le minimum non soumis à la distillation reste fixé à 200 hectolitres, mais le pourcentage d'alcool pur à fournir est beaucoup plus élevé, sauf pour les récoltes comprises entre 200 et 300 hectolitres. Les quantités d'alcool pur à distiller obligatoirement s'échelonnent suivant l'importance de la récolte de 1 l. 20 à 6 l. 05 d'alcool pur par hectolitre de vin récolté. Ces quantités sont majorées de 10 à 60 p. 100, suivant le rendement à l'hectare sans que la quantité de vin à distiller puisse dépasser 33 ou 50 p. 100 de la récolte, suivant que cette dernière est inférieure ou supérieure à 5.000 hectolitres.

L'article 6 du décret du 30 juillet 1935 décide, d'autre part que :

« Une partie de ces prestations, soit :

— 1 l. 05 d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 10 degrés et au-dessus ;

0 l. 82 d'alcool pur par hectolitre de vin produit dans les régions où le degré minimum des vins est fixé à 8°,5 au moins.

0 l. 65 d'alcool pur par hectolitre de vin, produit dans les autres régions.

est payée à un prix égal à 60 p. 100 (75 p. 100 depuis le D. L. du 29 septembre 1935) du prix de l'alcool de vin. Elle pourra être effectuée sous forme d'alcool vinique. Pour le surplus, qui doit exclusivement consister en alcool de vin, les prix d'achat qui peuvent être dégressifs, sont fixés par le décret prévu à l'alinéa précédent, sans qu'ils puissent dépasser les trois quarts de ceux des alcools de vin du contingent. »

En conséquence, le décret du 9 octobre 1935 a ainsi fixé les prix d'achat des alcools de distillation obligatoire pour la récolte 1935 :

Partie pouvant être livrée en alcool vinique. . . 267 francs.

Alcools de vin :

Pour les 10 premiers hectolitres.	425	—
De 10 à 50 hectolitres	380	—
De 50 à 150 hectolitres	340	—
Au-dessus de 150 hectolitres.	300	—

ces prix s'entendent à l'hectolitre d'alcool pur rectifié extra-neutre. Des abattements interviennent pour les qualités moins pures.

Sur ces bases, et d'après la répartition des producteurs et

des récoltes dans la métropole et en Algérie, le prix moyen payé par le Service pour un hectolitre d'alcool paraît ressortir à 355 francs environ.

Or, cet alcool ne peut aller qu'à la carburation. On est bien loin désormais de la logique primitive du système qui exigeait l'achat des alcools de résorption sur la base des prix de cession pour cet emploi. La résorption des excédents va donc entraîner de lourdes pertes.

L'article 50 du décret du 30 juillet 1935 ouvre dans les écritures du Service des Alcools, « *un compte spécial destiné à résorber les excédents des récoltes viticoles, et à financer les arrachages de vignes. Ce compte est crédité du montant de la subvention prévue à l'article 45, du produit de la vente des alcools et du produit de la majoration du droit de circulation sur les vins et les cidres instituée par l'article 4 de la loi du 24 décembre 1934, majoration qui sera augmentée de 20 p. 100 à dater de la mise en vigueur du présent décret. Il est débité de la valeur des achats, des frais généraux divers, du remboursement au budget général de la perte de recettes entraînée par l'apport supplémentaire d'alcools à la carburation et du montant des traitements et indemnités des fonctionnaires des Contributions indirectes, spécialement chargés de l'application des lois sur la viticulture.*

La perception de la majoration du droit de circulation sera suspendue quand, après remboursement des avances au Service des alcools, les réserves du compte atteindront 300 millions de francs. »

Ce sont exactement les mêmes principes qui avaient présidé à la création du compte spécial de la loi du 24 décembre 1934 dont le nouveau compte reprend la principale ressource : la majoration des droits de circulation, accrue

de 20 p. 100 pour assurer le financement des arrachages édictés par le chapitre iv du 30 juillet 1935.

Il importe cependant de bien marquer que le compte de la loi du 24 décembre 1934, comme celui de la loi du 19 avril 1930, était un compte spécial du Trésor. Le nouveau compte, au contraire, intéresse exclusivement le Service des Alcools. De plus, il est ouvert, non pour une campagne ou une quantité d'alcool bien déterminées, mais pour financer les arrachages et résorber tous les excédents présents ou à venir. Les mesures que la pression des événements forcerait à prendre brusquement, comme ce fut le cas de l'intervention du 25 juin 1935, voient leur place marquée à l'avance dans les écritures du compte spécial de résorption, et les ressources nécessaires sont, dès maintenant, assurées.

De toute façon, le Budget et le Service des Alcools sont, théoriquement du moins, défrayés des lourdes charges que pouvaient représenter pour eux la cession, en quantités massives, d'alcools destinés à la carburation.

Par la suite, nous désignerons sous le nom de « *compte général* » les opérations normales du Service des Alcools, par opposition aux opérations de résorption des excédents de récoltes viticoles, inscrites au compte spécial.

CHAPITRE II

Ventes du service des alcools.

SECTION PREMIÈRE

EMPLOIS ALIMENTÉS PAR LES ALCOOLS DE RÉTROCESSION. — LE MONOPOLE DE FAIT. — LA REDEVANCE D'EMPLOI. — ÉVALUATION DES DIVERS DÉBOUCHÉS DU SERVICE. — PRIX DE CESSIION POUR LA CAMPAGNE 1935-1936. — LA CARBURATION. — MODIFICATIONS AU RÉGIME DE L'ALCOOL CARBURANT. — SUPPRESSION D'EXONÉRATIONS. — REMBOURSEMENT PAR LE COMPTE SPÉCIAL DES MOINS VALUES CAUSÉES AU BUDGET GÉNÉRAL.

L'ancien article 2 C. C. I. réglait le régime des rétrocessions sous le régime provisoire. L'article 44 du décret-loi du 30 juillet 1935 l'a profondément transformé :

ANCIEN ARTICLE 2.

ART. 2. — Les quantités d'alcools réservées à l'Etat ne peuvent être rétrocédées par lui que pour des usages industriels ou médicaux. Toutefois, des cessions peuvent être faites pour les emplois dits privilégiés dans les conditions actuelles, et, en outre, dans la limite de 40.000 hectolitres au maximum chaque année, pour la conservation des fruits frais et sucs de fruits frais.

Le ministre des Finances est, en outre, autorisé à rétrocéder de l'alcool à 96° et au dessus à l'état pur aux chimistes, inventeurs, constructeurs, en vue de l'étude dans les laboratoires et pour les essais pratiques d'un

NOUVEL ARTICLE 2.

ART. 2. — Les quantités d'alcool achetées par l'Etat sont rétrocédées par lui pour tous usages impliquant une opération à caractère industriel ou des manipulations faisant perdre au produit, en vertu de la législation relative à la répression des fraudes, le droit à la dénomination générique d'eau-de-vie.

Tous les alcools non acquis du service des alcools, et utilisés à l'un quelconque des emplois prévus au paragraphe précédent, sont soumis au profit de ce service à une redevance égale à la différence entre le prix de cession, par le Service, de l'alcool pour la fabrication des liqueurs et apéri-

nouveau combustible à base d'alcool.

Les vinages et mutages pour la consommation intérieure sont obligatoirement effectués avec des alcools rétrocedés par l'Etat qui livre à cet effet dans la limite de ses disponibilités des alcools de vin à concurrence des trois quarts des quantités nécessaires pour cet emploi.

tifs et le prix d'achat par ledit Service des alcools de vin. Le taux de cette redevance ainsi que le prix de cession sont fixés par arrêtés ministériels.

L'alinéa premier de l'ancien article 2 par son caractère négatif consacrait et limitait en même temps les débouchés du Service des Alcools, en appliquant le principe qui écartait les alcools d'industrie de la consommation de bouche. La largeur de la nouvelle rédaction se lie au nouvel article premier, alinéa premier, qui réserve à l'État la totalité de la production des alcools à l'exception des cognacs, armagnacs, genièvres et eaux-de-vie titrant moins de 70 degrés. En réservant au service toute la production d'alcools neutres la réforme devait lui attribuer la clientèle qu'elle alimentait : vigneurs, muteurs, fabricants de liqueurs, apéritifs, etc...

Mais le nouveau texte ne fait pas plus que l'ancien une obligation aux industriels de se fournir au Service, sauf dans deux cas résultant du maintien des dispositions antérieures :

L'article 59, alinéa 1, C. C. I., continue à obliger les utilisateurs à n'employer que des alcools de rétrocession pour les vinages et les mutages. Mais la disposition de l'ancien article 2 alinéa 3 C. C. I., qui obligeait le service des alcools à livrer « *dans la limite de ses disponibilités des alcools de vin à concurrence des trois-quarts des quantités nécessaires pour cet emploi* » n'a pas été maintenue.

Les importateurs d'essences de pétrole et autres doivent continuer à acheter au Service des Alcools la quantité d'alcool

dont l'acquisition en vue de la carburation leur est imposée (C. C. I., art. 6, al. 4).

En fait, tous les alcools rectifiés ou neutres étant entre les mains du Service des Alcools, ce dernier détient bien un monopole de vente puisque tous les acquéreurs devront s'adresser à lui pour obtenir ces produits.

Ce monopole se trouve à la fois confirmé et assoupli par la disposition de l'alinéa 2 du nouvel article 2. La redevance qu'il prévoit permet de sauvegarder les intérêts du service, en face d'un marché libre encore important et de procédés de fabrication qui ne pourraient s'accommoder d'une réglementation stricte.

Des fabricants pourront acquérir sur le marché libre les eaux-de-vie, kirchs, rhums, etc., qui leurs sont nécessaires soit pour l'amélioration, soit pour la fabrication (grogs et punches) des liqueurs et préparations alcooliques n'ayant plus le caractère d'eaux-de-vie. Mais le paiement de la redevance protégera le service contre toute diminution de ressources que pourrait lui procurer l'abus dans l'utilisation des alcools demeurés libres. La redevance d'ailleurs s'applique à tous les emplois pour lesquels le service rétrocède ses alcools. Dans ces conditions, les fabricants et industriels ne peuvent être tentés de s'adresser au marché libre (quand leurs emplois n'exigent pas absolument un alcool neutre ou rectifié), qu'au cas où il leur offrirait un prix tel qu'en lui ajoutant le montant de la surtaxe, ils obtiennent une valeur inférieure au prix de cession du Service.

Le tarif appliqué actuellement aux ventes du Service s'oppose à la réalisation de cette hypothèse, sauf pour les cessions à 900 francs. Encore, dans ce dernier cas, faut-il remarquer que l'emploi d'alcools de rétrocession est obligatoire pour les vinages et les mutages, et que l'importance

des contingents attribués aux alcools naturels empêchera certainement les cours des eaux-de-vie de se tenir longtemps au-dessous de la parité correspondant au prix payé par le Service pour les alcools de vin et de cidre. Cependant, M. TOURNAN a signalé à la tribune du Sénat que pendant le dernier trimestre de 1935, les cours des eaux-de-vie libres sont restés assez bas pour que les fabricants de liqueurs et d'apéritifs aient eu avantage à les employer. Ils achetaient des alcools neutres de moins de 70 degrés, appelés eaux-de-vie (ce qui constitue à la vérité une fraude, mais elle est pratiquement impossible à déceler) et les mettaient en œuvre moyennant paiement de la redevance d'emploi. Pour l'avenir, les effets de la redevance sont garantis par son caractère mobile, puisqu'elle restera continuellement égale à l'écart entre le prix de cession pour la fabrication des liqueurs et apéritifs (le plus élevé) et le prix d'achat des alcools de vin.

Bien qu'aucun texte ne l'établisse explicitement, le monopole de vente, corollaire du monopole d'achat, est donc solidement établi et les perturbations qu'avait apportées la baisse des cours des alcools libres au fonctionnement du régime provisoire n'ont aucune chance de se reproduire.

Il semble utile, pour apprécier le nouveau régime, de passer rapidement en revue les débouchés désormais réservés au Service des Alcools. Les prix de cession, fixés par un arrêté du 28 septembre 1935, s'appliquent jusqu'à ce qu'un autre texte vienne les modifier.

1. — Au sommet de l'échelle des prix de rétrocession se trouve le groupe des emplois qui tendent à la fabrication des diverses boissons alcooliques à consommer à l'intérieur du

territoire. Ainsi les liqueurs¹, apéritifs, spiritueux composés, vins médicamenteux, produits obtenus par le mutage ou le vinage (mistelles, vins doux naturels, vins de liqueur, vermouths, apéritifs à base de vin ou produits assimilés).

L'importance des quantités comprises sous cette rubrique est d'une évaluation malaisée.

Les vinages et mutages, opérations contrôlées minutieusement par la Régie, peuvent absorber annuellement 150.000 hectolitres environ d'alcool. L'incertitude provient des besoins des fabricants d'apéritifs, liqueurs et autres spiritueux composés. Il faudrait, en effet, retrancher du chiffre global de la consommation le volume des spiritueux consommés en l'état (eaux-de-vie, rhums, tafias, genièvre). Or, tous ces produits sont généralement suivis au même compte, et il s'en faut de beaucoup que le droit à l'acquit blanc (art. 131 C. C. I.) soit accordé, exercé ou conservé pour toutes les eaux-de-vie.

Nous ne nous attarderons pas sur les discussions soulevées par l'établissement de ce chiffre. Il n'a que la valeur très relative d'une prévision pour le fonctionnement financier du Service pendant la campagne 1935-1936. M. Gaston SIMONNET dans le rapport que nous avons déjà cité donne pour les besoins en alcools neutres des fabricants de liqueurs, etc..., le chiffre de 350.000 hectolitres. M. Martial ENTRAYGUES² donne pour les anis et apéritifs, 230.000 hectolitres, pour les liqueurs et apéritifs, etc..., en Algérie 30.000 hectolitres, pour les liqueurs et conserves de fruits en France 70.000 hectolitres, soit au total 330.000 hecto-

1. Produits définis par les articles 1 et 8 du décret du 28 juillet 1908 modifiés par les décrets du 16 septembre 1925, 6 avril 1934, 12 février 1936.

2. Le régime économique de l'alcool. *Journal des Contributions Indirectes*, 15 et 22 décembre 1935.

litres. C'est ce dernier chiffre, plus récent, que nous adopterons.

L'ensemble de cette première catégorie de cessions fournit donc une évaluation de 480.000 hectolitres et leur prix a été fixé à 900 francs l'hectolitre d'alcool pur (les prix de cession pour les vinages et mutages qui avaient été fixés à 800 francs, par l'arrêté du 14 août 1934 ont donc été relevés de 100 francs).

En conséquence, le taux de la redevance à laquelle sont assujettis les alcools non acquis du Service et employés à des usages leur faisant perdre le droit à la dénomination générale d'eau-de-vie est fixé à 332 fr. 25. Elle représente le bénéfice minimum assuré au Service par son monopole de vente.

Il faut noter que, si la circulaire 674 a admis que les alcools de rétrocession à 900 francs, puissent être livrés en nature à la consommation de bouche sur le marché intérieur ou servir à la fabrication d'eau-de-vie par coupage avec des eaux-de-vie de vin, cidre, etc..., ils ne sauraient servir à la pratique frauduleuse du coupage avec les rhums. Ces opérations, sauf la dernière, seraient d'ailleurs peu intéressantes, le cours des eaux-de-vie, dont la production est restée libre, devant normalement rester bien au-dessous du prix de cession des alcools neutres destinés à la préparation des liqueurs.

II. — Fabrication des vinaigres pour la consommation intérieure.

Si l'on met à part les campagnes 1933-1934 et 1934-1935, pendant lesquelles, comme nous l'avons vu, les vinaigriers s'approvisionnaient largement au marché libre, cet emploi¹,

1. Nous laissons de côté la fabrication des vinaigres de vin.

était entièrement alimenté sous le régime provisoire par les cessions du service des alcools, car elles étaient faites à des prix relativement bas (600 francs, puis 525 francs depuis le 30 décembre 1933). L'examen du tableau des cessions montre que ce débouché peut atteindre environ 50.000 hectolitres par campagne.

Le prix de cession des alcools destinés à cet emploi reste fixé à 525 francs. Il n'y a donc aucune chance pour que les prix du marché libre puissent à nouveau tenter les vinaigriers tenus au paiement de la redevance sur tous leurs achats hors du Service¹.

III. — Fabrication des produits de parfumerie, des produits chimiques et pharmaceutiques.

Ces emplois absorbent annuellement 110.000 hectolitres environ d'alcool. Les vins médicamenteux doivent cependant être préparés avec des alcools rétrocedés à 900 francs l'hectolitre, étant, à ce point de vue, rangés parmi les spiritueux composés. Les alcools rétrocedés resteront soumis à l'obligation de la dénaturation suivant les modalités qui étaient fixées sous l'ancien régime des alcools.

L'arrêté du 28 septembre 1935 fixe à 500 francs le prix de rétrocession pour cette catégorie d'emplois. On reste ainsi au tarif en vigueur depuis l'arrêté du 1^{er} octobre 1926.

IV. — Le Service des alcools fournit des alcools pour l'exportation en nature, ou pour la préparation, en vue de l'exportation, de spiritueux composés, de produits chimiques, pharmaceutiques et de parfumerie, de vinaigres ou d'eaux-

1. La surtaxe sur les acides acétiques chimiques et les anhydrides acétiques ressort donc à 373 fr. 60 par équivalence en hectolitres d'alcool pur. La loi du 28 février 1934, article 17, la fixe en effet à la différence entre le prix de rétrocession à la vinaigrerie et le prix d'achat des alcools de mélasses rectifiés.

de-vie à 66 degrés et au-dessous. Les expéditions à destination des colonies françaises sont comprises dans cette catégorie.

L'importance de ce débouché a largement diminué avec la baisse du prix mondial de l'alcool et la dépression économique, mais des cessions de l'ordre de 40.000 hectolitres par campagne peuvent être considérées comme possibles.

Le prix de rétrocession est ici fixé à 220 francs l'hectolitre, sans changement depuis l'arrêté du 30 décembre 1933. Si on considère que le prix de l'alcool sur le marché mondial se situe aux environs de 70 francs, on peut constater que nos exportateurs, malgré le bon marché relatif des alcools qu'ils peuvent employer, paraissent mal placés sur les marchés étrangers. Aussi a-t-on demandé que le prix des alcools rétrocédés pour l'exportation fût abaissé au prix des rétrocessions pour la carburation, le Budget devant même y gagner du fait que l'alcool exporté ne serait pas mélangé à l'essence.

Les alcools acquis de l'État au tarif prévu pour l'exportation doivent être réexportés dans le délai de six mois, sous peine d'être transférés à un des comptes d'alcools de rétrocession destinés à la consommation intérieure moyennant paiement de la différence entre les deux prix de cession, des facilités étant cependant prévues pour les fabricants qui, n'ayant pas la certitude d'exporter sous les six mois, fabriqueraient les produits d'exportation avec des alcools rétrocédés au tarif intérieur. Ils pourront se remplacer en alcools à 220 francs des quantités qu'ils auraient exportées.

V. — Le Service rétrocède l'alcool employé dans l'industrie dans tous les cas où, étant exonéré du droit de consommation, il n'est soumis qu'au paiement de la taxe de statis-

tique. Ainsi pour la fabrication des vernis, matières plastiques, du collodion, etc... On peut facilement envisager pour ces emplois un débouché de 180.000 hectolitres, les cessions de cette catégorie ayant dépassé 190.000 hectolitres au cours de chacune des trois dernières campagnes.

Ces cessions sont faites au prix de 210 francs, sans changement sur le prix pratiqué depuis l'arrêté du 20 décembre 1933.

Comme sous le régime antérieur, ce prix est abaissé à 200 francs l'hectolitre à 100 degrés pour les alcools mauvais goût et les flegmes destinés à la préparation d'alcool dénaturé par le procédé général, ne titrant pas plus de 90°6. Il s'agit des alcools méthylés utilisés pour le chauffage et l'éclairage qui absorbent environ 675.000 hectolitres par an.

VI. LA CARBURATION. — En totalisant les quantités d'alcool que le Service doit acquérir au titre des contingents, on trouve 3.883.800 hectolitres. Les débouchés de toute sorte, en prenant les chiffres que nous avons indiqués, ne représentent, par contre, que 1.535 000 hectolitres. Ce surplus de 1.348 800 hectolitres d'alcool ne peut aller qu'à la carburation.

Par ailleurs, en ce qui concerne les alcools de betteraves et de mélasses, l'hypothèse de dépassements des contingents ne doit pas être exclue. A la fin du mois de janvier 1936, le contingent d'alcool de betteraves pour la campagne 1935-1936 était dépassé de 369.000 hectolitres. Par contre, une réduction des offres ne se répercuterait pas sensiblement sur la situation du Services des Alcools, à cause de la faculté de report illimité des contingents non utilisés.

Enfin, la distillation obligatoire va précipiter à la carburation des quantités d'alcools essentiellement variables, mais qui peuvent être considérables. Pour la campagne 1935-36,

100.000 hectolitres devront être ainsi éliminés. Au total, pour cette période, les moteurs d'automobiles devront brûler plus de 4 millions d'hectolitres d'alcool, (en 1934-1935 ils ont brûlé 3.703.049 hectolitres d'alcool).

Dans ces conditions, il a été nécessaire d'apporter des retouches parfois importantes à l'édifice administratif de l'alcool carburant.

Un décret du 28 septembre 1935 pris conformément à l'article 6, C. C. I., relève le pourcentage d'alcool que les importateurs doivent acquérir. Il est fixé pour la période s'étendant du 1^{er} octobre 1935 au 30 septembre 1936, à 15 p. 100 des quantités d'essence et produits similaires déclarés pour la consommation. Ce pourcentage est donc basé sur une importation supérieure à 26 millions d'hectolitres.

Un décret-loi du 8 août 1935 réglemente le commerce des combustibles liquides. Il interdit sous les peines de la loi du 1^{er} août 1905, modifiée par la loi du 12 juillet 1929, l'emploi du qualificatif « *sans alcool* » ou d'un qualificatif similaire dans la dénomination de vente des essences. On se rappelle qu'en dehors du carburant « *poids lourd* » (contenant 25 p. 100 d'alcool), l'obligation d'incorporer au moins 9,90 p. 100 et au plus 13,04 p. 100 d'alcool à l'essence tourisme a été édictée dès 1933. Un décret du 14 novembre 1935, avec arrêté d'application du même jour, a strictement réglementé la composition des mélanges carburants et la dénomination sous laquelle ils peuvent être mis en vente. Théoriquement, tout moteur d'automobile brûle, en même temps que de l'essence une certaine quantité d'alcool.

Les exonérations de droit intérieur, prévues par les

articles 460 et 467 C. C. I., et dont nous avons expliqué le mécanisme, sont supprimées par l'article 44, alinéa premier, du décret-loi du 30 juillet 1935. En prenant le chiffre de 4 millions pour la quantité d'alcool écoulée à la carburation, la moins-value ainsi épargnée au budget est supérieure à 120 millions de francs.

Subsistent déoormais, comme moins-values imposées au budget général, pour tout hectolitre d'alcool brûlé par les moteurs d'automobiles :

Le droit de douane de 48 fr. 80, en lui attachant le sens d'une taxe sur les combustibles liquides ;

Le droit intérieur de 32 francs, qui n'est pas perçu sur l'alcool.

La différence entre la taxe unique de 8 p. 100 et la taxe de 4,80 p. 100 acquittée par l'alcool (taxe unique : 2,40 ; complément de taxe afférent à la taxe sur les combustibles liquides : 2,40).

Il faut y ajouter l'exonération de 25 francs par hectolitre pour les mélanges « *poids lourds* » (art. 469, C. C. I.). Le calcul montre que pour écouler 4 millions d'hectolitres d'alcool dans des mélanges qui en contiendraient respectivement 13 et 25 p. 100, il faut fabriquer et vendre plus de 4 millions d'hectolitres du second mélange.

Ainsi l'ensemble des faveurs fiscales accordées pour l'écoulement de 4 millions d'hectolitres d'alcool à la carburation aurait formé, malgré les suppressions du décret du 30 juillet, un total de plus de 420 millions de francs.

Ce chiffre est atténué par l'article 50 du décret-loi du 30 juillet prévoyant que le compte spécial destiné à résorber les excédents des récoltes viticoles sera débité « ... du remboursement, au budget général de la perte de recettes entraî-

née par l'apport supplémentaire d'alcools à la carburation. »

Il faut remarquer :

que ce texte ne prévoit pas le remboursement au compte général de la surtaxe de péréquation non perçue sur la quantité d'essence remplacée par l'alcool provenant du compte spécial. Les bénéfices du compte général devant surtout servir à atténuer le déficit du compte spécial, cette opération eut été en effet assez illogique.

qu'il ne précise pas l'origine de « *la perte de recettes* » à rembourser. Le versement du montant des droits de douane ne semble pas pouvoir être exigé. Leur caractère de taxe, que nous jugeons pourtant certain, n'est pas évident. Si on ne l'admet pas, on ne saurait dire que l'alcool carburant fasse éprouver une moins-value au Budget du fait de leur non perception, car toute production nationale deviendrait alors une source de moins values budgétaires. La taxe de 8 p. 100 suit le sort de ces droits, avec lesquels elle est perçue.

Reste donc à rembourser au budget général le montant du droit intérieur, soit 32 francs par hectolitre sur toute la quantité d'alcool cédé à la carburation par le compte spécial.

Le décret du 28 septembre 1935 abaisse sensiblement les prix de cession et les fixe de la façon suivante pour la période 1^{er} octobre 1935-30 septembre 1936 :

alcools destinés à la préparation de tous carburants autres que le carburant poids lourd, titrant au minimum 99°4 à 15 degrés C. : 126 fr. 50.

alcools titrant au minimum 99°4 à 15 degrés C. destinés à la préparation du carburant poids lourd : 99 francs — Ce dernier prix est abaissé à 90 francs l'hectolitre pour l'alcool titrant au minimum 94 degrés à 15 degrés C.

Ces prix s'entendent à l'hectolitre d'alcool compté à 100 degrés G. L. à la température de 15 degrés C., dénaturé en wagons réservoirs rendus franco gare destinataire ou, pour les quantités inférieures à 120 hectolitres, en fûts départ la Plaine-Saint-Denis.

Ces prix pourront être modifiés par des arrêtés du ministre des Finances et du ministre du Commerce et de l'Industrie pour tenir compte des modifications survenues dans les conditions d'achat et de vente des hydrocarbures d'importation.

L'organisation matérielle de l'envoi à la carburation reste telle que l'ont fixée les décrets du 15 juin 1898 (art. 1 et 2), 30 mai 1923 (art. 7), 31 juillet 1934 (art. 14) et l'arrêté du 14 septembre 1923. L'alcool doit être déshydraté et préalablement dénaturé par l'addition à 100 litres d'alcool pur de : a) 1 l. 3 d'un mélange composé de 1 litre de benzol à 90 degrés et de 0 l. 3 de benzine-régie dans lequel sont dissous 6 grammes d'anthracène brut 30-40 p. 100; b) 0 gr. 200 de bore sous forme d'éther éthylborique. C'est le procédé B. A. B. (benzol anthracène benzine). Les alcools ainsi dénaturés sont dits alcools B. A. B. Ils voyagent sous le lien d'acquets à caution et leur emploi est surveillé par le Service des Contributions indirectes.

SECTION II

MISE EN APPLICATION DU NOUVEAU RÉGIME. — MESURES TRANSITOIRES. RÉGIME DES ALCOOLS RÉTROCÉDÉS.

L'entrée en vigueur du nouveau régime, le 1^{er} octobre 1935, souleva quelques problèmes, notamment en ce qui concernait l'existence de stocks d'alcools naturels neutres réservés à l'État d'après la nouvelle législation.

Un décret-loi du 28 septembre 1935, complétant l'article 47 du décret-loi du 30 juillet a, dans son article 2, réglé le sort de ceux qui étaient en possession des distillateurs de profession ou des coopératives agricoles de distillation au 30 septembre 1935. La campagne de distillation s'étant dans la réalité ouverte avant cette date, il était nécessaire de distinguer suivant l'année de récolte des fruits ou matières mises en œuvre.

Le Service des alcools leur a donc Acheté leurs produits désormais réservés :

aux conditions fixées pour la campagne 1935-1936 pour les alcools obtenus par la distillation de matières premières de la récolte 1935.

au prix moyen des alcools à Paris majoré de 50 francs, pour les alcools obtenus par la distillation de matières premières de la récolte 1934 ou des récoltes antérieures, c'est-à-dire à $395 + 50 = 445$ francs.

Quant aux autres détenteurs d'alcools, l'article 47 du décret-loi du 30 juillet (al. 2 et 3) décide que « *Dans les trois jours qui suivront le 1^{er} octobre 1935, tous les détenteurs en quantité supérieure à 150 litres d'alcool pur de produits à base d'alcool de caractère industriel ou de boissons ayant perdu à la suite de transformations le droit à dénomination générique d'eau-de-vie, ou d'alcool en nature dont la production est désormais réservée à l'État, devront faire à la recette buraliste des Contributions Indirectes ou des Contributions Diverses, la déclaration des stocks en leur possession. Dans tous les cas où les alcools dont il s'agit n'auront pas été acquis du service des alcools, les déclarants seront tenus de verser au profit du service, sur la totalité des alcools en nature et sur la portion des quantités transformées constituant un excédent sur leur stock normal des*

neuf mois précédents, une redevance représentant le montant de la différence entre le prix de la cession prévu pour l'usage auquel l'alcool est destiné ou a été employé, et le cours moyen des alcools pratiqué à la Bourse de commerce de Paris, pendant les quatre derniers mois écoulés jusqu'au 1^{er} juillet majoré de 50 francs. Les détenteurs d'alcool rétrocédé par l'État auront également à verser, s'il y a lieu, une redevance égale à la différence entre le nouveau et l'ancien prix de cession, majoré de 30 francs ».

Le cours moyen des alcools auquel se réfère le texte est de 395 francs. La redevance a donc été fixée à $900 - 445 = 455$ francs. Elle exprime la différence entre le prix des alcools sur l'ancien marché libre et le nouveau prix de rétrocession, et prévient ainsi une facile manœuvre d'accaparement. Les stocks d'alcool non transformés sont frappés dans leur intégralité. Les produits transformés, au contraire, se prêtent moins au stockage et n'ont été frappés que pour les quantités excédant le stock moyen.

Ces dispositions, qui s'appliquaient à tout détenteur d'alcool, ont soulevé en pratique de graves difficultés, dont les principales ont porté sur la connaissance des stocks de produits fabriqués du 1^{er} janvier au 30 septembre 1935 par nature de produits (dans les portatifs, à quelques exceptions près, tous les produits étaient suivis au même compte, et les débitants ne sont pas exercés), — et sur la nature réelle des spiritueux non transformés, en stock au 30 septembre et titrant moins de 70 degrés (suivant qu'ils avaient ou non droit au titre d'eau-de-vie, — détail difficile à connaître — ils devaient être surtaxés ou au contraire restaient au marché libre). La lettre autographiée n° 2022, du 1^{er} octobre 1935, a résolu ces questions dans un esprit libéral.

Le texte règle également le cas des détenteurs d'alcools

rétrocédés, dans l'hypothèse où les prix de cession seraient plus élevés sous le nouveau régime. Cette disposition n'a trouvé emploi que dans le cas des alcools rétrocedés avant le 1^{er} octobre 1935 pour les vinages et les mutages, et non encore employés. Leurs détenteurs ont eu à acquitter une redevance de $900 - (800 + 30) = 70$ francs par hectolitre d'alcool pur. C'est également à ce taux qu'ont été frappés les vins de liqueur et apéritifs à base de vin (produits de vinages) en stock au 30 septembre, au delà du stock moyen.

Le régime des alcools de rétrocession avait fait l'objet de la circulaire n° 663 du 30 septembre 1935. Un décret du 28 novembre 1935 a fixé les conditions de la tenue des comptes chez les entrepositaires ou fabricants et du paiement de la redevance au cas d'utilisation d'alcools libres. La circulation n° 663 ayant soulevé des protestations par les complications qu'elle introduisait dans la tenue des comptes, elle a été remplacée par la circulaire n° 674 du 11 décembre 1935, conçue dans un esprit plus libéral.

Nous ne donnerons que les grandes lignes de cette réglementation.

Les ventes d'alcool sont faites soit par le Service des Alcools, soit par des négociants agréés en qualité d'intermédiaires qui constituent des stocks en valeur acquittée aux différents prix pratiqués suivant la nature des industries qu'ils désirent alimenter.

Les utilisateurs employant des alcools non acquis de l'État doivent faire une déclaration générale. Des déclarations de fabrication, très détaillées, doivent être faites pour chaque mise en œuvre à la recette buraliste. Elles peuvent être remplacées par des mentions sur un registre, si l'industriel

en a obtenu l'autorisation. Le paiement de la redevance a lieu d'une façon anticipée ou postérieurement aux opérations. Le premier mode est applicable aux débitants et aux entrepositaires (qui y gagnent la dispense de déclaration de fabrication et une grande simplification dans la tenue des comptes). Les entrepositaires seuls peuvent bénéficier du paiement après emploi. Un crédit d'un mois est consenti à ceux qui détiennent un registre de déclarations.

La circulaire 674 a simplifié la tenue des comptes et étendu la possibilité d'un compte unique. L'inscription « *alcools de rétrocession* » reste exigée seulement sur les acquis-à-caution, lorsque ceux-ci accompagnent la circulation d'alcools acquis de l'État, en nature ou à l'état de produits non achevés.

Pour l'exportation, la redevance sur les alcools libres entrant dans les produits exportés sera remboursée par voie de précompte.

Les achats d'alcools réservés ne sont faits sur l'état de quinzaine fournis par les chefs locaux du service que pour les distilleries d'alcools d'industrie (règlement A et A *bis*), ou les distilleries d'alcools naturels d'importance exceptionnelle. Les autres distillateurs gardent en compte les alcools réservés à l'État. Il en résulte que les utilisateurs d'alcools naturels rectifiés gardent la facilité de s'approvisionner aux fournisseurs de leur choix. Le fabricant de liqueur ou d'apéritif paye uniformément au distillateur le prix de cession soit 900 francs; le distillateur règle ensuite l'État. Ainsi dans ces transactions, la loi de l'offre et de la demande joue en partie, mais « *la majoration que sont autorisés à faire subir les distillateurs et autres intermédiaires aux prix de cession pour toutes les livraisons effectuées directement aux*

industries privilégiées, ne doit pas excéder 2 p. 100 non compris les frais de logement, manutention et camionnage, la taxe sur le chiffre d'affaires et les frais de double rectification lorsqu'il y est procédé sur la demande du cessionnaire. Les alcools livrés dans le département de la Seine et dans les dépôts constitués par le Service des Alcools subissent, en outre, une majoration variable avec la situation de chaque distillerie ou entrepôt, dans la limite de 20 francs par hectolitre d'alcool pur. » (Arrêté du 28 septembre 1935.)

CHAPITRE III

Organisation du Service des Alcools. — Aperçu financier.

I. — ORGANISATION DU SERVICE DES ALCOOLS

Le projet d'Office de l'acool contenu dans le cinquième rapport TOURNAN avait été l'occasion d'une controverse serrée. Les partisans de l'orthodoxie budgétaire, par la voix de M. Abel GARDEY, admettaient seulement que l'Office possédât un budget annexe rattaché au budget général, le Ministre du Budget gardant en cette circonstance toute son autorité. La Commission d'Agriculture du Sénat voulait au contraire que l'Office fût érigé en établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière absolue (rapport de M. Marcel DONON). Une pleine liberté d'action lui paraissait indispensable pour que l'office pût agir comme un industriel avisé et un commerçant prudent. D'ailleurs, la fixation de prix « *par campagne* », tant aux dépenses qu'aux recettes (sauf en ce qui concerne la surtaxe sur les essences), rendait très délicat l'établissement d'un budget annexe et permettait difficilement de dégager les résultats de l'Office.

A cette époque, l'idée de l'autonomie des services industriels et commerciaux de l'État connaissait une grande faveur. Mais les défauts constatés dans le fonctionnement des offices existant déterminèrent dans la loi de Finances du 28 février 1933 l'insertion de l'article 78 décidant la

création d'une commission chargée de la réforme générale des Offices, dont les conclusions motivèrent la suppression de certains établissements et servirent de base à une réforme du fonctionnement des offices subsistant. L'article 12 de la loi du 23 décembre 1933 décide que, sur proposition de la Commission, le Ministre des Finances, et, s'il y a lieu, le Ministre intéressé pourront prononcer par simple décret les suppressions ou transformations d'établissements jugées nécessaires.

C'est en vertu de ce dernier texte, et non, comme beaucoup de décrets relatifs au nouveau régime de l'alcool, en vertu de la loi du 8 juin 1935, qu'a été pris le décret du 29 septembre 1935, réorganisant le Service des Alcools sous la forme d'une « *régie commerciale* » chargée pour le compte de l'État d'effectuer des opérations d'achat et de vente de l'alcool. Elle prend la dénomination de Service des Alcools (article premier).

Le décret du 18 décembre 1935, fixant dans ses détails l'organisation administrative et financière du Service des Alcools, s'inspire des conclusions de la Commission des Offices et se conforme aux règles tracées par le décret du 15 décembre 1934 et la loi du 24 décembre 1934, article 27, sur la comptabilité des établissements industriels et commerciaux de l'État.

Le Service des Alcools est doté de la personnalité financière et placé sous l'autorité du Ministre des Finances. Mais en cas de mobilisation, il est rattaché au Ministère de la Guerre (art. 6).

L'administration du Service est confiée à un directeur nommé par décret (M. MOREL, chef de l'ancien Service des Alcools, a été appelé à ce poste par le décret du

5 novembre 1935). Ses attributions ont été fixées par l'article 7 du décret du 18 décembre. Il représente en toute circonstance le Service des Alcools et agit pour lui. Il établit les ordres de recettes, liquide et ordonne les dépenses. Il peut transiger, sur avis conforme du Comité dont il va être question, lorsque les sommes en litige ne dépassent pas 50.000 francs, le Ministre des Finances restant compétent pour les affaires plus importantes.

Auprès de lui se trouve un Comité qui l'assiste dans sa gestion et qui comprend :

le directeur général des Contributions indirectes ;

le directeur du contrôle des Administrations financières et des dépenses engagées, représentant le Ministre des Finances.

le directeur des Poudres, représentant le Ministre de la Guerre ;

le directeur du Budget et du Contrôle financier.

L'article 6 du décret du 18 décembre décide que ce Comité, qui se réunit au moins une fois par mois, doit obligatoirement donner son approbation « *d'une manière générale sur toutes les affaires ressortissant à la compétence du ministre* ». Il énumère notamment : l'état de prévision, les comptes et bilans du Service, les projets de décret et d'arrêtés fixant les prix d'achat et de vente des alcools, les projets portant modification du régime de l'alcool ou de l'organisation du Service.

Un contrôleur financier nommé par décret est chargé de suivre toutes les opérations relatives à la gestion financière du Service. Il a donc un rôle analogue à celui d'un Contrôleur des dépenses engagées dans un Ministère. « *Un arrêté du ministre des Finances précisera, en tant que de besoin, les attributions du Contrôleur financier* » (art. 16, D. 18 décembre 1935). Il faut remarquer que

l'autorité du Comité de Contrôle financier du Ministère des Finances s'étend sur tous les établissements autonomes dépendant de ce département (D. 30 octobre 1933, art. 15, al. 2).

Un Conseil Supérieur des Alcools comprenant 37 membres (le décret du 4 décembre 1935 ayant porté de 7 à 8 le nombre des représentants des utilisateurs d'alcools) peut être appelé à donner son avis sur les questions relatives aux alcools. Il est obligatoirement consulté sur toutes les modifications concernant le régime économique de l'alcool. Il peut prendre l'initiative d'adresser au Ministre des propositions ou des vœux d'ordre général. Sa composition est fixée par l'article 4 du décret du 29 septembre : il comprend :

deux sénateurs ;

trois députés ;

le directeur général des Contributions indirectes, le directeur du Contrôle des administrations financières et des dépenses engagées ; le directeur du Budget et du Contrôle financier ;

un représentant du Ministre du Commerce ;

deux représentants du Ministre de l'Agriculture ;

deux représentants du Ministre de la Guerre ;

huit représentants des agriculteurs ;

huit représentants des distillateurs ou bouilleurs de profession et des coopératives de distillation ;

huit représentants des utilisateurs d'alcool.

Les représentants de ces trois dernières catégories seront désignés par le Ministre des Finances.

Le directeur du Service des Alcools a entrée au Conseil Supérieur avec voix délibérative.

Le Contrôleur financier assiste aux séances du Conseil Supérieur.

Le Ministre des Finances désigne le président du Conseil Supérieur et les deux vice-présidents.

Un décret du 4 décembre 1935 a nommé les membres non fonctionnaires du Conseil. Il a désigné comme Président M. Édouard BARTHE, député de l'Hérault, chef incontesté de la viticulture méridionale. M. Marcel DONON, sénateur du Loiret, a été désigné comme vice-président.

En examinant la composition du Conseil, on voit que les intérêts de la production disposent de 24 voix sur 37, 16 représentants des agriculteurs, distillateurs ou bouilleurs et coopératives de distillation, et 5 parlementaires, qui seront toujours choisis parmi les représentants des régions productrices¹ comme étant les plus intéressés, et d'ailleurs les plus compétents, dans les questions se rapportant à l'alcool. On peut, dès lors, se demander si cette majorité n'aura pas tendance à faire prévaloir ses solutions contre celles des minorités composées des membres fonctionnaires et des représentants des utilisateurs d'alcool. Mais il ne faut pas perdre de vue que le Conseil n'est qu'un organe consultatif.

Enfin, le décret du 18 décembre 1935 dans son article 8 fixe les attributions du chef de la Comptabilité générale agent comptable.

Les opérations du Service des Alcools sont comptabilisées suivant les lois et usages du commerce. Un état de prévisions des recettes et des dépenses est établi par campagne de production par le directeur du Service. Il est divisé en compte d'exploitation et compte de premier établissement. Accepté par le Comité, examiné par le Contrôleur financier, il est soumis à l'approbation du Ministre des Finances au

1. Les autres membres parlementaires nommés par le décret du 4 décembre sont : M. TOURNAN, sénateur du Gers ; M. THELLIER, député du Nord ; M. CAUTRU, député du Calvados.

plus tard deux mois avant l'ouverture de la campagne (1^{er} octobre). L'état de prévision de la précédente campagne reste en vigueur (en ce qui concerne seulement le compte d'exploitation), si l'approbation du ministre n'est pas intervenue lors de l'ouverture de la campagne. L'état de prévision peut comporter un crédit pour dépenses imprévues. L'exercice est clos à l'expiration d'une période de douze mois, des comptes d'ordre débiteurs ou créditeurs étant ouverts pour constater, en clôture d'exercice, les opérations de recettes et de dépenses afférentes à chaque gestion. Des dispositions, dans les articles 9 et suivants du décret du 18 décembre, fixent les règles à suivre pour les travaux et fournitures, les contrats, les paiements, les avances, les modes de règlement qui peuvent être effectués suivant les méthodes commerciales (virements en banque, chèques, traites, mandats-cartes et chèques postaux). L'article 15 précise que les fonds disponibles du Service des Alcools sont déposés au Trésor qui éventuellement lui fera les avances nécessaires à son fonctionnement. Les avances et les dépôts ne sont pas productifs d'intérêts.

Les articles 17, 18 et 19 fixent le détail des écritures de fin d'exercice qui devront être établies suivant les méthodes de la comptabilité commerciale¹.

Enfin le décret reproduit quant à l'approbation des comptes les règles tracées par le décret du 15 décembre 1934 : — présentation à la Cour des Comptes du compte de gestion de l'agent comptable appuyé de toutes les pièces justificatives, et des rapports annuels du directeur et du contrôleur

1. Les opérations que les receveurs principaux des douanes et des contributions indirectes peuvent avoir à faire pour le compte du Service (perception de redevances, surtaxes, majorations) sont réglées par L. C. 4405, L/C 3937 du 14 février 1936. (Direction de la Comptabilité publique et du Contrôle financier.)

financier, — fixation du bilan et affectation des bénéfices par arrêté du Ministre des Finances devant intervenir dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice. Dans le même délai, communication au Parlement, par le Ministre des Finances, du rapport du directeur, du bilan, du compte de Profits et Pertes, de la déclaration de conformité de la Cour des Comptes et, s'il y a lieu, de l'état de répartition des bénéfices.

Cette répartition est réglée par l'article 45 du décret du 30 juillet 1935. « *Les bénéfices réalisés par le Service des Alcools sont affectés à concurrence de 125 millions au Compte spécial prévu à l'article 50 ci-après. Le surplus est attribué pour moitié au budget général et pour moitié au fonds de réserve du Service des Alcools* » (c'est sur le compte de l'article 50 que doivent s'effectuer la résorption des excédents viticoles et les arrachages de vignes). Cette affectation d'une partie importante des bénéfices futurs de la régie des alcools fait craindre que les prix de vente des alcools de rétrocession soient fixés à un prix assez élevé pour procurer à la Caisse générale du Service un bénéfice voisin de 125 millions qui serait immédiatement absorbé par le Compte spécial. Les consommateurs d'alcool devront donc s'unir aux consommateurs de vin et de cidre pour faire les frais de l'assainissement du marché des vins.

Les réserves que pourrait constituer le Compte spécial sont grevées à l'avance d'une affectation particulière. L'article 4 du décret du 30 octobre 1935¹ dispose que « *les comptes spéciaux ouverts en vue de l'assainissement du marché des vins par la loi du 19 avril 1930 et par la loi du 24 décembre 1934 sont fusionnés. Le déficit présenté à la clôture de ses opérations, par le nouveau compte, sera couvert par prélè-*

1. J. O., p. 11.452.

vement sur les réserves du compte spécial prévu par l'article 50 du décret du 30 juillet 1935. »

Le Compte spécial continuera donc à percevoir le produit de la surtaxe qui lui est affecté et les subventions à prendre sur les bénéfices du compte général jusqu'à ce que son propre déficit et celui des comptes de 1930 et 1934 aient été soldés. Il devra au surplus constituer une réserve de 300 millions (D. 30 juillet, art. 51).

Le solde déficitaire du compte ouvert par la loi de 1930 était au 30 septembre 1935 de 83.156.000 francs se décomposant ainsi :

Solde déficitaire en deniers	108.007.000 francs.
A déduire : stock restant acheté en vertu de cette loi : 221.493 hectolitres évalués à raison de 112 fr. 20, prix moyen des cessions à la carburantion pour la campagne 1935-1936.	24.851.000 —

Privé de sa ressource principale, l'augmentation des droits de circulation, on pouvait craindre que le compte de la loi du 24 décembre 1934 restât indéfiniment débiteur. Il présentait au 30 septembre 1935 un solde débiteur de 302.952.000 francs, le décret du 30 juillet lui ayant réuni les opérations faites suivant le décret du 25 juin 1935 (achat de 311.311 hectolitres d'alcools de vin).

Le déficit total des comptes du 19 avril 1930 et du 24 décembre 1934 s'élève donc à 386.108.000 francs.

II. — ÉQUILIBRE FINANCIER DU COMPTE GÉNÉRAL

Il ne serait ni facile ni utile d'établir un état détaillé des prévisions du Service des Alcools pour la campagne 1935-36. Cependant certains commentateurs ayant contesté que le projet fût financièrement viable, nous tenterons de donner

un aperçu de ce que pourraient être les résultats du Service pour sa première campagne.

Quant à la façon dont cet aperçu a été élaboré nous ferons remarquer que :

1° Il suppose que les contingents auront été entièrement couverts, ce qui cette année au moins paraît certain.

2° Il ne tient pas compte des dépassements éventuels des contingents. Un dépassement est déjà certain pour les alcools de betterave, mais ne doit influencer que faiblement sur les comptes du Service, ce surplus étant payé sur la base de son prix de cession à la carburation.

3° Les frais du Service (transports, locations, personnel, frais généraux) sont calculés à raison de 7 fr. 50 par hectolitre sur la base des résultats obtenus pendant la campagne 1934-1935, de même pour les frais de déshydratation, transports, redevance de statistique et achat de dénaturant pour les alcools livrés à la carburation, évalués à 26 fr. 50 par hectolitre.

4° Le produit des surtaxes d'importation est évalué à 330 millions pour tenir compte de la baisse qu'entraîne dans le produit de la surtaxe de péréquation un emploi de plus en plus massif d'alcool carburant. Ces surtaxes ont rapporté au Service des Alcools :

369.174.083 fr. 47 pendant la campagne 1933-1934.

335.449.215 fr. 25 — — 1934-1935.

5° Nous supposons l'égalité réalisée parfaitement entre les cessions et les acquisitions et nous ne tenons pas compte du produit certainement élevé de la redevance payée par les alcools naturels neutres, en stock lors du changement de régime.

6° Le prix d'achat des alcools de betteraves est calculé sur un prix moyen du sucre de 169 francs.

Le chiffre de 112 fr. 20 a été donné par le Service des Alcools comme prix moyen des cessions à la carburation pour la campagne 1935-1936.

**Prévisions sommaires pour le compte général
du service des alcools. — Campagne 1935-1936.**

ACHATS ET DÉPENSES

Achats d'alcools.

	Hectolitres.	Francs.	Francs.
Betteraves	2.305.000 à	215,00 =	495.747.000
Mélasses	600.000 à	151,40 =	90.840.000
Synthèse et grains . .	28.000 à	133,38 =	3.734.640
Vins	325.000 à	567,75 =	184.518.750
Mars	300.000 à	356,22 =	106.866.000
Cidres et poirés. . . .	25.000 à	567,75 =	14.193.750
Pommes et poires. . .	300.000 à	489,80 =	146.940.000
TOTAL DES ACHATS. . .	3.883.800		1.042.840.140

Frais de service sur l'ensemble des cessions à 7 fr. 50
par hectolitre sur 3.845.800 hectolitres 29.128.500

Frais spéciaux pour l'envoi à la carburation de
2.310.000 hectolitres à 26 fr. 50 par hectolitre . . . 61.215.000

TOTAL DES DÉPENSES. 1.135.513.920

RECETTES

Ventes d'alcools.

	Hectolitres.	Francs.	Francs.
Apéritifs, liqueurs, etc.	330.000 à	900,00 =	297.000.000
Vinages et mutages . .	150.000 à	900,00 =	135.000.000
Vinaigrerie	50.000 à	525,00 =	26.250.000
Pharmacie, parfums. .	110.000 à	500,00 =	55.000.000
Exportation	40.000 à	220,00 =	8.800.000
Produits chimiques . .	180.000 à	210,00 =	37.800.000
Dénaturation.	675.000 à	200,00 =	135.000.000
Carburation	2.310.000 à	112,20 =	259.182.000
TOTAL DES VENTES . .	3.845.000		954.032.000

(freinte 1 p. 100).

Recettes fiscales (surtaxe de péréquation sur les
essences, surtaxe sur les importations de vins de
liqueur étrangers : art. 8, C. C. I.) 330.000.000

TOTAL DES RECETTES 1.284.032.000

TOTAL DES DÉPENSES 1.135.513.920

SOLDE CRÉDITEUR. 148.518.000

Le compte général semble donc financièrement en équilibre et la subvention de 125 millions au compte spécial paraît assurée. Nous rappelons qu'au moment de la mise en vigueur du nouveau régime, le 1^{er} octobre 1935, le solde créditeur en deniers du compte général s'élevait à 234.895.000 francs.

M. PONDEVIE dans une étude publiée à l'agence Prima prévoyait un bénéfice de 85 millions. M. M. ENTRAYGUES dans le *Journal des Contributions Indirectes* (15 et 22 décembre 1935) jugeait aussi le système viable.

Au contraire, M. Joseph DENAIS, député de Paris, dans le *Journal des Finances* du 18 octobre 1935 a soutenu que « dans les conditions les plus optimistes » l'exploitation du monopole se solderait par une perte de plus de 430 millions. Son étude nous paraît au moins incomplète, car :

- 1° Elle ne parle pas des alcools d'industrie;
- 2° Elle ignore l'existence d'un compte spécial pour la distillation obligatoire ;
- 3° Elle n'attribue que 71.898.000 francs au produit de la surtaxe de péréquation qui s'est élevé :

En 1931-1932 à 314 millions.	
1932-1933 à 378	—
1933-1934 à 320	—

III. — LE COMPTE SPÉCIAL POUR LA CAMPAGNE 1935-1936.

Sur des bases analogues, nous essaierons de donner une idée de ce que pourra être le fonctionnement du Compte spécial du moins pendant la campagne 1935-1936, car ses dépenses portent sur l'achat de quantités d'alcool fournies par la distillation obligatoire dont le produit pourra varier

considérablement d'une année à l'autre, et sur les arrachages de vignes.

La distillation obligatoire fournira, pour cette première campagne 1.700.000 hectolitres d'alcool payés à un prix moyen de 355 francs.

Les arrachages devraient porter sur 150.000 hectares (art. 38 du Décret du 30 juillet 1935). L'indemnité maxima est fixée à 7.000 francs par hectare. En tenant compte : d'une part que les vignes arrachées ne sont pas les plus productives; d'autre part que des arrachages obligatoires à demi-indemnité devront intervenir pour arriver au chiffre fixé, on peut s'arrêter au chiffre de 3.000 francs pour indemnité moyenne par hectare arraché.

En admettant aussi, ce qui n'est pas très sûr, encore que le décret du 30 juillet l'exige, que les arrachages soient terminés pendant la campagne 1935-1936, le compte spécial aurait de ce chef à déboursier, pour cette campagne une somme s'élevant au quart des indemnités accordées (art. 33, al. 4, du décret), soit :

$$\frac{3.000 \times 150\,000}{4} = 112.500.000 \text{ francs.}$$

Quant au remboursement au Budget des moins values que lui procure l'envoi de ces alcools à la carburation, nous ne tiendrons compte que du droit intérieur sur les essences (32 francs par hectolitre), ainsi que l'avait voulu l'article 4 de la loi du 24 décembre 1934, bien que le texte assez obscur du décret du 30 juillet 1935 permette une interprétation beaucoup plus large.

ACHATS ET DÉPENSES

	Francs.
1.700.000 hectolitres d'alcool à 355 francs . .	603.500.000
Remboursement au Budget d'une moins value de 32 francs par hectolitre sur 1.683.000 hec- tolitres	53.856.000
Frais de service, transport, déshydratation, taxe de statistique, etc..., à 7 fr. 50 + 26 fr. 50 = 34 francs.	57.800.000
Arrachages	112.500.000
Traitements des fonctionnaires des Contribu- tions indirectes	Mémoire.
TOTAL DES DÉPENSES.	827.656.000

RECETTES

	Francs.
Vente de 1.683.000 hectolitres à 112 fr. 20. .	188.832.600
(freinte 1 p. 100).	
Produit de la surtaxe de 6 francs sur les vins (consommation de 1935 : 50.260.000 hecto- litres).	301.560.000
Produit de la surtaxe de 3 francs sur le cidre (moyenne de consommation 1933 et 1934 : 4.768.000 hectolitres).	14.304.000
Subvention de la Caisse générale	125.000.000
TOTAL DES RECETTES.	629.696 000
SOLDE DÉBITEUR	197.959.400

Les comptes débiteurs des lois du 19 avril 1930 et du 24 décembre 1934 doivent voir leur déficit de 386.108.000 soldé sur les bénéfices du compte spécial qui devra au sur- plus constituer une réserve de 300 millions.

Dès maintenant, il faut craindre que le déficit des divers comptes de la viticulture dépasse 500 millions de francs au 1^{er} octobre prochain (583 millions en adoptant les chiffres ci-dessus).

On voit donc que la surtaxe sur les vins et les cidres, malgré son rapport élevé, devra être maintenue bien long-

temps encore. Au contraire, on aboutira si la crise viticole trop mollement combattue se prolonge, à l'accumulation de déficits dont les chiffres qui viennent d'être cités donnent l'ordre de grandeur. Il faut craindre aussi que malgré l'article 45 du décret du 30 juillet tous les bénéfices du compte général soient affectés à la couverture du déficit du compte spécial. Les producteurs ont déjà vivement critiqué la disposition qui fait aller au Budget général une partie des bénéfices de la Caisse générale.

TROISIÈME PARTIE

ALCOOLS LIBRES

CHAPITRE PREMIER

Rhums et tafias. — Spiritueux étrangers importés
sur autorisations. — Eaux-de-vie.

Demeurent libres dans le nouveau régime, les cognacs et armagnacs et les eaux-de-vie non rectifiées titrant moins de 70 degrés, provenant de la distillation non suivie de rectification des vins, cidres, poirés, marcs non séchés, lies fraîches, hydromels et fruit frais. Mais le régime de l'importation des alcools étrangers ou coloniaux consommables en nature subsiste sur les principes posés par le chapitre II du titre premier du Code des Contributions Indirectes. Avant d'aborder l'étude du marché libre des eaux-de-vie et la question connexe des modifications apportées au régime des bouilleurs de cru, un rapide aperçu du régime actuel de ces spiritueux ne sera pas inutile.

Notons d'abord que le terme d' « *origine coloniale* » ne s'applique pas aux alcools d'importation algérienne. L'Algérie est en union douanière avec la Métropole et le régime institué par le décret du 30 juillet lui est entièrement appliqué (art. 47).

La même situation est faite aux 12.000 hectolitres d'alcool que la Tunisie est autorisée à exporter annuellement en

France par l'article 297 du Code des Douanes (disposition maintenue par le décret-loi du 2 août 1935), en vertu de l'assimilation prononcée par l'article 298, alinéa 1, dudit Code.

La catégorie des alcools coloniaux comprend les rhums et les tafias. Sous ces termes, on englobe les produits provenant de la distillation du vesou ou jus de cannes et des mélasses ou écumes. Le rhum, au sens étroit, ne provient que de la distillation du vesou. En réalité les alcools vendus en France sous ce nom sont, pour la plus grande partie, des tafias obtenus par la distillation des mélasses. Le décret du 19 août 1921 les range dans la catégorie des alcools naturels. Leur importation a été réglementée par les lois des 25 décembre 1923, 27 décembre 1927, 17 juillet 1934, codifiées dans les articles 9 et 10 du Code des Contributions indirectes.

Les rhums doivent titrer moins de 65 degrés et la quantité admise en exemption de la surtaxe frappant les spiritueux étrangers (v. *infra*) est limitée annuellement à 201.650 hectolitres en alcool pur¹. C'est donc un élément important dans l'ensemble de la consommation française et algérienne (1.050.000 hectolitres). Les rhums, restant alcools libres se trouveront très avantagés par rapport aux liqueurs ou spiritueux fabriqués en France avec des alcools rétrocedés par le Service, ou ayant acquitté la redevance compensatrice. Mais à cause du contingentement il n'y a pas là, pour le Service, une concurrence très redoutable, la quantité mise à la con-

1. Quantité diminuée exceptionnellement de 50.000 hectolitres pour le contingent à exporter entre le 1^{er} avril 1935 et le 30 mars 1936 par la Martinique et la Guadeloupe, le décret du 5 octobre 1934 ayant pour ces colonies décalé la date d'ouverture du contingent.

sommutation étant inextensible. Cela ne va pas sans une certaine injustice du fait que la position de faveur que doivent les rhums à leur qualité d'alcools libres ne profitera qu'aux producteurs coloniaux entre lesquels le contingent se trouve réparti, la surproduction continuant à régner dans les colonies sucrières.

Les importations hors contingent ne sont même pas à redouter, à la suite de l'élévation que le décret du 21 septembre 1935 a fait subir à la surtaxe qui les frappe. L'article 10, C. C. I. la fixait à la différence entre les prix d'achat et de cession par l'État des alcools cédés pour la conservation des fruits frais. Le décret du 21 septembre 1935 (v. p. 67) remédie à l'engorgement du marché provoqué par l'importation des rhums hors contingents. Pour éviter le retour d'un tel état de choses, il la fixe au double de la différence entre le prix des achats d'alcools hors contingents et le prix de vente par le Service des Alcools de l'alcool destiné à la fabrication des apéritifs et liqueurs, soit (900 — 88) $\times 2 = 1.624$ francs par hectolitre d'alcool pur. A ce chiffre s'ajoute la taxe de 60 francs dont l'article 2 du décret du 21 septembre 1935 frappe tous les rhums importés, au bénéfice du Service des Alcools.

La catégorie des alcools de provenance étrangère dont l'importation est autorisée soit à titre individuel, soit à titre général comprend principalement des gins¹, des whiskys² et des vins de Porto³. De toute façon, il ne peut s'agir ici que de préparations alcooliques consommables en l'état.

1. 800 hectolitres environ annuellement.

2. 1.300 hectolitres environ annuellement.

3. Contingent annuel de 145.000 hectolitres en volume (accord commercial du 13 mars 1934).

Déjà sous le régime du Code des Contributions Indirectes, ces produits étaient frappés d'une surtaxe compensatrice calculée de façon différente pour les vins de liqueurs (art. 8, al. 2 et 3). L'article 44 du décret du 30 juillet 1935 unifie le montant de cette surtaxe pour tous les produits. Il la fixe à la différence entre le double du prix d'achat des alcools hors contingent et le prix de vente par le Service des Alcools soit $(900 - 88 \times 2) = 724$ francs par hectolitre d'alcool pur contenu dans le produit aussi bien pour les liqueurs que pour les vins de liqueur. Avec cette pénalisation, on peut croire que les produits étrangers n'étendront pas leur clientèle au delà des faibles débouchés que leur assure un certain snobisme.

Ayant acquitté la surtaxe, les spiritueux et vins de liqueur d'importation sont suivis au compte « *alcools de rétrocession* ». Il n'est donc exact de les faire figurer dans la catégorie des alcools libres que parce qu'ils ne sont pas réservés à l'État.

LES EAUX-DE-VIE

Dans cette catégorie se rangent les produits alcooliques non rectifiés consommables en l'état. Nous mettrons à part les eaux-de-vie de grains ou genièvres dont le régime tel que nous l'avons sommairement décrit (voir p. 13) est maintenu.

La nouvelle rédaction de l'alinéa 1 de l'article 1. C. C. I., maintient sous le régime de la liberté un certain nombre de ces produits énumérés d'ailleurs limitativement. Cette tolérance découle des nécessités pratiques.

La production de ces eaux-de-vie est extrêmement difficile à contrôler, car elle ne nécessite pas d'appareils compliqués. Tandis que la production d'alcools neutres ou

rectifiés se fait dans un petit nombre d'usines, dotées d'installations coûteuses, un simple alambic permet d'obtenir de l'eau-de-vie. Le nombre de ces appareils, la multitude et la qualité de leurs propriétaires, souvent bouilleurs de cru, l'intermittence des distillations étaient peu compatibles avec la comptabilité rigoureuse que nécessite l'acquisition des produits par l'État.

Une question de qualité intervenait aussi. Quelque désir qu'on ait eu d'étendre les attributions de l'État, il ne pouvait être question de faire du Service des Alcools un négociant en eaux-de-vie. Cela est évident pour les produits de grande qualité comme les cognacs ou les armagnacs qui demandent des soins particuliers, cela n'est pas moins vrai pour les eaux-de-vie ordinaires dont les bouquets et les crus sont infiniment variés. Comment surtout fixer un prix d'achat par le Service pour des produits aussi divers. Allait-on payer au même prix l'immonde tord-boyaux retiré de matières plus ou moins usées ou avariés, et une « *fine* » ou un « *calvados* » de grand renom ?

Cependant le texte de l'article premier nouveau contient des restrictions qui viennent singulièrement diminuer la portée des concessions faites aux eaux-de-vie.

Demeurent réservés à l'État, puisque non compris dans l'énumération limitative de l'article premier, les alcools produits par la distillation des marcs séchés, lies sèches, fruits secs, même s'ils ne sont pas rectifiés et ne titrent pas 70 degrés.

Sont également réservés à l'État les eaux-de-vie titrant plus de 70 degrés ou ayant subi une rectification. Une exception est faite pour les cognacs et armagnacs (eaux-de-vie à acquit jaune d'or) qui demeurent libres même s'ils titrent plus de 70 degrés, une grande latitude devant être

laissée à la fabrication et à la vente de ces produits de qualité.

Cette limitation semble basée sur ce que la consommation en nature ne porte ordinairement pas sur les produits qui titrent plus de 70 degrés et que, pour arriver à cette richesse alcoolique, il faut mettre en œuvre des procédés qui ne sauraient ressortir à la simple distillation ou à un grossier repassage. Il fallait craindre qu'à cause des avantages laissés aux eaux-de-vie, la séparation des eaux-de-vie et des alcools neutres ne soulevât bien des difficultés : la loi supprime par avance beaucoup de contestations en posant en somme une présomption de rectification pour toute dilution alcoolique d'une richesse supérieure à 70 degrés.

Malgré cette précaution, on peut penser que les fabricants s'efforceront de produire sous la dénomination d'eau-de-vie des alcools de moins de 70 degrés plus ou moins neutres, le critère de la qualité d'eau-de-vie étant très flottant¹. Ces alcools vendus à des particuliers ou à des débitants non soumis à l'exercice pourront servir à fabriquer des liqueurs et apéritifs composés, en fraude de la surtaxe d'emploi prévue par l'article 2, alinéa 2.

Il serait important de connaître quelle est la consommation des eaux-de-vie en nature, en France. Nous nous heurtons ici aux mêmes difficultés que nous avons rencontrées quand nous avons voulu évaluer les quantités d'alcools rectifiés que les fabricants de liqueurs et apéritifs étaient susceptibles d'acheter chaque année au Service des Alcools. Le rapport SIMONNET estimait cette consommation à 125.000 hectolitres (alcool pur) pour les eaux-de-vie de cidre et à 100.000 hectolitres pour les eaux-de-vie de vin.

1. L'article 6 du décret du 19 août 1921 voit dans les eaux-de-vie des produits « *qui n'ont pas perdu leurs caractères spécifiques* ».

Il s'agit de la consommation taxée (allocation en franchise aux bouilleurs de cru déduite).

En réservant la question de la fraude, il paraît certain que cette consommation va se développer au détriment de celle des liqueurs de fabrication. Si l'on suppose que les prix du marché libre se rapprocheront du prix d'achat des contingents d'alcools de vins et de cidres, au moins tant que persisteront les circonstances actuelles, les eaux-de vie auront en leur faveur la différence entre ce prix d'achat et le prix de rétrocession pour la fabrication des liqueurs c'est-à-dire le montant de la redevance. L'écart de prix semble léger (1 fr. 65 pour un litre de liqueur à 50 degrés), il n'est pas à négliger si l'on songe qu'il s'ajoute à tous les frais qui grèvent les spiritueux de fabrication. Il sera exploité habilement par des détaillants ayant tout intérêt à débiter le produit le meilleur marché.

Les eaux-de-vie utilisées pour la préparation des liqueurs sont frappées de la redevance d'emploi, de même que les rhums et tafias employés au même usage. Cependant, sur la proposition de M. PALMADE, la Chambre des Députés a adopté un texte modifiant l'article 2, C. C. I. (Séance du 17 mars 1936). La redevance d'emploi pour les cognacs, armagnacs, rhums, tafias et kirchs, serait égale à la différence entre les cours de ces spiritueux sur le marché libre et le prix de rétrocession par le Service des Alcools. Ces produits, d'un prix déjà élevé, sont employés comme bonificateurs, et des charges trop lourdes pourraient les faire exclure de cette utilisation, pour le plus grand dommage des producteurs.

CHAPITRE II

Le nouveau régime des bouilleurs de cru. — Protestations soulevées par l'ancien régime des bouilleurs de cru. — Le nouveau régime instauré par le décret-loi du 25 juin 1935. — Modifications des décrets-lois des 4 et 30 octobre 1935. — Application du régime forfaitaire. — Les critiques qu'il a soulevées.

L'étude de la production des eaux-de-vie nous amène à parler d'une question qui occupe une place importante dans le régime économique et fiscal de l'alcool.

On sait que par « *privilege des bouilleurs de cru* », il faut entendre le droit des récoltants de distiller en toute liberté les produits de leur récolte et de consommer en franchise des droits l'alcool ainsi produit. Théoriquement, les raisons ne manquent pas de repousser cette extension abusive du droit de propriété. Si l'argument des bouilleurs était admis, on ne voit pas pourquoi le producteur de pommes de terre, l'acheteur de matières premières ne réclameraient pas aussi la libre disposition de leurs denrées et des produits qu'on en peut extraire. Les bouilleurs ont toujours repoussé cette interprétation.

L'article 32, C. C. I., n'accorde la qualité de bouilleur, et les avantages y attachés, qu'aux « *propriétaires, fermiers, métayers ou vigneron qui distillent ou font distiller des vins, cidres et poirées, marcs, lies, cerises, prunes et prunelles provenant de leur récolte et qui ne se livrent pas au commerce des alcools dans le canton du lieu de distillation et les communes limitrophes* ».

La liberté complète longtemps accordée aux bouilleurs au nom du privilège ouvrait la porte à des fraudes de tout genre et favorisait le développement de l'alcoolisme. Mais, électoralement, les bouilleurs de cru qui comprennent la plupart des propriétaires des régions productrices de vin ou de cidre constituent une énorme puissance. Quand l'augmentation des droits sur l'alcool et les progrès effrayants de l'alcoolisme dans certaines régions obligèrent les gouvernements à limiter un privilège insoutenable, la force parlementaire des bouilleurs, unie peut-être à un désir général de favoriser l'agriculture, réduisit à néant les tentatives les plus timides (1872, 1900, 1903). C'est seulement la loi du 30 juin 1916 qui, en contre partie du monopole des alcools d'industrie, supprima le privilège. Encore y parvint-elle par un moyen détourné, en posant le principe de la prohibition sauf dérogation spéciale de distiller à domicile, en atelier public, ou dans une coopérative agricole. Dans le régime qu'elle avait organisé, la loi du 28 février 1923 et un décret-loi du 19 juillet 1934 ouvrirent de graves brèches, et le statut des bouilleurs de cru tel que le prévoit le Décret de codification des Contributions indirectes du 26 décembre 1934 (art. 32 à 51) se présente, dans ses grandes lignes, de la façon suivante.

Les bouilleurs de cru peuvent distiller ou faire distiller, soit à domicile, soit en atelier public, soit par des associations coopératives. Le statut des ateliers publics et des coopératives est fixé par les lois du 22 avril 1905 et du 5 août 1920, et repris aux articles 33 et 34, C. C. I. Dans leurs rapports avec la Régie, les bouilleurs de cru sont soumis à 3 catégories de formalités :

Déclarations. — En vertu du principe général posé par

l'article 29, C. C. I., toute distillation doit être déclarée par le propriétaire lui-même, le possesseur de l'alambic ou le gérant de la coopérative suivant le lieu où elle s'effectue. Les bouilleurs distillant à domicile doivent aussi déclarer les stocks existant en leur possession.

Vérifications. — Elles sont faciles pour les opérations en atelier public ou dans une distillerie coopérative. Leur concentration permet une surveillance au besoin ininterrompue et le déplacement des matières premières ou des produits fabriqués exige la délivrance de titres de mouvement. La vérification s'exerce pour les opérations faites à domicile même dans les locaux d'habitation des bouilleurs distillant plus de 50 litres par campagne.

En dehors des périodes de distillation, la vérification chez les bouilleurs à domicile se borne à un inventaire qui ne peut s'exercer dans les locaux d'habitation, pour constater les produits de la fabrication, et à un recatement à la fin de la campagne, pour les bouilleurs ayant demandé le crédit des droits.

Enfin les bouilleurs de cru sont soumis pour les alambics dont il disposent aux obligations prévues par l'article 16, C. C. I. : déclaration, poinçonnage, scellement dans la période de non activité et possibilité de contrôle par le service. Cette dernière obligation a été adoucie quant aux heures et aux locaux où le service peut opérer ses vérifications. Il ne peut s'y livrer que dans le local où se trouve l'appareil.

En contre partie de ces formalités les bouilleurs de cru obtiennent les avantages suivants :

Allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par bouilleur et par campagne.

Tarif de faveur de 1.350 francs par hectolitre d'alcool pur pour les quantités consommées par eux-mêmes en sus de l'allocation en franchise avec possibilité de se faire ouvrir un compte d'entrepôt ou d'acquitter au comptant les droits sur ce surplus avec une remise de 10 p. 100 sur le produit de la distillation.

Les quantités qu'ils expédient à l'adresse de tiers restent bien entendu passibles des droits à 2.500 francs. Par tolérance de l'Administration, les droits sur les expéditions de faible importance peuvent être acquittés par l'apposition de vignettes spéciales.

Ce régime avait été très adouci quant à la déclaration des stocks et à l'inviolabilité du domicile des bouilleurs ne distillant pas plus de 50 litres par campagne. Le décret portant réforme fiscale du 19 juillet 1934 accorde avec le dépôt de registres au siège des brùleries coopératives ou des ateliers publics, la suppression des périodes de distillation prévues par l'article 40 du décret de codification du 21 décembre 1926¹.

Le même texte avait établi sous le nom de forfait un régime particulier applicable dans les départements ou le Conseil Général en aurait fait la demande. Il visait, par l'application d'un degré forfaitaire aux matières mises en œuvre, à supprimer certaines contestations entre le service et les bouilleurs. L'idée d'un degré forfaitaire, appliqué cette fois aux produits de la distillation et dans le but de rendre le contrôle plus efficace, avait inspiré l'article 44 du même décret, prévoyant l'installation de compteurs sur les alambics

1. Cet adoucissement faisait suite à l'agitation provoquée par un arrêt du Conseil d'Etat du 27 avril 1934, qui avait annulé une circulaire du 20 avril 1932 du Ministre des Finances. En pensant interpréter le vote du Sénat du 31 mars 1932, le ministre avait accordé aux bouilleurs la faculté de distiller à toute époque de l'année. (D. H. 1934, p. 352).

dont le débit faisait redouter la fraude : alambics de professionnels, des bouilleurs distillant à domicile plus de 50 litres d'alcool pur par campagne, et tous alambics à marche continue. Mais l'arrêté d'application n'a jamais été pris et les compteurs n'ont pas été installés.

Ce régime avait soulevé de vives protestations de la part des producteurs. Un contrôle reste toujours un contrôle et les visites du Service, quelque limitées et peu nombreuses qu'elles fussent, choquaient cet amour de l'indépendance si vif en France et en particulier chez les paysans français.

Au reste, en cas de crédit des droits pour les quantités excédant l'allocation en franchise, il y avait une véritable prise en charge des eaux-de-vie, par les bénéficiaires, avec déductions semblables à celles qui sont accordées aux entrepreneurs et taxation des manquants imposables, ce qui parfois touchait assez vivement les bouilleurs dans leurs intérêts pécuniaires.

Les actions exercées contre les bouilleurs en contravention se terminaient nécessairement par de lourdes condamnations à cause du taux élevé atteint par les droits sur l'alcool. Les décrets lois du 4 juillet 1934, en instituant la prime à la délation, avaient accru le mécontentement.

De tous ces éléments résultait une exaspération qui se traduisit par des démissions de municipalités, par des actes de rébellion individuels ou collectifs d'une gravité exceptionnelle, que M. Martial ENTRAIGUES décrivait dans une série de chroniques du Journal des Contributions indirectes (mars-juin 1935). Il convient de noter que cette agitation se manifestait surtout dans les régions productrices de pommes, peut être parce que leurs habitants sont moins familiarisés avec les procédés de la Régie que ceux des pays producteurs de vins. Cela peut expliquer en partie au moins la

répugnance de ces régions à l'égard de l'atelier public. Leurs représentants en ont donné comme raison le fait que les tonneaux contenant le cidre seraient plus volumineux et d'un transport plus malaisé que la vaisselle vinaire ordinaire.

Cette agitation trouva des échos au Parlement où les représentants des bouilleurs multiplièrent leurs interventions pour le retour à la loi de liberté du 27 février 1906.

Dès le 3 juillet 1931, le « *Sénat invitait le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à assurer la liberté du travail des bouilleurs de cru et l'inviolabilité du domicile* ».

Le 31 mars 1932 le Sénat votait par 209 voix contre 76 un contre-projet DAMECOUR affranchissant les récoltants de l'exercice et de toute déclaration préalable.

Le texte sénatorial n'ayant pas été déposé sur le Bureau de la Chambre, M. CAUTRU et plusieurs députés en demandèrent le dépôt par une proposition de résolution et ensuite par une proposition de loi reproduisant le texte sénatorial (juin 1933). De son côté, M. PERREAU-PRADIER, par une proposition de loi (doc. par. Chambre, annexe N° 1236) avait, dès le 12 janvier 1932, demandé le vote de sa disposition principale¹.

Ces propositions vinrent à l'ordre du jour de la Chambre à la deuxième séance du 28 mars 1933. Après une discussion serrée, où MM. EVAÏN et Georges MENIER présentèrent tous les arguments qui s'opposent au retour de la liberté; M. François PIÉTRI, Ministre de la Marine Militaire, Ministre des Finances par intérim, parvint à faire adopter le renvoi à la Commission par 436 voix contre 147.

Malgré la puissance de la représentation des bouilleurs

1. Cf. rapport de M. Léon BARÉTY (Doc. Parl. Chambre 1934, annexe n° 3603).

l'évolution vers la liberté rencontrait donc de sérieuses résistances. Fort de l'article unique de la loi du 8 juin 1935, le gouvernement LAVAL voulut donner « *une marque tangible de sa sollicitude aux populations atteintes par la crise.* ». Mais il se déclarait « *fermement résolu à briser toutes les manœuvres individuelles tendant à gêner le paiement de l'impôt.* (Communiqué donné à l'issue de la séance du Conseil des Ministres.) Un moyen radical de briser l'opposition à l'exercice de la Régie était de supprimer cet exercice lui-même. C'est l'objet du décret-loi du 25 juin 1935 (circulaire d'application n° 654 du 19 juillet 1935 et annexes).

On a pu se demander si la mesure prise entraînait bien dans le cadre tracé par la loi du 8 juin 1935 et si elle pouvait être considéré comme un moyen de lutter contre la spéculation et de défendre le franc. « *La Commission s'étonne que le régime des décrets-lois... reçoive sa première application à rétablir un privilège... qui aura inévitablement pour effet de favoriser les évasions fiscales* ». (Vœu de la Commission interministérielle de la Viticulture du 26 juin 1935.)

La hâte du Gouvernement s'explique très simplement. C'est sur les instances de M. Jules HAYAUX, sénateur de la Haute-Saône, que le décret a été pris dès le 25 juin pour permettre aux représentants des bouilleurs de le présenter au 7^e Congrès des Bouilleurs, tenu le dimanche 30 juin 1935, à Epinal. (*Le Paysan de France*, 14 juillet 1935.)

De toute façon, le Parlement s'est rallié au point de vue du Gouvernement, puisque, comme nous le verrons, il a dans la loi de Finances pour 1936 implicitement ratifié le nouveau régime.

Les bouilleurs de cru obtiennent la liberté complète de leurs opérations dans les départements où sera organisé un

régime de forfait que le décret du 25 juin 1935 définit de la façon suivante :

« Dans les départements où, après avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Agriculture, la demande en sera faite par le Conseil général, les bouilleurs de cru seront dispensés de toute déclaration de fabrication et affranchis de l'exercice, moyennant le paiement pour chaque campagne de distillation, comptée du 1^{er} août au 31 juillet de l'année suivante, d'une somme forfaitaire correspondant pour l'ensemble du département, à la moyenne des quantités d'alcool pur fabriquées par cette catégorie de producteurs, en sus de leur allocation en franchise, et réservées à la consommation familiale, pendant les campagnes 1929-1930 à 1933-1934 incluses » (Art. 1, al. 1).

« Exceptionnellement, en ce qui concerne le reliquat de la campagne 1934-1935 et de la campagne 1935-1936, la délibération pourra prendre effet, soit du 1^{er} juillet 1935, soit du premier jour du mois qui la suivra, mais sous réserve qu'elle interviendra avant le 1^{er} décembre 1935 (modification du décret du 28 août 1935). Le cas échéant, le montant du forfait pour l'ensemble du département, au titre de ladite campagne sera déterminé au prorata du nombre de mois restant à courir jusqu'au 31 juillet 1936.

« Le régime forfaitaire devra rester en vigueur pendant deux campagnes consécutives. Passé ce délai, le Conseil général aura la faculté de demander la continuation du régime ou le retour au régime de la déclaration contrôlée, tel qu'il est défini par les articles 32 à 44 du code des Contributions indirectes. Cette opinion aura effet à compter du 1^{er} août suivant la date de la délibération de l'Assemblée interdépartementale.

« Un décret contresigné par le Ministre des Finances fixera

les conditions dans lesquelles la somme forfaitaire, prévue à l'article premier, sera modifiée à l'expiration des deux campagnes prévues ci-dessus, lorsque le nombre des bouilleurs ou la capacité de production de l'alcool se seront accrus dans le département » (Art. 3).

Ainsi, théoriquement du moins, le Trésor ne perd rien au rétablissement de la liberté¹. Comment cette somme forfaitaire sera-t-elle répartie ?

L'article 2 dispose que : « *La répartition entre les communes du montant du forfait prévu à l'article précédent sera effectuée par le Conseil général. Dans chaque commune, la quote-part de chaque bouilleur de cru sera fixée par la Commission des répartiteurs, composée et délibérant comme il est prévu à l'article 351 du Code général des impôts directs et taxes assimilées. Cette répartition sera établie forfaitairement suivant les règles applicables à la perception à l'effectif.*

Les réclamations seront présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes. Toutefois, elles seront portées directement devant le Conseil de préfecture » (Article 2, al. 1. et 2).

Nous nous trouvons donc devant un impôt direct de répartition.

Mais le système de répartition tracé par le Décret du 25 juin a été modifié ultérieurement. La fixation des quotes-parts individuelles devait se faire suivant les règles applicables à la perception à l'effectif. C'est-à-dire que ne devaient participer au paiement du forfait que les récoltants 1^o bouilleurs de cru ; 2^o produisant plus de 10 litres d'alcool par par campagne ; 3^o réservant pour la consommation fami-

1. Les sommes payées par les bouilleurs pour leurs consommations au-delà de l'allocation en franchise avaient été évaluées à 165 millions par M. PIÉRET (Séance de la Chambre du 28 mars 1936).

liale une partie de cet excédent sur laquelle serait basée l'impôt.

Si ce système semblait rigoureusement juste, son application par les répartiteurs se heurta à de graves difficultés d'évaluation, accrues peut-être par le caractère local des Commissions de répartition.

Un décret-loi du 4 octobre 1935 supprime au 2^e alinéa de l'article 2 du décret-loi du 25 juin 1935 les mots : « *suivant les règles applicables à la perception à l'effectif* ». Ainsi les organismes chargés de la répartition ont toute latitude d'imposer, s'ils le jugent à propos, tous les bouilleurs de cru sans exception. Ils pourront donc se baser sur les quantités totales distillées par chacun (sauf celles qui, expédiées à des tiers, restent soumises aux droits).

On voit quelle sera la conséquence de cette méthode : la somme forfaitaire globale étant calculée sur les quantités moyennes consommées par des bouilleurs de cru au delà de leurs 10 litres en franchise va se trouver répartie et sur eux et sur une nuée de petits bouilleurs qui consommaient, du moins d'après leurs déclarations, moins de 10 litres d'alcool pur par an. La somme forfaitaire n'ayant plus de rapport avec les quantités auxquelles elle s'applique, les bouilleurs imposés sous l'ancien régime vont voir leurs cotes diminuées dans d'énormes proportions, ce qui sera certainement une injustice. Mais l'injustice sera légère à ceux qui en sont victimes, c'est-à-dire aux petits bouilleurs, parce que la plupart auront des cotes infimes de l'ordre de quelques centimes à 5 francs, c'est-à-dire peu de chose au prix d'une liberté précieuse à tous points de vue.

Les bases d'imposition ayant été déterminées par les Commissions des répartiteurs, les agents des Contributions indirectes dressent les cotes individuelles qui « *seront recouvrées*

par l'administration des Contributions indirectes et dans les formes qui lui sont propres en vertu de rôles rendus exécutoires par le préfet » (art. 2, al. 3), Ainsi, sauf pour son recouvrement confié aux Contributions indirectes, le nouvel impôt à tous les caractères d'un impôt direct (établissement, contentieux, perception sur rôles devant être rendus exécutoires par l'autorité préfectorale). L'administration des Contributions indirectes pouvaient même tempérer la rigueur dont elle use généralement dans ses recouvrements, puisque l'article 4 *in fine* prévoyait que toute cote non recouvrée au 1^{er} juillet de la campagne suivante, serait mise à la charge du département. La Régie est donc assurée de ne rien perdre.

Un décret-loi du 30 octobre 1935 (*J. O.* p. 11439) a retouché les dispositions concernant le recouvrement des cotes. Les dispositions du décret-loi du 4 octobre aboutissaient à morceler à l'infini la somme forfaitaire à répartir à l'intérieur de chaque commune. Ainsi, en Gironde, où la répartition est faite sur l'ensemble des bouilleurs de cru, le contingent global de 120.000 francs est fractionné entre des milliers de propriétaires¹. On se représente le travail fastidieux et interminable que constitue pour les agents des Contributions indirectes, le recouvrement de milliers de cotes dont la plupart sont minimes, certaines ne dépassant pas quelques centimes (Exposé des motifs du décret-loi du 30 octobre).

Le décret-loi du 30 octobre dispose que « *toute cote individuelle inférieure à 3 francs sera laissée à la charge de la commune. Le cas échéant, le préfet fera inscrire d'office au budget municipal les crédits nécessaires au paiement desdites cotes; la même procédure sera suivie en ce qui concerne le*

1. Article de M. René CAILLER, sénateur de la Gironde, dans la *Revue des Boissons* du 18 janvier 1936.

montant du contingent assigné à la commune, dans l'éventualité où sa répartition ne serait pas terminée à la date du 10 décembre qui suit l'ouverture de la campagne qu'il concerne. »

Ainsi, par un détour, une partie du forfait vient s'inscrire au budget communal sous forme de dépense obligatoire, pour être supportée par tous les contribuables, bouilleurs ou non. Enfin, pour prévenir les budgets départementaux contre les risques de non valeur, les conseils généraux sont autorisés à majorer, dans la limite de 5 p. 100 le contingent à répartir entre les communes.

Dans les départements ayant obtenu le forfait, la question du crédit des droits ne se pose plus pour les bouilleurs de cru, puisqu'ils peuvent distiller et consommer en toute liberté autant d'alcool que bon leur semblera. Les anciens comptes non épuisés seront suivis jusqu'à épuisement, à moins que les bouilleurs n'en préfèrent obtenir la clôture immédiate par paiement des droits sur les quantités restant à leur charge. (Décret du 25 juin 1935, art. 3, al. 2)

Comme de juste « *les quantités d'alcool expédiées par les bouilleurs de cru resteront passibles de l'impôt au tarif de 2.500 francs par hectolitre* » (décret du 25 juin, art. 1, al. 2). C'est donc ici que va commencer la surveillance du service, sur la circulation.

Dans un régime de liberté de distillation elle devait forcément être accrue.

— D'abord, à la limite des départements soumis au forfait appelés maintenant « *départements rédimés* » à l'instar des provinces qui dans l'ancienne France se rachetèrent de la gabelle. Des quantités considérables d'alcool peuvent s'accumuler chez les bouilleurs de ces départements sans que

le service n'en sache rien. La fraude se résume donc uniquement en une question de transport entre les bouilleurs rédimés et les départements restés sous l'ancien régime pour y approvisionner consommateurs et débitants (ces derniers n'y étant pas soumis à l'exercice, sauf ce qui va être dit d'une zone limitrophe aux départements rédimés). Elle sera donc extrêmement facile (grâce aux moyens rapides de transports) et lucrative.

Il est avéré que sous l'ancien régime des bouilleurs de cru elle était pratiquée sur une vaste échelle, dans des conditions semblables, entre les bouilleurs et les centres de consommation et cependant la production subissait une surveillance au moins théorique¹. Il faut craindre qu'elle se développe sur une très vaste échelle malgré la réorganisation des brigades de surveillance des Contributions indirectes, désormais dotées d'automobiles puissantes.

— La fraude à l'intérieur même des départements rédimés présente une facilité exceptionnelle : les bouilleurs de cru, surtout dans les campagnes, se trouvent souvent porte à porte avec les débitants et les consommateurs : malgré toutes les brigades de surveillance ces derniers vont s'approvisionner en eau-de-vie de contrebande. Ils pourront même par des traitements spéciaux obtenir des alcools presque sans goût leur permettant de fabriquer liqueurs et apéritifs.

Le danger est grand pour le fisc de voir la consommation taxée de l'alcool tomber verticalement dans les départements rédimés. Aussi le décret du 25 juin 1935 décide que « *dans les départements placés sous le régime forfaitaire et dans*

1. On trouvera des détails intéressants et précis sur la fraude telle qu'elle se pratiquait alors dans l'ouvrage que M. Gilbert STIEBEL a fait paraître récemment aux éditions Baudinière sous ce titre suggestif : « *La Mafia de la Goutte* ».

une zone limitrophe dont l'étendue sera fixée par arrêté du Ministre des Finances, les vérifications dans les débits de boissons prévues par les articles 95 et 96 du Code des contributions indirectes, pourront être effectuées dans les communes où il existe une surveillance effective et permanente aux entrées.

« Dans ces départements et dans cette zone le compte prévu par l'article 96 du Code des contributions indirectes sera obligatoirement tenu, même dans les communes où il existe une surveillance effective et permanente aux entrées. »
(art. 4, al. 2 et 3).

L'exercice des débitants est donc rétabli dans ces régions et la tenue de comptes que l'article 96, C. C. I., prévoyait seulement pour les campagnes et d'une façon facultative est érigée en obligation. Cependant ne seront suivies au nouveau portatif 50 A spécial que les eaux-de-vies et liqueurs, à l'exclusion des vins de liqueur, vermouths, et apéritifs à base de vin. La livraison directe au consommateur non bouilleur reste très facile.

Les producteurs, bouilleurs semblaient devoir se féliciter sans réserve du nouveau régime. Pour de faibles sommes (surtout grâce au nouveau système de répartition), leurs contacts avec la Régie sont réduits au minimum et se résument dans l'obligation de lever des titres de mouvement (laissez-passer ou acquit-à-caution) au cas de distillation en atelier public.

Leurs alambics ne sont plus soumis au scellement et au descellement (leur poinçonnage et leur transport sous lien d'acquit-à-caution restent cependant obligatoires). Toutefois les bouilleurs ambulants distillant au domicile des récoltants ou en atelier public doivent toujours effectuer leurs déclara-

tions de fabrication (registre 10 a), tenir leur carnet de fabrication (registre 10 ter) et se munir de permis de circulation pour leurs alambics.

Cependant, « *dans les départements placés sous le régime forfaitaire, les récoltants qui désireront bénéficier des dispositions des articles 75 à 77, C. C. I., relatives à la délivrance des titres de mouvement sur papier blanc ou jaune d'or, ainsi que ceux qui distilleront ou feront distiller des produits de récolte autres que ceux énumérés à l'article 34 dudit code, devront prendre la position de bouilleurs de profession, le paiement de la licence excepté* » (art. 4, al. 1).

Les Conseils généraux appelés à se prononcer sur l'adoption du régime l'ont cependant critiqué en particulier sur deux points :

Ils ont repris l'argument qui fait du privilège un droit du producteur. Or un droit ne se rachète pas. La « *rédemption* », quelque minime que soit le prix exigé, est donc inadmissible.

Par ailleurs, le décret du 25 juin 1935 dans son article 5 modifie assez profondément le régime de la répression de la fraude sur les spiritueux tel que l'organisait l'article 151, C. C. I. La saisie des ustensiles et moyens de transport prévue jusqu'ici uniquement à titre de garantie de l'amende, fera désormais partie des pénalités encourues (comme c'est le cas en matière de tabacs, poudres, etc...) Les contrevenants et leurs complices y compris les acheteurs seront à l'avenir individuellement passibles des amendes édictées par l'article 151, C. C. I. : plusieurs amendes distinctes sont donc possibles pour le même délit, les co-prévenus continuant à en être solidairement responsables. A l'intérieur de Paris, où la circulation est libre, tout détenteur de boissons doit justifier de leur possession régulière (art. 6).

Surtout « *en aucun cas le bénéfice des circonstances atténuantes et du sursis ne peut être accordé pour les pénalités fiscales. En cas de récidive la peine d'emprisonnement est obligatoirement prononcée* » (article 5, al. 3). C'est donc l'abrogation en ce qui concerne les peines pécuniaires des dispositions des lois de 1898, 1907 et du 6 août 1905, autorisant les tribunaux à appliquer en matière de régie les circonstances atténuantes et le sursis au contrevenant qui prouve sa bonne foi.

On a fait valoir que l'application des amendes et des quintuples droits risquait fort de ruiner un bouilleur de cru ayant livré de l'alcool à un transporteur fraudeur et étant ainsi devenu son complice. Comme les propriétaires sont généralement solvables c'est sur eux qu'en définitive risque de peser toute la rigueur du système.

Ces protestations ne semblent pas très justifiées.

Un surcroît de sévérité trouve sa justification dans la fraude éhontée qui se pratiquait sous l'ancien régime et que ne supprimera pas, au contraire, le régime du forfait.

Cet article 6 du décret du 25 juin 1935 est d'une portée très générale et vise toutes les fraudes en matière de spiritueux. Aux droits très lourds existant déjà, la réforme du 30 juillet a ajouté une nouvelle charge sur les emplois d'alcools neutres, donc une nouvelle prime aux activités illicites. Les mesures sévères contre la fraude de toute espèce paraissent donc absolument justifiées et prennent leur place dans l'ensemble du nouveau régime économique de l'alcool.

L'ancien article 153, C. C. I., qui, dans certains cas de fraudes graves, n'autorisait l'administration à user de son droit de transaction qu'après jugement est supprimé par l'article 6 du décret. Mais elle n'usera sans doute que modérément de son nouveau droit.

Le nouveau régime n'a pas été adopté jusqu'à présent avec l'empressement qu'on aurait pu penser. Au premier janvier 1936, 29 départements seulement étaient placés sous le régime forfaitaire. Ces départements, en mettant à part celui du Pas-de-Calais, forment cinq régions.:

Ariège, Hautes-Pyrénées et Basses Pyrénées.

Côte-d'Or, Haute-Saône, Doubs, Jura, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, Vosges, Haute-Marne, Nièvre.

Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Dordogne, Gironde, Aveyron, Lozère.

Isère, Savoie, Haute-Savoie.

Calvados, Eure, Orne, Manche, Mayenne.

Dans l'intérieur même de certains départements, des divergences se sont fait jour entre les arrondissements où les petits bouilleurs en majorité voulaient le maintien de l'ancien système et ceux qui, sous la pression des gros bouilleurs, s'étaient déclarés pour le régime du forfait, le système de la répartition émiettée sur tous les bouilleurs du département leur étant éminemment favorable.

Ce fut le cas de la Mayenne et de l'Ille-et-Vilaine.

Lors de la discussion de la loi de Finances de 1936 les représentants de ces deux départements firent insérer un article 3 *ter*, qui devait donner satisfaction à tout le monde. Combattu au Sénat par M. Joseph CAILLAUX, il fut voté en deuxième lecture sur des interventions de MM. LEBAS et LEFAS. Il constitue les articles 20, 21 et 22 de la loi de Finances du 31 décembre 1935 :

ART. 20. — Le premier alinéa de l'article premier du décret du 25 juin 1935, qui a institué le régime forfaitaire en faveur des bouilleurs de cru, est complété comme suit :
« Si la demande le spécifie expressément, ces dispositions

peuvent être limitées à un ensemble de cantons, constituant au moins un arrondissement à la condition que ce groupe de cantons soit limitrophe d'un département placé sous le régime forfaitaire ; dans ce cas, le forfait est déterminé ainsi qu'il est indiqué ci-dessus en retenant seulement les opérations de distillation réalisées par les bouilleurs de cru de ce groupe de cantons ».

ART. 21. — L'alinéa 5 de l'article 3 du 25 juin 1935 est complété comme suit : « Toutefois avant le début de la deuxième campagne suivant l'institution du forfait, le Conseil général aura la faculté de demander que pour la campagne suivante, ce régime soit limité à un ensemble de cantons, dans les conditions prévues à l'article premier ».

ART. 22. — Exceptionnellement pour la campagne 1935-1936, dans le délai de deux mois de la promulgation de la présente loi, le Conseil général pourra demander l'application des dispositions de l'article 20....

Le régime du Code a été maintenu dans le département de la Mayenne pour les arrondissements de Laval et de Château-Gontier. Le régime du forfait est seulement appliqué à l'arrondissement de Mayenne (forfait : 326.000 francs).

Le vote du Parlement consacre implicitement la réforme du régime des bouilleurs de cru introduite par Décrets-lois. Cependant sous le numéro 5.908 un projet de loi a été déposé le 27 décembre 1935 sur le bureau de la Chambre, en vue de la ratification de ces textes, conformément à l'article unique de la loi du 8 juin 1935.

Les bouilleurs libérés de l'exercice peuvent obtenir des eaux-de-vie titrant plus de 70 degrés, dont le statut est fixé par la circulaire 674 du 11 décembre 1935. A cause de l'absence de contrôle, il ne peut être question de les

réserver à l'État dès leur production, comme ce serait la règle pour tous autres producteurs. Consommées par d'autres que le bouilleur elles devront acquitter la redevance prévue par le nouvel article 2, alinéa 2, C. C. I. (actuellement 332 fr. 25). Quelque soit le destinataire (particulier ou entrepositaire), elles devront circuler sous le lien d'acquit-à-caution à décharger à l'arrivée par paiement des droits et de la redevance, ou par leur prise en charge. Les alcools titrant plus de 70 degrés produits par les coopératives et syndicats agricoles de distillation sont immédiatement réservés à l'État en dehors des quantités allouées à leurs membres pour leur consommation familiale.

Cette extension de la liberté de production et de consommation au moment où de nouvelles charges et réglementations viennent peser sur l'alcool de bouche, nous semble extrêmement dangereuse. Il est difficile de l'accorder avec l'institution d'un monopole d'État des alcools rectifiés puisque la liberté des opérations permettra aux bouilleurs de procéder à tous repassages et rectifications qu'ils voudront et de pouvoir ainsi fournir à la fraude des alcools neutres à tel degré qu'elle demandera.

Mais nous craignons que plus que les intérêts du Service des Alcools ceux du Trésor ne soient frustrés par ce geste pacificateur. La surveillance à la circulation ou chez les débitants des départements rédimés serait-elle inquisitoriale, elle ne saurait empêcher un redoublement de la fraude.

On a voulu atténuer l'importance de ce danger en faisant remarquer que les cours de la pomme s'étaient sensiblement relevés (elle a valu 140/150 francs la tonne pour la récolte 1935 alors qu'elle était descendue jusqu'à 40 francs pour la récolte 1934) et que dans ces conditions le produc-

teur avait tout intérêt à vendre ses pommes et à faire moins de cidre. Il en résulterait une diminution considérable de la distillation privée qui, jointe à la gravité des sanctions, rendrait la fraude bien moins redoutable.

Il suffit de se reporter aux chiffres des récoltes de pommes et poires (p. 65) pour remarquer qu'une hausse des pommes due à la faiblesse exceptionnelle de la récolte 1935 sera probablement éphémère. Même avec ses cours élevés la fraude reste très attirante par l'importance des droits qui pèsent sur l'alcool.

La solution adoptée est d'autant plus critiquable qu'elle paraît sauvegarder intégralement les intérêts du Trésor, et que par définition le préjudice causé par la fraude ne peut pas être prouvé. La baisse de la consommation taxée de l'alcool pourra toujours être attribuée à la dépression économique ou à une tendance à l'abstinence, dont pourront se féliciter les ligues antialcooliques.

Enfin l'abaissement des droits sur l'alcool se trouve indéfiniment reculée. Pour que le Budget n'y éprouve aucun dommage il nécessite un contrôle sévère. En particulier pour les bouilleurs de cru, il exige, à défaut de la suppression complète du privilège, soit la généralisation du système des compteurs (c'est la solution à laquelle M. CAILLAUX reste attaché) soit la suppression des distillations à domicile au profit des opérations en atelier public à des époques déterminées. La réforme récente détruit pour longtemps toutes les chances de voir établies ces réglementations et les heureuses conséquences budgétaires, économiques et hygiéniques qu'on en pouvait attendre.

QUATRIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME

CHAPITRE PREMIER

Le nouveau monopole est un organe de soutien de la production agricole. — Justification et aspects de ce soutien. — La nouvelle organisation ne réalise pas la discipline de la production du moins en ce qui concerne les alcools naturels. — Abandon de la distinction entre alcools naturels et alcools d'industrie.

Après avoir examiné les transformations apportées au régime des bouilleurs de cru et les réserves qu'elles appellent il semble utile de rechercher quelles pourront être les répercussions du nouveau régime de l'alcool et quelles conclusions elles pourraient motiver.

Dans l'historique de l'établissement du nouveau régime nous avons marqué qu'il réalisait des suggestions déjà anciennes, mais qu'il constituait essentiellement une solution aux difficultés qu'avaient entraînées des récoltes de vin et de pommes surabondantes. De ce fait, si la nouvelle construction contient une tentative d'organisation et de limitation de la production alcoolique (idée qui avait inspiré le projet *TOURNAN*), elle paraît surtout destinée à soutenir les producteurs de betteraves, de vin et de pommes.

Autrement dit, le monopole des alcools se présente comme un remède à la crise agricole, c'est-à-dire à la baisse des

prix déterminée par la surproduction et aggravée par le malaise général.

Le libéralisme intégral s'élève contre de telles mesures de soutien qui, en empêchant la disparition des producteurs marginaux insuffisamment rémunérés par des cours trop bas, retardent l'adaptation de l'offre à la demande.

Il est facile de montrer que cette loi d'adaptation rigoureusement juste pour l'industrie l'est beaucoup moins pour l'agriculture, dominée par des facteurs indépendants de la volonté humaine : nécessité de l'assolement, croissance des arbres ou des arbustes, circonstances atmosphériques. Sur le marché même des produits de la terre, la loi de l'offre et de la demande influencée par le caractère périssable de la plupart des denrées joue avec une brutalité souvent excessive. Ces éléments justifieraient déjà l'intervention de la puissance publique en matière agricole. La crise mondiale nous a montré un peu partout les gouvernements s'efforçant par les moyens les plus divers de jouer ce rôle d'arbitres dans le déséquilibre général.

Cette intervention se justifiait, en France, mieux que partout ailleurs par l'importance de la population rurale qui forme l'ossature même de la nation. Sans chercher à décrire l'influence catastrophique que pouvait avoir sur l'activité économique du pays l'effondrement du pouvoir d'achat de la moitié de ses habitants, il faut reconnaître que les conséquences sociales d'une telle éventualité eussent été désastreuses. La France est un pays de petite propriété rurale. L'histoire a montré la solidité de cette armature, dont les défauts mêmes : tradition aveugle, âpreté au gain, sont des vertus sociales. Allait-on assister à la formation d'un prolétariat rural, génératrice de l'exode vers les villes et, à brève

échéance, d'une sous-production bien plus grave que la surproduction?

Bien mieux, dans les circonstances actuelles, les objections fondées sur certaines théories traditionnelles doivent s'effacer. Quand les échanges internationaux étaient normaux, avant que des difficultés monétaires et douanières de toutes sortes ne les eussent paralysés, la conquête des débouchés extérieurs pouvait paraître souhaitable et réalisable. Un abaissement des prix de revient, même s'il avait exigé des sacrifices de la part de la production devenait entre les mains des exportateurs un avantage productif et durable. Il n'en est plus de même maintenant. La précarité des échanges internationaux impose de donner la prépondérance au soutien et au développement du marché intérieur dont la primauté, pour la France, fut d'ailleurs rarement contestée.

Le soutien des prix agricoles, par des mesures douanières ou purement intérieures se trouve donc parfaitement justifié par les circonstances actuelles. En particulier, il suffit de rappeler que le cours de l'alcool est lié à ceux du vin, de la betterave¹ et de la pomme pour montrer que le problème de l'alcool devait passer au premier plan des préoccupations gouvernementales quand il fallut songer à soutenir les intérêts de ces trois importantes productions.

On connaît le mécanisme utilisé dans ce cas : restriction des quantités mises en vente au moyen d'achats de l'État ou d'organismes spéciaux. Les ressources nécessaires sont fournies par le Budget, par le Trésor, ou par des taxes frappant les quantités livrées à la consommation. Tandis que pour le blé la conception d'un office indépendant ne fut jamais

1. Pour 1932, le ministère de l'Agriculture évaluait à 50 milliards les revenus de l'agriculture française. Sur cette somme, les vins figuraient pour 6.326 millions et les betteraves pour 3.665 millions.

réalisée, nous la voyons au contraire appliquée en ce qui concerne l'alcool. C'est que l'exemple des alcools d'industrie et le fonctionnement satisfaisant de l'ancien Service des Alcools ont pu inspirer la confiance nécessaire pour faire admettre facilement une telle solution.

Ce souci de soutenir les producteurs se marque dans la nouvelle organisation par les traits suivants :

1° Le principe de l'achat de l'alcool de betteraves à la parité des cours du sucre se trouve strictement maintenu dans la limite du contingent annuel. Les plus forts arguments donnés en sa faveur ont cependant disparu avec l'accroissement excessif de la production de blé et l'engorgement du marché de la viande.

Malgré la fixation du contingent d'alcools de mélasses à un chiffre quelque peu inférieur à la moyenne de leur production, la production betteravière voit maintenir et consolider les débouchés de ses alcools.

2° Les arrêtés du 28 septembre 1935 ont fixé pour les alcools réservés à l'État des prix d'achat sensiblement supérieurs à ceux qu'avait enregistrés le marché libre en octobre 1934 pour des disponibilités comparables (304 francs, alors que le Service des Alcools a payé cette année entre 356 fr. 22 et 567 fr. 75). Les distillateurs, assurés de vendre leurs alcools à des prix relativement élevés, ont pu amener les cours des vins et des cidres jusqu'au niveau où ils se portaient acheteurs.

3° L'importance du contingent de 325.000 hectolitres attribué aux alcools de vin empêche pratiquement le prix du vin de s'abaisser au-dessous de 5 francs le degré. Et c'est bien ainsi que la viticulture conçoit le fonctionnement de la caisse générale. En mars 1936, M. PALAZY, membre du Con-

seil supérieur des Alcools, constatait qu'une grande partie du contingent d'alcools de vin restait disponible et terminait ainsi sa lettre aux présidents des coopératives de distillation :
« En cas de non utilisation totale, le solde du contingent non attribué sera reporté au compte de la campagne suivante, de telle sorte que le contingent des vins grossissant d'année en année, si nous avons des récoltes déficitaires ou simplement normales, permettra à la caisse générale, le cas échéant, dans l'avenir, de résorber un excédent équivalent au prix de 567 francs l'hectolitre sans qu'il soit besoin de recourir à la distillation obligatoire aux prix inférieurs de 380 à 425 francs » (Midi Vinicole, 31 mars 1936).

4° Les prix des eaux-de-vie ont pu dans ces derniers mois suivre la hausse des vins et des pommes sans craindre la concurrence des alcools neutres rétrocedés au prix de 900 francs.

5° L'idée de la résorption totale des excédents que la viticulture est parvenue à faire consacrer par la création du compte spécial ne peut être qu'un puissant facteur en faveur de la hausse de ses prix de vente. Désormais chaque année, dès le jour où les chiffres globaux de la récolte seront connus, un décret devra par un barème approprié, assurer la distillation obligatoire de toutes les quantités excédant 77 millions d'hectolitres, puisque c'est là le chiffre que les disponibilités (stocks à la propriété et récolte) ne doivent pas dépasser pour que le marché reste sain¹.

Cette résorption s'effectue dans des conditions d'une douceur inespérée, au moins pour la petite et la moyenne viticultures (c'est-à-dire pour l'énorme majorité des producteurs métropolitains) favorisées par la dégressivité des barèmes

1. Déclarations de M. BARTHE à la séance du 17 février 1935 de la Grande Enquête Viticole.

de distillation, et la progressivité des prix d'achat des alcools de prestation.

D'ailleurs la viticulture tout entière doit se féliciter de ce que la distillation obligatoire se traduise pour elle par une rentrée de fonds. Cela ne signifie pas qu'il eût fallu payer les alcools de distillation obligatoire au prix des alcools hors contingents qui eut été à peine suffisant pour couvrir les frais de transport et de distillation. Mais en évaluant ces frais à 80 francs par hectolitre d'alcool pur on voit que même pour la partie payée 267 francs, la viticulture reçoit des paiements qui ne sont pas négligeables et qui s'ajoutent à la plus value procurée par la résorption des excédents.

6° Le compte spécial fait les frais des arrachages qui seront payés à leur juste prix, alors qu'il eut été assez logique de pénaliser les propriétaires dont les plantations se sont accrues dans les dernières années et de généraliser le système de demi-indemnités que le Décret prévoit seulement pour les arrachages obligatoires.

En achetant ses alcools à des prix relativement élevés, le monopole apporte donc à la production un soutien efficace au moins dans les circonstances actuelles. Peut-on affirmer qu'il réalisera aussi pleinement le deuxième aspect de ses buts et qu'il pourra lui imposer la discipline et la limitation auxquelles semblent tendre les contingents d'achat?

Nous avons vu que les contingents d'alcools d'industrie sont assez strictement calculés. Pour l'importante production des alcools de betteraves, le plafond fixé en 1933 a été maintenu et le contingent d'alcools de mélasses, malgré des plaintes assez vives a été arrêté à un chiffre bien inférieur à la production moyenne des dernières années. Trois facteurs concourent ici à assurer l'efficacité de ces dispositions.

C'est tout d'abord la rigoureuse discipline que depuis longtemps ont su s'imposer les productions betteravière et sucrière.

La réglementation du décret-loi du 8 août 1935 qui tend à consolider dans l'industrie de la betterave et de ses dérivés les situations acquises, jointe à la sévère procédure de la répartition des contingents d'alcool prévue par la loi du 21 mars 1933 et le décret du 30 juillet 1935 article 52, accentue cette discipline librement consentie et lui donne un caractère officiel et obligatoire.

L'absence d'un marché libre des alcools d'industrie qui tous sans exception sont réservés à l'État donne sa pleine efficacité à la sanction normale du dépassement des contingents : le paiement sur la base des prix de cession à la carburation. Ce n'est pas à dire que la production des alcools d'industrie ne puisse dépasser la limite représentée par les contingents. Cette éventualité, déjà réalisée pour la campagne 1934-1935 le sera aussi nous l'avons vu, pour la campagne 1935-1936. Mais on ne peut pas penser que la vente d'alcools rectifiés à 88 francs (Arrêté du 30 septembre 1935) puisse procurer à l'industriel et au producteur des bénéfices susceptibles de stimuler la production d'alcools d'industrie au delà des contingents.

La situation des alcools naturels est bien différente. Ici existe, à côté des alcools réservés, un important marché d'eaux-de-vie libres. En admettant que la production des alcools naturels réservés vienne à excéder les chiffres des contingents, le surplus ne serait pas offert au service pour être absorbé aux conditions rigoureuses des alcools hors contingent. Il serait en effet bien facile de remplacer la production des esprits par celle d'eaux-de-vie plus ou moins

neutres, titrant moins de 70 degrés, qui pourraient être vendues sur le marché libre à des prix certainement supérieurs.

Cette hypothèse elle-même n'a que peu de chances de se réaliser. Déjà, en étudiant les chiffres des contingents accordés aux alcools naturels, nous avons montré qu'ils étaient très largement calculés. En particulier, nous venons de voir que le contingent considérable accordé aux alcools de vin constituait non pas une limitation à leur production mais un barrage efficace opposé à la baisse des cours du vin.

Cette tendance est soulignée par l'article 3 du décret du 9 octobre 1935 qui évite aux alcools de vin, d'une façon absolue, la sanction normale du dépassement du contingent : *« les quantités d'alcools provenant de la mise en œuvre des vins libres de blocage ou de distillation obligatoire que les viticulteurs ou leurs bailleurs de fonds pourraient offrir à l'Etat sous le régime du présent décret seront acquises au prix fixé pour les alcools de vin de la première tranche »*, c'est-à-dire à 425 francs sans limitation de quantité. Les dispositions de ce décret ne valent que pour la campagne 1935-1936, mais elles soulignent l'illogisme qu'il y aurait à payer les quantités excédant les contingents à un prix inférieur à ceux que le Service des Alcools paye pour les alcools de distillation obligatoire. Le prix de 425 francs peut ne pas paraître bien élevé, mais le tableau des cours des alcools libres entre 1934 et 1935 montre que pendant longtemps ils sont restés au-dessous de ce niveau.

Les dispositions du barème qui prévoient que les alcools de marcs et les alcools de pommes seront payés respectivement 1,60 et 2,20 du prix des alcools de betteraves du contingent (contre 2,55 pour les alcools de vin et de cidre)

n'ont pas une grande portée pratique. Les alcools de marcs étant livrés au titre des alcools de prestation, leur contingent sera fort probablement remplacé par une quantité équivalente d'alcools de vin (décret du 30 juillet 1935, art. 41 *in fine*). La différence faite au détriment des alcools de pommes ne pourra décourager leur production que dans une faible mesure, et elle reste surtout influencée par l'abondance des fruits.

On ne saurait dire, dans ces conditions, que l'institution de contingents d'alcools naturels ait eu pour but de s'opposer à la surproduction, puisqu'elle est aussi faiblement sanctionnée. Il faut au contraire, la considérer comme une mesure de circonstance qui a permis d'assurer aux producteurs d'alcools naturels des débouchés importants à des prix relativement élevés, amorçant ainsi l'action en faveur du relèvement des cours du vin et des pommes. Ici encore le souci de soutenir la production l'a emporté sur celui de la discipliner.

A vrai dire, les producteurs d'alcools naturels ont été contraints d'abandonner la sacro-sainte théorie du marché de bouche apanage exclusif des alcools naturels, car les alcools perdent leur origine au sein du service. L'obligation de fournir en alcools de vin les trois quarts des quantités nécessaires pour les vinages et mutages a disparu avec l'ancien article 2, C. C. I. Ainsi s'efface le principe sur lequel reposait depuis tant d'années le régime économique de l'alcool.

Des voix qualifiées se sont cependant élevées contre cette conséquence. M. Lucien SEMICHON, ancien Directeur de la Station OEnologique de Narbonne, a insisté, dans plusieurs articles du *Petit Méridional*, contre l'abaissement de qualité qu'il juge inévitable. Il démontre que la différence n'est pas

assez grande entre le prix d'achat des trois-six et le prix d'achat des alcools rectifiés des contingents d'alcools naturels pour que les rectificateurs puissent accomplir leur fonction (qui leur coûte 60 à 70 francs par hectolitre d'alcool pur, les trois-six devant être d'abord dilués à 30°). Le service reçoit des trois-six à 86°, provenant des alcools naturels, et des alcools d'industrie rectifiés. Il livre ces derniers aux rétrocessionnaires demandant des alcools extra-neutres au lieu de faire subir une rectification supplémentaire aux trois-six qui sont, de préférence, envoyés à la déshydratation pour pouvoir être mélangés aux combustibles liquides, de sorte que l'on arrivera au paradoxe d'alcools d'industrie alimentant exclusivement la consommation de bouche.

La critique de M. SÉMICHON semble peu fondée, d'abord, parce qu'elle ne démontre pas que le mécanisme envisagé aboutisse à un abaissement dans la qualité des produits fabriqués. Il paraît évident que, pour composer, par exemple, une bonne liqueur d'anis, il faut utiliser un corps se rapprochant le plus possible du mélange d'eau et de C^2H^5OH (alcool éthylique) en éliminant au contraire tous les bouquets accessoires qu'ils soient vineux ou empyreumatiques.

D'autre part, comme nous l'avons vu, les fabricants de liqueurs, apéritifs, etc..., se servent en pratique directement aux distillateurs détenant des alcools pour le compte du Service. Ils peuvent donc choisir leur qualité, et, tout comme auparavant, protester auprès de leurs fournisseurs pour des livraisons défectueuses, sans être obligés de mettre en mouvement l'appareil compliqué de la réclamation administrative. La souplesse de ce procédé est fort utile dans la pratique, les différences de qualité étant très sensibles d'un distillateur à l'autre, et même entre les livraisons d'un même distillateur.

Mais les raisons économiques qui avaient amené l'établissement de la distinction entre alcools naturels et alcools d'industrie n'ont pas disparu. Nous examinerons plus loin le grave défaut que constitue pour la nouvelle organisation, le fait d'avoir voulu appliquer le même régime à des produits obtenus dans des conditions très diverses.

CHAPITRE II

Incidences du nouveau régime sur le commerce, la consommation, les finances publiques. — Le compte spécial de résorption des excédents de récoltes viticoles. — Il peut provoquer un surcroît de relâchement dans la lutte contre la surproduction viticole.

Pour soutenir et régulariser la production, le Service des Alcools doit disposer d'importantes ressources. Elles sont fournies par des taxes à l'importation (essences, vins de liqueur), par les bénéfices que le Service réalise sur ses ventes d'alcool grâce à son monopole, et, en ce qui concerne le compte spécial, par le produit des surtaxes de 6 francs et de 3 francs sur les vins et cidres ou poirés.

Dans une intention louable, le législateur, en traçant l'organisation nouvelle du régime de l'alcool, n'a pas voulu que la lutte contre la crise agricole signifiat une fois de plus : appel au Budget, au moment même où tous ses efforts tendaient à le soulager. Il ne faut cependant pas se méprendre sur le véritable caractère des ressources ci-dessus énumérées. Ce sont de véritables impôts. Le fait que le Budget de la Régie Commerciale des Alcools ne soit rattaché au Budget Général que par le versement éventuel d'une partie de ses bénéfices motive, au contraire, le rappel de l'objection que soulèvent toujours les infractions à la règle de l'unité budgétaire. Elles rendent impossible la connaissance exacte du fardeau fiscal qui pèse sur le pays.

Peut-être s'attache-t-on un peu trop dogmatiquement à

ces expressions de « *fardeau fiscal* », « *charge de l'impôt* ». Elles font trop songer à la conception erronée de l'impôt-prélèvement sur le revenu national, c'est-à-dire appauvrissement. Il n'est, au contraire, que la source et le chiffre même d'une partie importante de ce revenu.

Nous devons cependant essayer de dégager les incidences économiques du « *fardeau fiscal* », grâce auquel subsiste le nouveau régime de l'alcool, en n'attachant à cette expression que le sens de surcharge, placée sur les épaules de certaines catégories de citoyens pour alléger la charge des autres.

LES INTERMÉDIAIRES ont été gravement lésés par l'établissement du monopole.

Il a anéanti l'activité des spéculateurs par l'attribution à l'État de la totalité des alcools rectifiés, et par la fermeture du marché réglementé. Depuis longtemps d'ailleurs, les représentants de la viticulture avaient réclamé la fermeture du marché des alcools à la Bourse de Paris. Les spéculateurs, qui font métier de devancer les événements n'hésitaient pas à se porter vendeurs quand ils prévoyaient une baisse. Ces anticipations se répercutaient fréquemment sur les cours des marchés méridionaux, d'où protestations de la viticulture qui prenait peut-être en la circonstance l'effet pour la cause. Ces plaintes se concrétisèrent dans la proposition BARTHE du 31 mai 1935 (doc. parl. Chambre annexe n° 3.476). Elle se basait sur ce que le règlement du marché permettait aux commissionnaires de faire, grâce aux « *contrats directs* », la contre-partie des ordres de leurs clients et sur ce que, les 70 hectolitres d'alcool traités journallement à la Bourse de Paris, faisaient le cours des 3.000 hectolitres qu'absorbe la consommation journalière. Elle invitait, en conséquence, le Ministre du Commerce à « *porter le fer rouge dans un*

organisme condamné », et le Gouvernement à fermer immédiatement la Bourse des Alcools. Ces vœux ont été pleinement réalisés par l'établissement du monopole.

Les négociants en alcools voient également s'évanouir leur activité spéculative, qui était importante, à cause de la sensibilité des cours du produit. Ils doivent se cantonner aux transactions sur les rhums, eaux-de-vie, produits fabriqués, dont les cours sont désormais peu susceptibles de variations. Il est certain qu'ici, l'extension des attributions du Service des Alcools a causé de graves préjudices, soit aux patrons, soit aux employés mis en chômage. Jusqu'ici, aucune indemnisation n'a été attribuée. Il ne semble pas qu'on y songe vraiment. Il est vrai qu'on laisse généreusement aux commerçants la faculté de changer de métier, quand ils n'arrivent plus à subsister.

Les courtiers et commissionnaires ont vu se rétrécir leur champ d'activité dans la mesure où les opérations du commerce ont été restreintes. Particulièrement touchés ont été ceux qui gravitaient autour de la Bourse des Alcools. Par contre, étant donnée la latitude qui est laissée aux utilisateurs de se servir sur le compte du Service, chez les fabricants de leur choix, et la portion encore importante du marché demeurée libre, beaucoup de ces intermédiaires pourront survivre à l'institution du monopole. C'est-ce qu'a répondu le Ministre des Finances à M. Joseph DENAIS, qui s'inquiétait de la situation des négociants, courtiers et commissionnaires, lésés par le décret du 30 juillet 1935.

Les fabricants, dont le rôle théoriquement n'est pas amoindri, se trouvent devant deux sources de difficultés :

Dans les circonstances économiques actuelles, ils pourront difficilement récupérer le montant de l'augmentation qu'ils

subissent sur les alcools neutres qu'ils mettent en œuvre.

Cette surcharge peut paraître peu élevée par rapport au prix de vente antérieur à la réforme. La redevance de 332 fr. 25 ne pèse que pour 1 fr. 35 sur le prix d'un litre d'apéritif à 40 degrés. Mais elle est importante par rapport au bénéfice, généralement restreint, des fabricants. Cette conséquence est moins sensible pour les produits de grandes marques assurés d'une clientèle constante.

Ils vont se trouver en butte à la concurrence des alcools libres (eaux-de-vie et rhums) et, d'autre part, à la fraude qui, favorisée par le nouveau régime des bouilleurs de cru, risque de se développer de dangereuse façon.

La surtaxe à elle seule paraît une prime suffisante à des activités illicites, favorisées par ce que la dénomination d'eau-de-vie comporte forcément de vague. La L. A., n° 12.539, du 5 novembre 1935, signale que des distillateurs agencent leurs appareils de manière à produire des alcools titrant moins de 70 degrés, parfaitement neutres. Ces alcools sont vendus sous le nom d'eau-de-vie aux détaillants, qui peuvent les employer à la fabrication de liqueurs et apéritifs, écoulés ensuite sous le couvert de quelques réceptions de produits surtaxés.

Cette concurrence des eaux-de-vie sera préjudiciable au monopole lui-même, en ce qu'elle restreindra ses débouchés productifs. M. Robert WEILL avait parfaitement aperçu ce grave défaut du monopole des alcools, qui ne peut nécessairement pas englober les alcools consommables en l'état, et il prévoyait, sur ces derniers, l'établissement d'une surtaxe compensatrice.

Enfin, les complications inévitables dans la tenue des comptes donneront naissance à de nombreuses difficultés entre le Service des Contributions indirectes et les fabricants, ce qui ne rendra pas leur profession plus agréable.

Une catégorie de fabricants a pourtant trouvé de tels avantages à l'établissement du monopole, qu'on l'a parfois accusée de l'avoir favorisé. Ce sont les vermouthiers. Pour le vinage, qui est l'opération essentielle de leur industrie, ils étaient obligés auparavant d'utiliser les alcools rétrocedés par le Service à un prix élevé (Loi du 8 juillet 1933), tandis que leurs concurrents fabricants d'apéritifs ordinaires se servaient à bon compte sur le marché libre. Désormais, tous paient leurs alcools au même prix (900 fr.)

Nous ne dirons qu'un mot du commerce des combustibles liquides qui joue un rôle important dans l'écoulement de l'alcool carburant. L'obligation de l'acquérir et de l'incorporer à leurs produits, de mettre en vente des mélanges qui ne satisfont peut-être pas entièrement leurs clients, ne porte préjudice aux Sociétés distributrices d'essence que par les complications qu'elle crée dans leur travail et dans leur trésorerie. Cette branche d'activité est en effet entre les mains de quelques monopoleurs dont les intérêts sont bien garantis depuis le décret-loi du 8 août 1935 (*J. O.*, 15 août), modifiant le régime des licences d'importation, et depuis la réglementation stricte de la vente au détail de l'essence.

Pour assurer son équilibre financier, le Service des Alcools utilise son caractère de monopole et perçoit certaines taxes. Cette surcharge fiscale frappe donc certaines catégories de consommations. Sans isoler d'une façon arbitraire les intérêts des CONSOMMATEURS, et sans les opposer à ceux des producteurs auxquels, dans la réalité économique, ils sont intimement liés, nous devons nous demander comme on doit le faire pour toute charge fiscale, si ces taxes ne risquent pas, par leur exagération, de diminuer la matière imposable.

au moins en ce qui concerne les consommations les plus directement frappées.

Et tout d'abord, au lieu de concentrer la charge fiscale sur certains produits, ne serait-il pas préférable de s'adresser à l'ensemble des contribuables, c'est-à-dire au Budget général, ce qui écarterait l'éventualité d'une restriction de certaines consommations.

Dans le cas qui nous occupe d'un organisme indépendant, dont le but avoué est de soutenir les intérêts de la production et qui se trouve dans une large mesure, sous le contrôle des producteurs eux-mêmes, il faut donner la préférence aux taxes spéciales, portant sur un petit nombre de produits, pour deux sortes de raisons :

Dans la voie des mesures coûteuses, les exigences des producteurs seront freinées plus énergiquement quand il aura été bien entendu que ce sont leurs produits qui en supportent les frais. C'est le cas des ressources du monopole de l'alcool, si nous mettons à part la taxe sur les essences, qui ne saurait d'ailleurs être aggravée sans difficultés. Les producteurs doivent comprendre en effet qu'en visant à des cours trop élevés, ils feront payer à leurs acheteurs, en plus de ces prix déjà hauts, les frais qui auront été nécessaires, pour les obtenir et qu'ils arriveront deux fois plus vite au point où l'on peut craindre un rétrécissement des débouchés.

En période de surproduction, le jeu des surtaxes spéciales gêne moins les exportateurs de produits excédentaires, car elles sont automatiquement abolies pour les quantités exportées.

CONSUMMATEURS D'ALCOOL

Les droits sur l'alcool sont actuellement en France continentale de 2.500 francs par hectolitre d'alcool pur, dont

1.000 francs pour tenir lieu de la taxe de luxe, et 150 francs pour la taxe unique. Ce taux est ramené à 1.350 francs dans trois cas très spéciaux (C. C. I., art. 23). De plus, une surtaxe de 310 francs par hectolitre d'alcool pur et perçue en sus du droit de consommation sur les spiritueux anisés renfermant moins de 400 grammes de sucre par litre, et en général, sur toutes boissons apéritives autres que les apéritifs à base de vin titrant moins de 23 degrés. Sur un litre d'apéritif, à 40 degrés, vendu 22 francs, il y a donc 11 fr. 24 de droits. Cette charge est lourde et la surtaxe de 332 fr. 25 entraînée par l'établissement du nouveau régime, la portera à 12 fr. 57.

Il faut craindre non seulement que la fraude s'accroisse, mais aussi que cette surcharge due aux nouvelles dispositions n'encourage certaines pratiques défavorables à la consommation de l'alcool.

Dans la période de marasme que nous traversons, le débitant de boissons ne peut pas augmenter le prix de ses consommations. Il va tacher de rattraper l'accroissement du prix d'achat en servant ses clients moins abondamment (verres de faible capacité, de grande épaisseur), en leur vendant pour le même prix des boissons alcooliques d'un degré moins élevé.

Le décret du 30 juillet 1935 (art. 15) défendait de vendre des boissons titrant moins de 15 degrés, s'il s'agissait de boissons non apéritives, de vins de liqueur ou de vermouths, — 25 degrés s'il s'agissait d'apéritifs à base d'alcool, — 30 degrés pour tous les autres spiritueux (Cf. proposition BARTHE, doc. parl., Chambre 1934, annexe n° 3.490).

Cette disposition intéressait surtout les apéritifs dont certains ne titrent que 20 degrés. Une modification contenue dans un décret-loi du 30 octobre 1935 (*J. O.*, p. 11.452) est

venue à ce point de vue lui enlever toute sa sévérité : le degré minimum reste fixé à 15 degrés pour tous apéritifs à base de vin ou d'alcool, vermouths ou vins de liqueur, et à 30 degrés pour tous autres spiritueux : les apéritifs à bas degré ont désormais le champ libre.

Ainsi, à un double point de vue, l'institution du monopole ne peut qu'accentuer la baisse continue de la consommation taxée qui, dans les dernières années, a évolué de la façon suivante :

	Hectolitres.
Année moyenne 1911-1913.	1.549.000
Année 1929.	1.139.150
Année financière 1930-1931.	1.202.169
Année financière 1931-1932.	1.182.798
Année financière 1932.	841.959 (9 mois).
Année civile 1933.	1.091.654
Année civile 1934.	1.016.671
Année 1935.	987.005

Il y a là un indice dont les hygiénistes peuvent se réjouir, mais qui ne laisse pas d'être préoccupant pour les finances publiques, quelle que soit la cause de cette diminution : restriction volontaire provoquée par les charges trop élevées, fraudes ou simplement dépression générale.

L'exagération des charges qui pèsent sur l'alcool a provoqué, lors de la discussion du budget de 1936, le vote par la Chambre d'une réduction¹ des droits de circulation de 100 francs (article 3 *ter* M). Le Sénat la repoussa en suivant M. Abel GARDEY, rapporteur de sa commission des finances, qui pensait qu'une réduction de 1/25^e ne pouvait suffire à prévenir la fraude, et qu'il convenait, en évitant toute retouche de détail, d'inviter le Gouvernement à présenter un

1. Rapport favorable, n° 5.788, de M. Léon BARÉTY.

projet complet de réorganisation et d'aménagement des droits.

Désormais, il devient difficile d'opposer à une réduction des droits sur l'alcool un souci budgétaire ou d'hygiène publique, avant d'avoir réalisé la suppression ou la stricte limitation de cette source de fraude et d'intoxication autrement dangereuse : le privilège des bouilleurs de cru appliqué sous sa forme nouvelle.

CONSOMMATEURS DE VIN ET DE CIDRE

Un hectolitre de vin acquitte 26 francs de droits, se décomposant ainsi : droit de circulation : 15 francs, — taxe unique : 5 francs¹, — majoration au profit du compte spécial des alcools : 6 francs. Pour les cidres, poirés et hydromels, chacun de ces chiffres doit être diminué de moitié. La majoration entraînée par le fonctionnement du nouveau régime (respectivement 6 francs et 3 francs) est donc proportionnellement plus sensible que celle qui a été appliquée à l'alcool lui-même.

Cette surtaxe existe depuis la loi du 24 décembre 1934 (elle a été seulement majorée de 20 p. 100 par le décret du 30 juillet). Son effet sur la consommation paraît incertain. Les partisans des nouvelles méthodes économiques pourront prétendre qu'elle n'a pas été malfaisante, puisque de 49.135.201 hectolitres en 1934, la consommation taxée du vin passe à 50.257.309 hectolitres en 1935. Mais les cours moyens du vin à la propriété, pendant ces deux périodes, ont été respectivement de 8 fr. 25 et de 5 francs. Et si on se livrait au délicat examen des prix de détail, on trouverait que la différence en faveur de 1935 est encore plus sensible

1. Cette taxe n'est pas due pour les quantités expédiées directement aux particuliers par les producteurs.

du fait que le commerce, déchiré par la concurrence a dû consentir des sacrifices considérables¹.

De toute façon une charge fiscale de 26 francs sur un hectolitre de vin valant actuellement 70 à 75 francs paraît considérable et c'est avec raison que les producteurs demandent sa diminution. Mais ils ne doivent pas perdre de vue que la surtaxe de 6 francs assure la résorption de leurs excédents dans des conditions relativement douces. En supposant que, dans les circonstances actuelles, la moindre faveur pût être accordée, la partie de 20 francs qui va au Budget et aux fonds communs ne pourrait subir qu'une diminution infime par rapport à l'augmentation des cours que ces mêmes producteurs se proposent d'obtenir par l'aménagement du marché.

LES CONSOMMATEURS D'ESSENCE ont toujours protesté vigoureusement contre l'envoi d'alcool à la carburation dont ils se plaignent de faire tous les frais. Nous avons passé en revue les inconvénients techniques que l'on pouvait reprocher aux mélanges alcoolisés. Les plaintes des automobilistes s'accordent avec les conclusions que M. PATARD, directeur des Services des Poudres, formulait après une longue série d'essais : au point de vue de la stabilité, les mélanges à basse teneur d'alcool (10 à 15 p. 100 : c'est le cas des mélanges tourisme actuels, généralement composés ainsi : 250 hectolitres d'essence et 35 hectolitres d'alcool) ne présentent pas un coefficient de sécurité suffisant. Au-dessous de 10 p. 100, la présence accidentelle de quelques gouttes d'eau dans le mélange

1. Nous mettons à part les abus scandaleux auxquels donne lieu la vente du vin dans les restaurants, buffets de gares... L'article 18 de la loi du 24 décembre 1934, complété par les articles 16, 17 et 18 du décret du 30 juillet 1935 sur ces bénéfices illicites, est absolument inefficace.

suffit à provoquer la dissociation. Ce phénomène de la diminution de la stabilité du mélange avec sa teneur en alcool est à la fois curieux et préoccupant.

Mais financièrement, les plaintes des automobilistes ne sont justifiées que quant au paiement de la taxe de péréquation de 10 fr. 40 sur les essences importées. Les prix de cession de l'alcool carburant sont établis d'après des formules à coefficients variables avec le prix de l'essence et le montant des droits et des taxes. De toute façon, ces prix sont tels que le prix du mélange alcool-essence soit le même que celui de l'essence pure de qualité correspondante, rendue chez le client. Or, l'hectolitre d'essence, qui ne vaut que 25 à 30 francs sur le marché mondial, supportait au 1^{er} janvier 1936 : 102 fr. 56 de droits et taxes (taxe de remplacement de 50 francs non comprise¹) que ne supporte pas l'alcool carburant. Ainsi, pour la campagne 1935-1936, le prix de l'hectolitre d'alcool destiné aux mélanges tourisme a-t-il pu être fixé à 126 fr. 50 par le Service des Alcools, sans que les automobilistes y éprouvent le moindre préjudice pécuniaire. Mais les allégements fiscaux, dont bénéficie l'alcool carburant, ne profitent pas davantage aux utilisateurs de mélanges tourisme. Ils servent simplement à équilibrer les comptes du Service des Alcools, en lui permettant un prix de cession élevé.

Par contre, les automobilistes trouvent de grands avantages pécuniaires dans l'utilisation du carburant poids lourd. Grâce aux faveurs que consentent pour lui les consommateurs d'alcool, de vin, de cidre, et les contribuables en général, il est vendu couramment 40 francs de moins par hectolitre que le mélange tourisme, par l'effet des exonérations fiscales

1. *Revue des Usagers de la Route*, mars 1936.

et du moindre prix de cession appliquée à l'alcool qu'il renferme.

On peut donc conclure que le régime de l'alcool n'opprime l'activité automobile que dans la mesure où il la force à utiliser des mélanges alcoolisés, pour autant que les moteurs puissent souffrir d'une telle alimentation.

La situation des CONSOMMATEURS DE SUCRE n'a pas été modifiée par le nouveau régime. Tant par le poids des impôts que par l'application du principe de parité, le sucre reste en France à un prix élevé. Le Gouvernement Laval s'est cependant efforcé de le diminuer en abaissant la marge attribuée aux fabricants.

Il ne saurait être question d'épuiser ici toutes les répercussions du nouveau régime sur les consommateurs, et nous laisserons de côté les utilisations moins importantes (vinaigres, parfumerie, industries chimiques) dont la situation n'a pas été sensiblement modifiée. Rappelons seulement les mesures prises en faveur des utilisateurs de mélasses destinées à l'alimentation du bétail, qui avaient eu à souffrir de l'ancien régime de l'alcool.

L'autonomie donnée au Service des Alcools est justifiable à de nombreux points de vue. Mais elle n'est pas absolument sans danger, car l'indépendance même de cet organisme le contraint à rechercher un strict équilibre financier. Sous la pression des circonstances, un déficit peut lui survenir à cause par exemple de l'extension des contingents ou de l'augmentation des prix d'achat demandée par les producteurs, ou bien encore, de la nécessité de rembourser au Trésor une partie des moins values que continue à lui faire subir l'envoi d'alcool à la carburation. Une seule solu-

tion s'offrirait alors : l'élévation du prix des alcools rétro-cédés et particulièrement, de ceux qui, dès maintenant sont frappés le plus lourdement, en raison du caractère somptuaire de leurs emplois (fabrication des liqueurs, apéritifs, etc.). La facilité d'une telle mesure, réalisable par simple arrêté, constitue une dangereuse tentation à laquelle il sera bien difficile de résister. Ce caractère mouvant du bénéfice que le Service prélève sur les cessions à la consommation de bouche compliquera la réforme du régime fiscal de l'alcool.

Le Gouvernement, en effectuant la réforme du régime de l'alcool, a marqué, dans un certain nombre de dispositions, son vif désir de soulager le Budget. La lutte contre la surproduction viticole est indéfiniment assurée par le compte spécial, qui remboursera au Budget au moins, une partie des sommes qu'il pourrait perdre de ce fait. Des mesures sont prises pour solder les déficits que les achats d'alcool des lois du 19 avril 1930 et 24 décembre 1934 avaient occasionnés au Trésor. La suppression des exonérations des articles 460 et 467, C. C. I., diminue sensiblement les pertes que font éprouver au Budget les cessions à la carburation par la caisse générale. Enfin, le Service des Alcools doit verser au Budget général la moitié de ses bénéfices excédant 125 millions.

Cet effort nous semble assez illusoire. Rappelons tout d'abord que les ressources du Service sur lesquelles il doit indemniser le Budget de certaines pertes, ou le faire profiter de bénéfices éventuels, ne diffèrent en rien des charges publiques, et ont les mêmes résultats. Nous retrouvons l'illusion d'allégement procurée par les infractions à la règle de l'unité budgétaire et les critiques qu'elle a motivées.

Même en attachant quelque valeur à cette apparence, le

Budget général trouve encore dans le fonctionnement du régime de l'alcool une source considérable de moins-values (voir p. 83).

Ces moins-values ne sont même pas limitées par l'institution des contingents d'achat, car les alcools hors contingent dont l'achat n'est pas limité, ne peuvent aller qu'à la carburation.

L'établissement du monopole affectera également les finances publiques par la disparition ou le ralentissement de l'activité des intermédiaires. Il y a là une série de répercussions sur le Budget, les finances locales, le produit des P. T. T..., qu'il est difficile de chiffrer, mais qui ne peuvent pas être niées.

Il faut craindre aussi que la fraude, qui sévissait déjà sur une large échelle, ne s'étende encore à la faveur du nouveau régime : La nouvelle redevance de 332 fr. 25 porte à plus de 2.800 francs le bénéfice réalisé par l'écoulement en contrebande d'un hectolitre d'alcool pur (sans préjudice de la surtaxe de 310 francs sur les apéritifs). Le régime de liberté complète accordé aux bouilleurs de cru dans des départements « rédimés » vient singulièrement favoriser les fraudeurs, qui s'attacheront à obtenir un alcool aussi neutre que possible avec lequel leurs clients (détaillants ou particuliers) pourront fabriquer liqueurs, apéritifs, conserves de fruits, etc...

Le COMPTE SPÉCIAL DE RÉSORPTION des excédents de récoltes viticoles, dont l'institution était inévitable, peut également être critiqué dans les principes qui le dominent et dans l'orientation que prendra son fonctionnement.

Nous avons déjà discuté le paiement des arrachages à un prix élevé.

Une faible partie des alcools de distillation obligatoire est payée à raison de 75 p. 100 du prix des alcools de marcs. Mais le prix payé pour le complément, beaucoup plus important, peut atteindre les trois quarts de celui des alcools de vin du contingent (décret du 30 juillet, art. 6). Les prix des alcools de distillation obligatoire sont donc liés pour la plus grande partie au prix des alcools de vin du contingent.

Devant le déficit énorme qu'a fait apparaître la résorption des excédents au compte de la loi du 24 décembre 1934, et devant celui que causera le fonctionnement du compte spécial pendant la campagne 1935-1936, un tel principe devra être abandonné, si l'on veut que la surtaxe sur les vins et les cidres garde son caractère temporaire.

Le relèvement du prix d'achat des alcools de prestations (que la loi du 4 juillet 1931 avait fixé au même niveau que celui des alcools d'industrie) avait été rendu possible par la loi du 8 juillet 1933, qui instituait le monopole des ventes pour le vinage et le mutage. Avec l'incorporation de cette ressource dans le compte général (compensée par le versement de 125 millions au compte spécial), avec l'accroissement considérable des quantités distillées, il est nécessaire, soit de revenir à la règle posée par la loi de 1931, soit d'établir le principe que l'équilibre du compte spécial devra être assuré exercice par exercice, et qu'en conséquence les prix définitifs des alcools de prestations seront fixés en fin de campagne d'après les quantités achetées et les ressources du compte.

Théoriquement, une telle solution serait très justifiable. La distillation obligatoire, surtout si elle est étayée par l'échelonnement des sorties, ne peut qu'élever ou soutenir les cours du vin à un niveau supérieur à celui qu'ils atteindraient si elle n'existait pas. En conséquence, les viticulteurs doivent

y voir un sacrifice nécessaire, compensé par la valorisation du restant de leur récolte.

Pratiquement, l'abaissement des prix des alcools de prestations se heurterait à l'opposition acharnée de la viticulture. Bien au contraire, elle demande leur relèvement et à la fin de la législature, un décret du 18 avril 1936 a étendu aux 50 premiers hectolitres d'alcools de prestation le prix de 425 francs payé pour les 10 premiers hectolitres.

Avec l'organisation actuelle du compte spécial, la distillation obligatoire fait désormais figure, non pas de remède et de pénalisation à la surproduction, mais de palliatif permanent à la baisse des cours, au même titre que l'échelonnement des sorties et les avances sur récoltes.

Au lieu de discipliner la production, l'application de cette politique de soutien sera poursuivie jusqu'à ce que quelque calamité atmosphérique ou cryptogamique (comme en 1930 et 1932) supprime momentanément les excédents et fasse remonter les cours.

Plus généralement, les hésitations relevées jusqu'ici dans les tentatives d'organisation de la production viticole justifient les craintes qu'inspire pour l'avenir l'existence d'un organisme appelé à lui fournir des ressources et des débouchés.

Ainsi, l'interdiction des nouvelles plantations avait été posée en principe par la loi du 4 juillet 1931 (art. 3). L'évolution des chiffres des superficies plantées montre qu'elle a été absolument sans effet. Entre 1931 et 1935, elles passent de 1.440.333 hectares à 1.504 954 hectares dans la métropole, et de 344.877 hectares à 399.512 hectares en Algérie (augmentation totale 119.256 hectares), grâce aux réticences et aux dérogations prévues par la loi elle-même.

La politique de pénalisation des rendements excessifs, et d'amélioration de la qualité, n'a pas été poursuivie avec plus de rigueur. Nous n'en donnerons qu'un exemple :

Dans le monde vinicole, toutes les voix se sont élevées contre les mauvais vins, sans couleur et sans bouquet, obtenus par des procédés de culture relevant plutôt de l'industrie. Des mesures sévères ont été prises contre eux : aggravation du taux de distillation obligatoire suivant le rendement, fixation d'un degré et d'une acidité minima. Or, la L. A., n° 2.028, du 30 octobre 1935, admet que les vins anormaux puissent être distillés au titre de la distillation obligatoire (qui ne peut porter que sur des vins loyaux et marchands au moins en ce qui concerne la partie livrable en alcools de vin), ou que l'alcool qu'ils produiront soit accepté par le Service des Alcools sur le contingent de 325.000 hectolitres accordé aux alcools de vin. Mais dans cette dernière hypothèse, et si les offres sont faites par des intermédiaires (distillateurs), ces vins devront avoir été payés au moins 4 fr. 75 le degré à leurs producteurs. Si l'élimination, dès le début de la campagne, d'une grande quantité de mauvais vins, est une mesure utile à la bonne tenue des cours, elle ne doit pas constituer une faiblesse à l'égard d'une production qui cause un préjudice immense à la viticulture et au commerce honnêtes.

Ces contradictions ont été soulignées par M. Roger PICARD dans le Bulletin d'Informations économiques de B. N. C. I. : *« on entrave la vente des vins provenant de plans hybrides (Loi du 24 décembre 1934), mais aussitôt on accorde (décret du 30 juillet 1935) 10 ans de délai pour l'application de cette mesure : On prescrit l'arrachage des vignes... mais on l'ajourne »*. La loi du 28 mars 1936 retouche les dispositions du décret-loi du 30 juillet 1935, et notamment reporte au

20 octobre 1936 le terme avant lequel pourront être faites les déclarations d'arrachages volontaires. Le décret-loi avait fixé cette date au 30 novembre 1935.

La faiblesse des chiffres atteints au 1^{er} janvier 1936, pour les engagements d'arrachage volontaire, aurait cependant justifié l'application rigoureuse des arrachages obligatoires; suivant les modalités prévues par le décret-loi du 30 juillet. Les déclarations, à cette date, se présentaient de la façon suivante :

	Engagements quinquennaux.	Engagements trentennaires.
	Hectares.	Hectares.
Sept départements gros producteurs du Midi.	9.997	15.216
Autres départements de la Métropole.	957	11.723
Algérie.	3.896	12.425
	<u>14.850</u>	<u>39.364</u>

Le décret du 30 juillet prévoyait 150.000 hectares d'arrachages avec servitude trentenaire.

CONCLUSION

Les modifications apportées au régime économique de l'alcool pouvaient et devaient être évitées. — L'institution d'un monopole total des alcools rectifiés gênera la reprise des cours du vin et ne pourra pas lui survivre.

Nous essaierons, pour conclure, de porter un jugement sur le nouveau régime économique de l'alcool, c'est-à-dire sur le monopole des alcools rectifiés, bien que cette expression n'ait jamais été employée dans les textes qui l'ont établi.

La longue évolution que nous avons retracée montre que depuis longtemps, pour des raisons diverses, on a pu considérer un monopole de l'alcool comme possible et souhaitable. Jusqu'ici, le dogme de la non-intervention de l'État avait été l'un des plus forts arguments contre sa réalisation. Les producteurs auront jusqu'au bout cherché à le sauvegarder, puisque les auteurs du projet dit « *projet Chevalier* » s'étaient ingéniés à exclure l'État de leur « *régie interprofessionnelle des alcools*¹. »

La dépression économique nous a habitués aux interventions de la puissance publique dans la production et la distribution. En fait, l'institution du nouveau monopole s'est faite sans que les réactions de l'opinion publique aient dépassé le

1. M. le sénateur TOURNAN s'est encore élevé, à la Tribune de la Haute-Assemblée, le 3 mars 1936, contre l'élimination de la représentation professionnelle dans l'administration du monopole, le Conseil Supérieur des Alcools n'étant qu'un organe consultatif.

niveau de l'intérêt personnel. Les protestations des intermédiaires, qui défendent des intérêts infiniment respectables, mais trop limités et surtout trop divisés, n'ont pas eu de retentissement.

Au reste, la préexistence du Service des Alcools, son cadre de techniciens éprouvés, sa gestion irréprochable¹ ont beaucoup facilité psychologiquement et matériellement, la réalisation du monopole d'État des alcools rectifiés.

De ce que cette réalisation n'a pas soulevé d'oppositions puissantes et irréductibles, faut-il conclure qu'elle était inévitable, comme le pensait, en 1932, M. Robert Weill.

Tel n'est pas notre avis.

L'établissement du nouveau régime a eu deux causes déterminantes : le trouble apporté dans le fonctionnement du Service des Alcools par la baisse des alcools libres, et la nécessité de soutenir les producteurs d'alcools naturels.

Il n'était pas nécessaire d'instituer le monopole total pour apporter un remède sur le premier point. En conservant un monopole d'achat restreint aux alcools d'industrie, il suffisait d'étendre le monopole de vente, qui existait déjà pour les vinages et mutages, aux fournitures pour la vinaigrerie, la pharmacie et la parfumerie. En adoptant les prix et les contingents que le régime actuel impose aux producteurs d'alcools d'industrie pour la campagne 1935-1936, les opé-

1. En tenant compte du prélèvement de 700 millions effectué par la loi du 31 mars 1932, la gestion du Service des Alcools, depuis sa création jusqu'au 30 septembre 1935, s'est soldée par un surplus de 1,127 millions se composant ainsi :

Solde créditeur en deniers au 30 septembre 1935.	231.895.000 fr.
Stock : 1.741.466 hectolitres évalué au prix moyen	
des cessions à la carburation.	193.392.000 fr.
Prélèvement de 1932.	700.000.000 fr.

rations du Service pouvaient se chiffrer de la façon suivante (les alcools de distillation obligatoire étant toujours absorbés par un compte spécial) :

ACHATS ET DÉPENSES

	Hectolitres.	Francs.	Francs.
Alcools de betteraves .	2.305.800 à 215	=	495.747 000
— mélasses . .	600.000 à 151,40	=	90.840.000
— synthèse, etc.	28.000 à 133,40	=	3.740.840
Frais de service à 7 fr. 50 par hectolitre sur 2.904.470 hectolitres.			21.783.525
Frais pour 1.699.462 hectolitres d'alcool car- burant à 26 fr. 50 par hectolitre			45.000.000
TOTAL DES DÉPENSES			657.411.365

RECETTES

Ventes alcools :

	Hectolitres.	Francs.	Francs.
Vinages et mulages . .	150.000 à 800	=	120.000.000
Vinaigrierie	50 000 à 525	=	26.250.000
Pharmacie, parfums. .	110.000 à 500	=	55.000.000
Exportation.	40.000 à 220	=	8.800.000
Produits chimiques . .	180.000 à 210	=	37.800.000
Dénaturation	675.000 à 200	=	135.000.000
Carburant.	1.790.000 à 112	=	199.400.000
TOTAL DES VENTES			573.250.000
RECETTES FISCALES			330.000.000
TOTAL DES RECETTES			903.250.000
TOTAL DES DÉPENSES			657.411.365
EXCÉDENT DE RECETTES			246.138.635

Au lieu d'un bénéfice de 148 millions que nous avons dû prévoir pour la Caisse générale, dans le nouveau régime à la fin de la campagne 1935-1936, nous aurions un bénéfice de 246 millions, en nous basant sur des chiffres rigoureusement semblables, et sans avoir fait subir aucune augmentation aux prix de vente du Service. Le coût de l'adjonction

des alcools naturels neutres au monopole, s'évalue donc de la façon suivante :

Différence entre les deux soldes ci-dessus . .	98 millions
Différence de 100 francs par hectolitre sur 150.000 hectolitres cédés aux vinages et aux mutages à l'ancien prix de cession, soit 800 francs, au lieu de 900 francs, prix actuel	15 millions
Bénéfice minimum du Service sur 330.000 hec- tolitres cédés pour la fabrication des li- queurs, etc..., à 332 fr. 25 par hectolitre (montant de la redevance).	109 millions
TOTAL.	222 millions

Il est vrai que ces sacrifices ont permis de réaliser le second but visé par l'établissement du monopole total. Des débouchés pratiquement illimités, à des prix nettement plus élevés que ceux qui avaient été pratiqués pendant la campagne 1934-1935, se sont ouverts aux distillateurs et aux producteurs. Mais on peut se demander si, au moment où on proclamait la nécessité de discipliner une production viticole exubérante, en indiquant par là que le désarroi actuel ne pouvait pas se prolonger, il était bien opportun de modeler toute une nouvelle organisation sur une situation exceptionnelle.

Les producteurs d'alcools naturels, qui ont trouvé des avantages certains à l'établissement du monopole intégral, pourront-ils toujours se féliciter de son existence, en dehors des périodes de très bas prix ? Examinons, en particulier, quelle serait la situation des producteurs d'alcools de vin et de marcs de raisins, au cas où les cours du vin remonteraient sensiblement.

Cette hypothèse n'est nullement hasardeuse. La distillation obligatoire (qui empêche l'accumulation des stocks de récoltes anciennes), les arrachages, la pénalisation des hauts rende-

ments et de la grosse production algérienne, l'appauvrissement même des producteurs empêchant les perfectionnements et les nouvelles plantations, tous ces facteurs dont les effets paraissent actuellement timides et mal assurés fourniraient, à la première récolte déficitaire, les éléments d'une vive reprise. En ce qui concerne le présent, il est certain que l'échelonnement des sorties (D. du 30 juillet 1935, art. 8) doit amener, au moins en dehors des périodes de soudure, une hausse des prix. On l'a déjà vu faire gagner 30 francs aux cours entre novembre 1935 et mars 1936.

Quand les vins auront sensiblement augmenté, les producteurs d'alcools de vin et de marcs dénonceront avec raison la liaison paradoxale établie par le nouveau régime entre les prix du sucre et ceux des alcools naturels, par l'intermédiaire de la formule de parité et de coefficients invariables¹. Il n'existe, en effet, entre ces produits aucune corrélation quant au prix de revient, quant à l'abondance des récoltes, quant à l'organisation de la production, du commerce et de la distribution. C'est le grave défaut de l'organisation actuelle d'avoir définitivement lié leurs prix par des coefficients basés sur des cours certainement exceptionnels.

Reprenant ainsi, en négligeant de prétendues différences de qualité, la vieille distinction des alcools naturels et des alcools d'industrie, la viticulture exigera un relèvement des prix d'achat de ses contingents d'alcools. Plus exactement, elle demandera leur liaison aux cours des vins.

Le même raisonnement peut s'appliquer aux producteurs des alcools dérivés des pommes. D'ailleurs, ils ont déjà vigoureusement demandé le relèvement des prix fixés pour leurs alcools, en faisant valoir qu'ils correspondent à des

1. M. le sénateur TOURNAN compare le système qui lie ainsi les prix à une pyramide qui reposerait sur sa pointe.

cours de la pomme extrêmement bas. La récolte 1935 ayant été largement déficitaire, les cours de pomme à cidre ont été en hausse de 150 à 200 p. 100 sur les prix de l'année précédente.

Les producteurs d'alcools naturels seront donc conduits à demander l'application de nouveaux prix d'achat à la parité des cours du vin et des pommes.

Pour pouvoir financièrement accéder à cette demande, le Service des Alcools devrait relever ses prix de cession et seulement, parmi ces derniers, ceux qui ne concernent pas les emplois purement industriels et l'exportation. La hausse des prix d'achat, qui pourra être importante si on se rapporte aux cours que les alcools naturels ont atteint dans le passé, se répercutera beaucoup plus lourdement sur les prix de cession susceptibles d'être augmentés, car l'ensemble de ces emplois (650.000 hectol.) est bien inférieur au total des contingents d'alcools naturels (950.000 hectol.). En effet, avec l'adoption du principe des parités intégrales, les contingents resteraient couverts, les distillateurs s'étant équipés pour un travail intensif à la faveur de la surproduction actuelle.

De toute façon, le prix de cession des 3 premières catégories se trouverait lié en fait aux cours du vin, et l'avantage que présente le monopole de vendre l'alcool à prix fixe aurait disparu. La lourde charge qu'il fait peser sur la consommation — et que nous avons évaluée — resterait constants, à supposer qu'elle ne dut pas augmenter.

Si, au contraire, le Service des Alcools, résistant aux exigences des producteurs, maintient ses prix d'achat ou ne les relève que dans de minimes proportions, on assistera, d'une part, à la diminution rapide des distillations d'alcools

naturels, et, de l'autre, à un engorgement du marché des eaux-de-vie dont la consommation reste limitée. La distillerie s'orienterait en effet vers cette production pour autant qu'elle lui offrirait des prix supérieurs aux prix relativement très bas offerts par le Service¹.

La diminution de la production des alcools naturels, n'aura, dit-on, qu'une importance minime, et le Service des Alcools ne manquera jamais d'alcool pour satisfaire ses clients, puisque les alcools d'industrie, à eux seuls, suffisent largement à ses besoins normaux. Seules, les quantités livrées à la carburation seraient réduites, ce qui n'aurait rien de déplorable.

Il sera simplement arrivé qu'au jeu du monopole, les alcools naturels auront perdu tous leurs anciens débouchés en alcools neutres au profit des alcools d'industrie. Le mécanisme de la distillation-soupape de sûreté aura été en grande partie anéanti au détriment des producteurs de vin et de pommes, qui auront ainsi abandonné la plus grande partie des avantages que leur assurait l'accord de Béziers. Il y a là un élément qui, sans doute, peut paraître secondaire par rapport à d'autres facteurs plus puissants. Il pourra cependant, le cas échéant, gêner la hausse des vins ou rendre plus difficile le maintien de leurs cours à des paliers élevés.

Le monopole intégral des alcools rectifiés ne semble donc pas pouvoir survivre au rétablissement de la situation viticole (à moins qu'il ne soit conservé dans un but purement fiscal).

Son établissement n'était pas plus indispensable à l'écou-

1. Cette hypothèse s'est déjà réalisée à la suite de la hausse des cours du vin : les eaux-de-vie sont payées sur le marché libre 625 francs les 100 degrés, tandis que le Service n'a payé que 567 fr. 75 les alcools de vin et de cidre rectifiés extra neutres.

lement des alcools naturels qu'à celui des alcools d'industrie. L'équilibre du marché des alcools naturels pouvait être assuré durant toute la période de surproduction, par l'application régulière et rigoureuse de la distillation obligatoire. La production des alcools dérivés des pommes, grande bénéficiaire du régime de liberté basé sur l'accord de Béziers, eut été invitée à participer aux sacrifices de la viticulture, en consentant à des prélèvements effectués suivant les règles prévues dans le projet TOURNAN et payés au même prix que les alcools de prestation.

Le seul véritable remède aux difficultés rencontrées par l'écoulement des alcools naturels réside dans la solution de la question viticole. L'examen des cours des alcools libres montre avec quelle fidélité ils ont suivi le cours du vin, non seulement dans leur ligne générale, mais aussi dans les détails les plus particuliers. Ainsi les invasions du mildiou de juin 1930 et 1932 se sont répercutées sur eux avec une netteté parfaite (v. tableau des cours des alcools libres).

La question des alcools naturels ne peut être détachée du problème viticole, mais bien loin de la dominer, elle n'en constitue qu'un aspect.

C'est précisément le principal reproche que l'on peut faire au nouveau régime d'avoir négligé ou même renversé ce lien de dépendance qui unit naturellement aux cours des produits ceux de leurs sous-produits. Nous venons d'examiner quelles répercussions fâcheuses aura dans l'avenir ce défaut de logique et comment le fonctionnement coûteux et compliqué de cet inutile monopole pouvait retarder le retour de la prospérité agricole qui s'est toujours réalisée dans la liberté.

Reflétant une situation exceptionnelle, alors qu'il prétend régler la question de l'alcool d'une façon quasi définitive le

nouveau régime ne pourra subsister qu'aux prix de transformations profondes et incessantes. Le 3 mars 1936, à la Tribune de la Haute Assemblée, M. TOURNAN, spécialiste éminent de la question des alcools, membre du Conseil supérieur des Alcools, sénateur d'un département illustre pour ses eaux-de-vie, portait l'appréciation suivante sur le nouveau régime économique de l'alcool : « *Ce monopole bureaucratique et arbitrairement figé s'explique comme expédient de crise. Mais il est trop dangereux, à tous égards, pour pouvoir être considéré comme le régime définitif de l'alcool en France.* »

Il semble que l'on doive condamner cette réforme qui, en visant à soutenir les intérêts immédiats des producteurs, va en réalité à l'encontre de leurs intérêts prochains, au moins en ce qui concerne les alcools naturels — qui aggrave lourdement les charges pesant sur la consommation des alcools neutres, alors que les alcools consommables en l'état, par une injustice qui peut devenir dangereuse, restent en dehors de la taxation, — qui supprime sans utilité et sans compensation l'activité d'une bonne partie du commerce des alcools.

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU :

Le Président de la thèse,

EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

TABLEAU N° 1
Production des alcools.
Au cours des dix dernières campagnes (hectolitres d'alcool pur).

CAMPAGNES	ALCOOLS LIBRES					ALCOOLS RÉSERVÉS		
	Vins.	Piquettes, marcs et lies de vins.	Pommes et poires, cidres, et poires.	Fruits autres que les pommes et les poires.	Genièvres.	Betteraves.	Mélasses.	Substances farineuses grains, synthèse, etc.
moyenne.								
1900-1910 . . .	185 286	114.324	51.468	22.994 ⁴	26.884 ²	973.231	669.660	391.132
1925-1926 . . .	207.735	289.148	186.125	11.766	23.649	690.428	141.123	3.776
1926-1927 . . .	95.310	214.459	253.365	16.145	25.213	608.390	197.080	6.654
1927-1928 . . .	113.241	205.738	499.663	28.958	25.604	794.300	433.965	10.738
1928-1929 . . .	173.646	280.699	363.095	12.029	25.642	848.411	455.915	12.376
1929-1930 . . .	348.535	327.416	541.184	33.010	25.550	1.078.554	616.823	19.338
1930-1931 . . .	130.200	235.703	218.405	29.599	25.610	1.531.335	904.860	17.179
1931-1932 . . .	285.622	308.566	324.586	15.233	24.671	1.726.904	615.254	14.155
1932-1933 . . .	130.875	286.888	497.463	28.161	21.188	2.416.892	830.278	13.867
1933-1934 . . .	173.529	298.443	431.048	30.530	20.630	2.223.585	842.770	22.431
1934-1935 . . .	934.896 ³	341.238	446.209 ⁴	52.757	18.760	2.889.215	1.069.622	19.413

1. Y compris les pommes et les poires.
2. Moyenne des campagnes 1910-1911 à 1913-1914.
3. Dont 668.498 hectolitres livrés au Service des Alcools.
4. Dont 45.125 hectolitres livrés au Service des Alcools.

TABLEAU N° 2

Ventes du service des alcools.

(Huit dernières campagnes du régime provisoire). Hectolitres d'alcool pur.

CATÉGORIES D'EMPLOIS	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31	1931-32	1932-33	1933-34	1934-35
Vinages et mutages.	425.446	441.452	402.975	418.250	56.299	40.896	67.557	30.961 ¹
Conservation des fruits. . . .	40.568	9.474	60	767	»	»	»	»
Vinaigres	54.504	52.257	55.154	51.979	49.413	50.855	21.939	640
Parfumerie et produits pharmaceutiques	404.263	412.637	415.312	417.636	108.470	141.537	95.290	28.062
Exportation	443.295	436.000	406.479	87.479	48.499	50.193	51.307	37.400
Produits chimiques.	454.235	485.413	498.373	497.409	460.695	495.806	490.444	490.792
Dénaturation, chauffage et éclairage.	535.339	583.808	643.388	680.499	682.410	722.436	710.136	653.526
Carburation.	202.743	221.080	350.525	561.395	864.203	2.128.834	2.298.709	2.242.593 ²

1. 92.688 hectolitres ont été rétrocedés pour les vinages et les mutages sur le compte de la loi du 24 décembre 1934.
 2. 1.460.456 hectolitres ont été, en plus de cette quantité, rétrocedés pour la carburation sur le compte ci-dessus.

TABLEAU N° 3

Cours des alcools libres au marché de Paris (disponible).

Moyennes mensuelles des cours.

MOIS	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Janvier	843	1 303	795	880	572	316
Février	773	1.225	782	855	550	334
Mars	820	1.225	817	880	513	349
Avril	825	1 261	881	855	515	397
Mai	745	1.230	838	760	495	428
Juin	887	1 328	970	723	508	415
Juillet	1.192	1.266	1 160	668	491	438
Août	1 470	1.107	1.200	637	444	»
Septembre	1.488	878	966	541	383	»
Octobre	1.472	773	993	573	304	»
Novembre	1.418	780	900	608	291	»
Décembre	1.327	798	890	570	315	»

(Bulletin de la Chambre Syndicale des Distillateurs en gros de Paris et de la Région parisienne).

TABLEAU N° 4

**Achats du service des alcools (Caisse générale)
pour la campagne 1935-1936.**

ALCOOLS DE	QUANTITÉS hectolitres.	PRIX rectifiés francs.	FLEGMES titrant plus de 90°.	FLEGMF3 titrant entre 70° et 90°.	DATES extrêmes pour les offres au services.
Vins	325.000	567,75	532,75	547,75	31 janv. 1926
Mars	300.000	356,22	341,22	336,22	1 ^{er} déc. 1935
Cidres et poi- rés	25.000	567,75	552,75	537,75	31 janv. 1936
Pommes et poires	300.000	489,80	474,80	459,80	20 oct. 1935
Betteraves . .	2.305.800	Prix à fixer en fin de campagne.			
Mélasses . . .	600.000	151,40	136,40	121,40	1 ^{er} nov. 1935
Synthèse et grains	28.000	133,58	120,58	110,58	15 oct. 1935

TABLEAU N° 5.
Prix de cession des alcools réservés à l'État
(Depuis le 1^{er} janvier 1930.)

DATES des décrets ou arrêtés.	VINAIGRES	PRODUITS pharma- ceutiques parfums.	VINAGES et mutages.	EXPORTATION	AUTRES emplois pour l'intérieur.	CARBURATION
Au 1 ^{er} janvier 1930	600	500	1.000	300	260-250	180-170
13 mars 1930	L'alcool pour la conservation des fruits est vendu 1.375 francs.					
12 juillet 1930	»	»	»	»	»	240-235
23 mai 1931	600	500	1.000	250	210-200	»
14 novembre 1931	»	»	»	»	»	145-140
2 août 1932	L'alcool pour la conservation des fruits est vendu 1.375 francs.					
4 novembre 1932	»	»	»	»	»	»
3 juillet 1933	L'alcool pour la conservation des fruits est vendu 1.375 francs.					
29 juillet 1933	»	»	»	»	»	155-142-107
30 décembre 1933	525	500	1.000	220	210-200	»
14 août 1934	»	»	800	»	»	»
<i>Nouveau régime :</i>						
28 septembre 1935	525	500	900 ¹	220	210-200	126,50-99-90

1. Prix appliqué également aux cessions pour la fabrication des apéritifs, liqueurs, etc.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

- ALLIX (E.). — *Traité élémentaire de Science des Finances et de Législation financière française*. Rousseau, 1932.
- ALLIX (E.) et LECERCLE. — *Les contributions indirectes*. Rousseau, 1929.
- BARTHE (E.). — *Pour bien comprendre la loi du 8 juillet 1933 (Fédération des coopératives vinicoles du Var, 1933)*.
- BLOCH (R.). — *Le sucre. Résultats d'une économie fermée (Union des Chambres de Commerce maritimes et des ports français)*. Paris, 1933.
- CAMBRAIRE (C. R.). — *The black horse of the Apocalypse (wine, alcohol, and civilization)*. Paris, Gamber, 1932.
- FRITSCH et VASSEUR. — *La fabrication de l'alcool*. Paris, 1927.
- GUINOT et MARILLER. — *Controverses sur l'alcool absolu. La méthode aérotropique (Revue d'agriculture et d'industrie, 1926)*.
- GUYOT (Yves). — *La question de l'alcool*. Paris, Alcan, 1927.
- HOT (Alfred). — *Guide pratique de la viticulture*. Peyre, 1936.
- *Les carburants en France*. Lefèbre, 1936.
- JACQUET (L.). — *L'alcool*. Paris, 1912.
- LEGRAIN (Dr). — *Les grands narcotiques sociaux*. Maloine, 1925.
- LEWIN (Dr). — *Les Paradis artificiels*. Trad. Dr Gidon, Payot, 1928.
- SAILLARD. — *Betteraves et sucreries de betteraves*. Paris, 1923.
- SIDERSKI (D.). — *La betterave à sucre. Presses universitaires de France, 1931*.

II. — THÈSES

- LAFFORGUE (C.). — *Les distilleries coopératives méridionales et le problème de l'alcool*. Toulouse, 1934.
- MARBEAU (P.). — *Le régime des alcools d'industrie et des alcools de bouche en France*. Paris, 1932.
- MAUDET (F.). — *Le statut juridique de la viticulture française*. Paris, 1934.
- POURCHET (P.). — *Le régime de l'alcool de bouche en France*. Aix, 1934.
- ROOY (M.). — *Le carburant national. Etude sur le régime légal de l'alcool en France*. Paris, 1925.
- WEILL (R.-G.). — *Le monopole de l'alcool industriel*. Paris, 1932.

III. — ARTICLES

- BRUNET. — La colère des bouilleurs de cru. (*Moniteur Vinicole*, 20 avril 1935.)
- CAILLER (René), sénateur de la Gironde. — L'application du décret-loi sur les bouilleurs de cru. (*La Revue des Boissons*, 18 janvier 1936.)
- ENTRAYGUES (M.). — Chroniques au *Journal des Contributions Indirectes* sur : la question des bouilleurs de cru (mars-juillet 1934); Viticulture et alcool (22 août 1935); Coup d'œil d'ensemble sur le régime de l'alcool (15 février 1936).
- FOURMAUD (Louis). — L'alcool et la contrebande. (*Petit Méridional*, 10 février 1936.)
- LEBRETON (G.). — Les mélanges carburants à base d'alcool. *Journal des C. I.*, septembre et octobre 1935.
- LIESSE (A.). — Le vin et le blé. (*Économiste français*, 14 septembre 1935.)
- MARBEAU (P.). — L'alcool et la carburation. (*Revue Pol. et Parl.*, 10 août 1932.)
- MARCHAL (J.). — Le monopole des alcools industriels. (*Revue économique internationale*, novembre 1934.)
- NUMILE (L. G.). — Le carburant national. (*L'Économiste français*, 31 août 1935.)
- ROUX. — Le régime économique de l'alcool. (*La Journée industrielle*, 21 septembre 1935.)

Enquête sur la production française au Conseil National Économique.
Annexes au *J. O.*, 1932, p. 775 à 816.

ARTICLES ANONYMES

- L'alcool. Remèdes américains à un problème français. *Courrier des pétroles*, 13 mai 1935.
- Le problème de l'alcool naturel. *Revue des Boissons*, avril-mai 1935.
- L'assainissement du marché des vins et de l'alcool. *Moniteur vinicole*, 29 mai 1935.
- A propos des bouilleurs de cru. *Revue des Agriculteurs de France*, mai 1935.
- Documents relatifs à l'élaboration du décret-loi du 25 juin 1935 (nouveau régime des bouilleurs de cru). *Le Paysan de France*, 30 juin et 14 juillet 1935.
- Le nouveau régime des bouilleurs de cru. *La Vie Agricole*, 14 juillet 1935.

IV. — PÉRIODIQUES

Bulletin de la Chambre Syndicale des Distillateurs en gros de Paris et de la région parisienne, 103, boulevard Haussmann, Paris.

- Bulletin de la Confédération nationale du Commerce et de l'Industrie alimentaires* (juillet-août 1935).
- Bulletin d'informations économiques de la B. N. C. I.* (février-mars 1936).
- Bulletin quotidien de la Société d'Études et d'Informations économiques* (31 juillet, 10 août et 16 septembre 1935).
- Bulletin du Syndicat national du Commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France*, 103, boulevard Haussmann, Paris.
- Bulletin de Statistique et de législation comparée* (décembre 1934).
- Dossiers d'Action populaire* (10 et 25 janvier 1936). Editions Spes.
- Journal des Contributions indirectes*, Oudin, Poitiers.
- Journal des Planteurs de betteraves* (août 1935).
- La Journée vinicole*, 7, rue Dom-Vaissette. Montpellier.
- Le Midi vinicole*, 22, rue de la République, Montpellier.
- Le Petit Méridional* (articles de M. BARTHE et de M. SÉMICHON), Montpellier.
- Revue des Agriculteurs de France*, 8, rue d'Athènes, Paris.
- La Revue Vinicole*, 19, boulevard Montmartre, Paris.
- La Revue des Boissons*, 94, rue Saint-Lazare, Paris.
- Le Vrai Cognac*, 13, place de la Corderie, Cognac (Juillet 1935).
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Les alcools. — L'alcool éthylique, ses diverses sources. — Importance de l'alcool dans l'économie rurale de la France. — Alcools naturels et alcools d'industrie.	1
---	---

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE L'ALCOOL AVANT LA RÉFORME DE 1935

CHAPITRE PREMIER

Le régime provisoire de l'alcool. — Alcools libres, alcools réservés à l'État. — Alcools de betteraves. — Le principe de l'achat à la parité des cours du sucre et la limitation de la loi du 31 mars 1933. — Autres achats du Service des Alcools.	11
Ventes du Service. — L'alcool carburant, critiques matérielles et financières. — Équilibre du Service des Alcools.	20

CHAPITRE II

La crise viticole. — Le compte spécial de la loi du 19 avril 1930. — La distillation obligatoire. — Le compte spécial de la loi du 24 décembre 1934.	29
Avilissement des cours des alcools libres. — Restriction des débouchés bénéficiaires du Service des Alcools. — Nécessité d'une réforme	38

CHAPITRE III

Les projets de réforme. — Projet TOURNAN. — Projet des associations agricoles. — Projet du syndicat des courtiers en marchandises.	41
Le décret-loi du 30 juillet 1935.	46

DEUXIEME PARTIE

ALCOOLS RÉSERVÉS A L'ÉTAT. — LE SERVICE DES ALCOOLS

CHAPITRE PREMIER

Achats du Service des Alcools.

<i>Section I.</i> — Dispositions permanentes. — Alcools réservés. — Le système des contingents et de la fixation des prix d'achat en fonction du prix des alcools de betteraves.	49
Les achats d'alcools de betteraves. — Fixation des prix d'achat pour la campagne 1935-1936.	53
Autres achats du service : alcools de mélasse, de synthèse et de grains, de vins, de marcs de raisins, de cidre ou de poiré, de pommes ou de poires.	59
<i>Section II.</i> — Mesures d'assainissement.	
Achats d'alcools de vins (décret du 25 juin 1935).	66
Achats de rhums et d'alcools tunisiens	67
Ouverture d'un compte spécial dans les écritures du Service des Alcools, en vue de la résorption des excédents de récoltes viticoles	69

CHAPITRE II

Ventes du Service des Alcools.

<i>Section I.</i> — Emplois alimentés par les alcools de rétrocession. — Le monopole de fait. — La redevance d'emploi.	73
Évaluation des divers débouchés du service. — Prix de cession pour la campagne 1935-1936.	76
La carburation. — Modifications au régime de l'alcool carburant. — Suppressions d'exonérations. — Remboursement au Budget général des moins-values causées par l'écoulement des alcools du compte spécial.	81
<i>Section II.</i> — Mise en application du nouveau régime. — Mesures transitoires.	85
Régime des alcools de rétrocession.	88

CHAPITRE III

Organisation du Service des Alcools.

Aperçu financier.

Organes administratifs de la « Régie commerciale des alcools » . . .	91
Gestion financière de la Régie. — Affectation de ses bénéfices . .	95
Équilibre financier du compte général	98
Prévisions pour le compte spécial pendant la campagne 1935-1936. .	101

TROISIÈME PARTIE

ALCOOLS LIBRES

CHAPITRE PREMIER

Rhums et tafias	105
Spiritueux importés sur autorisation	107
Eaux-de-vie	108

CHAPITRE II

Le nouveau régime des bouilleurs de cru.

Le régime du Code des Contributions indirectes	112
Protestations des bouilleurs, le contre-projet DAMECOUR	116
Le décret-loi du 25 juin 1935 permet aux départements de revenir à la pleine liberté moyennant le paiement d'une somme forfaitaire.	118
Répartition et recouvrement du forfait	120
Renforcement de la surveillance à la circulation et des pénalités en matière de fraude sur les spiritueux.	123
Application du nouveau régime. — Articles 20 et suivants de la loi de Finances de 1936. — Dangers du régime forfaitaire.	126

QUATRIÈME PARTIE

INCIDENCES ÉCONOMIQUES DU NOUVEAU RÉGIME DE L'ALCOOL

CHAPITRE PREMIER

Le nouveau régime est un organe de soutien de la production agricole. — Justification et aspects de ce soutien	133
Il ne réalise pas la discipline de la production, du moins en ce qui concerne les alcools naturels. — Abandon de la distinction entre alcools naturels et alcools d'industrie.	138

CHAPITRE II

Incidences du nouveau régime :

Sur le commerce.	144
Sur les consommateurs d'alcool.	148
Sur les consommateurs de vin et de cidre	152
Sur les consommateurs d'essence.	153
Sur les Finances publiques.	156

Le compte spécial de résorption des excédents de récoltes viticoles et la nouvelle organisation tout entière peuvent provoquer un surcroît de relâchement dans la lutte contre la surproduction viticole	157
--	-----

CONCLUSION

Les modifications profondes apportées au régime économique de l'alcool pouvaient et devaient être évitées. L'institution d'un monopole total des alcools rectifiés généra la reprise des cours du vin et ne pourra pas lui survivre	162
---	-----

TABLEAUX

Production des alcools	171
Ventes du Service des Alcools	172
Cours des alcools libres	173
Achats du Service des Alcools pour la campagne 1935-1936. . . .	173
Prix de cession des alcools réservés à l'État.	174

IMPRIMERIE
HÉLISSEY
:: EVREUX ::